CET-080
2021-04-28
D. Garant

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **PARTICULIERS** DE **L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

Fiches RP13 à RP83

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
2	Indiquer la somme dépensée en 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou par le Centre d'acquisition gouvernementale (CAG)).
3	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.
4	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
5	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
6	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
7	Nombre total de recherches et rapports commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui les ont réalisés et la date de réception.
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. Identifier les textes et documents qui ont été choisis pour la traduction
9	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021.
10	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 20202-2021 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé ; d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge des créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.
15	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er avril 2020. Fournir les renseignements suivants : a) nom et adresses de l'entreprise; b) date de l'avis ou de la fermeture; c) type ou secteur d'activité de l'entreprise; d) nombre total d'employés de l'entreprise e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f) motifs du licenciement.
16	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser : a) les dépenses totales pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, ventilées par région; b) le budget disponible pour l'année en cours; c) le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d) le budget consacré par région ressource; e) le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
17	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser : a) les dépenses totales pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, ventilées par région; b) le budget disponible pour l'année en cours; c) le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.
18	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2019-2020; fournir les prévisions pour 2020-2021. Chiffres nationaux ventilés par région administrative; b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2020-2021; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
19	Les dépenses attribuables : a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ; i. Par région; ii. Par CLE; b) À l'administration; i. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs; ii. Total des dépenses d'administration pour EQ; c) Aux mesures d'emploi; i. Soutien au revenu; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; ii. Ententes de services; • Par catégorie d'entente.
20	Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses pour 2020-2021, et prévisions 2021-2022 : a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; viii. Requalification; ix. Rehaussement des compétences; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
21	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022, par région et par sexe.
22	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022, par région et par sexe.
23	Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022: o Pour le programme d'aide sociale; o Pour le programme de solidarité sociale.
24	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour 2020-2021.
25	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour 2020-2021.
26	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour 2020-2021.
27	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour 2020-2021.
28	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
29	Nombre de personnes ayant bénéficié des services de EQ, par secteur d'activité, genre, âge et région, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
30	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour 2019-2020.
31	Concernant les centres d'appels : a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour 2020-2021; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2020-2021; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour 2020-2021; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP : i. Nombre d'appels reçus; ii. Taux de non-réponse.
32	Concernant les nouvelles plateformes web liées aux nouveaux programmes déployés depuis mars 2020 : a) liste et valeur des contrats et licences liés aux plateformes web, pour 2020-2021 ; b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022; c) coûts associés aux défaillances des plateformes web, pour 2020-2021 ; d) pour chacune des plateformes : i. nombre d'individus inscrits ; ii. nombre d'entreprises inscrites ; iii. taux de maillage réussi; iv. taux de maillage non-réussi.
33	Taux d'absentéisme du personnel.
34	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022; b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c. Nombre d'entreprises participants; d. Nombre de participants, par tranche d'âge et par région; e. Durée moyenne de la participation; f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable; g. Taux de réussite.
35	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1er avril 2020.
36	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
37	Le nombre et le pourcentage de requérants de l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec, pour 2020-2021.
38	Le nombre et le pourcentage de bénéficiaires référés par la CNESST à Emploi-Québec, pour 2020-2021.
39	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
40	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.
41	Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures du Programme d'aide temporaire aux travailleurs (PATT-COVID-19) : a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants ;

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
	b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue ; c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines ; d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement.
42	Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.
43	Fournir tous les documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes de la Grande corvée : a. Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants; b. Adapter la main-d'oeuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue; c. Préparer la future main-d'oeuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines; d. Accroître la productivité des entreprises en les accompagnants dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'oeuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement. Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément.
Carrefours jeunesse emploi	
44	Pour 2020-2021, indiquer le : a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi; b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; c. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services conseil, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés; d. nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui est âgé entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; e. nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui est âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; f. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui est âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; g. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui est âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
45	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.
Sécurité du revenu	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
46	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de Services Québec pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.
47	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2020-2021 (aide de dernier recours et de solidarité sociale et programme Objectif Emploi) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2021-2022.
48	Coût de l'indexation des prestations de l'aide de dernier recours pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
49	État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :
	a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;
	b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
	c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
	d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;
	e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
	f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;
	g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
	h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
	i. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;
	j. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.
	k. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
	l. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
	m. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
	n. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;
	o. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
	p. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
	q. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurancSe-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
	r. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022;
	s. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
	t. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022;
	u. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2020-2021; fournir les prévisions 2021-2022;
	v. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.
50	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2020-2021 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2021-2022.
51	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 202-2021 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2021-2022.
52	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2020-2021 et pour les deux années précédentes.
53	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2020-2021, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2021-2022.
54	Pour 2020-2021: a. combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier? b. combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres? c. combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail? d. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 $? e. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $? f. combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 $?

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
	g. combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication? h. combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication? i. combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse? j. combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale? k. combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? l. combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? m. combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
55	Les sommes dépensées en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
Secrétariat à l'action communautaire autonome	
59	Pour chacun des programmes, préciser : a. la liste des organismes subventionnées (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
60	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.
Autres	
61	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2020-2021.
62	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2020-2021, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.
63	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 : a. les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; b. les prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi; c. le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblé par le programme.
64	Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 depuis le 1er avril 2019: a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi; b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi; c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail; i. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale; ii. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours; iii. Modifier le calcul de la contribution parentale; iv. Bonifier les primes au travail; v. Accorder une exclusion de 100 $ par mois sur les dons en argent reçus par

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
	les personnes et les familles prestataires; vi. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale; vii. Accorder un boni au maintien en emploi; d. Programme objectif emploi; e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences; f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; i. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans; ii. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale; iii. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme; g. Investir dans les logements sociaux; i. Améliorer l'offre de logements sociaux; ii. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle; iii. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ; h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables; i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité; j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social; k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu; i. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu; ii. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale iii. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO; iv. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire; v. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans; l. Favoriser une justice plus humaine; i. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale; ii. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle; iii. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale; n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; i. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire; ii. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
65	Concernant la stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir : a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021; b. le nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2020, ventilé par région, par genre, par âge, par secteur et par handicap ; c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021.
66	Actions posées depuis le 1er avril 2020 sur la mise en place du revenu minimum garanti.
67	Concernant la stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023 : a) état de situation à jour des actions mises en place; b) sommes prévues; c) échéanciers.
68	Budget et nombre de bénéficiaires du programme Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), pour 2020-2021, ventilés par région et par secteur. Prévisions pour 2021-2022.
69	Détail des sommes reçues par le ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI), ventilées par poste de dépense au MTESS.
70	Indiquer pour 2020-2021 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2021-2022.
71	Coûts de la mise-en-œuvre du programme Objectif emploi et prévisions pour 2021-2022.
72	Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial : a) échanges; b) analyses; c) études;
73	État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.
75	Évaluation de la main-d'œuvre par région et par secteur d'activité pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
76	Liste des nouveaux programmes visant à pallier la pénurie de la main-d'œuvre, par secteurs, pour 2020-2021.
77	Pour chaque programme visant à : 1) soutenir la formation dans les secteurs prioritaires; 2) faciliter la requalification des chômeurs pandémiques ; 3) rehausser les compétences, lister et spécifier; et 4) tout autre programme, pour 2020-2021 : a) le budget accordé par programme; b) la part du budget dédiée à la communication; c) la part du budget dédiée aux plateformes web ; d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées; e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région; f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région; g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2020-2021; h) la durée des formations; i) le type d'attestation délivrée. Prévisions pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022 – Opposition officielle
78	Liste des investissements accordés aux entreprises pour la formation de leurs employés, par secteur, par nombre d'employés et par région, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
79	Liste des ententes et subventions accordées aux entreprises pour la formation de professionnels ou gens de métiers qui ne sont pas leurs employés, par secteur, par région, en spécifiant la durée des ententes, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
COVID	
80	Le nombre de prestataires d'aide de dernier recours qui ont également reçu des sommes du gouvernement fédéral dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les remboursements anticipés par le ministère.
81	Concernant le fonds d'urgence pour soutenir les organismes communautaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19 annoncé le 21 septembnre 2020, les sommes octroyées par bénéficiaire ventilé par région.
82	Dépenses supplémentaires engagées par le ministère en lien avec la crise sanitaire liée à la COVID-19 en 2020-2021.
83	Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.
Question reçue du ministère du Tourisme	
69	Copie des études, analyses, recherches, s, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2020-2021
Question reçue du MSSS	
384 (MSSS)	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).
Question reçue du MAMH	
11 (MAMH)	État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis et prévisions pour l'année 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2020 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2020-2021 :
    a) le nom de toutes les campagnes ;
    b) les coûts de ces campagnes ;
    c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
    d) le territoire de diffusion;
    e) le média choisi pour la diffusion;
    f) les dates de diffusion de la campagne ;
    g) les objectifs visés par chaque campagne;
    h) les programmes auxquels ces campagnes sont associées;
    i) les campagnes des parties prenantes auxquelles le ministère a contribué financièrement.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

74. Concernant l'écart des prestations aux travailleurs qui ont subi une lésion professionnelle et la hausse du salaire minimum :
    a) échanges;
    b) analyses;
    c) études;
    d) avancée des travaux pour régler l'écart. (**CNESST**)

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

1. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2020-2021, indiquer :
    e) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
    f) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
    g) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

56. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour 2020-2021 ; fournir les prévisions pour 2021-2022.

57. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2020-2021.

58. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13 (identique à la question 12)

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 12.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :
Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2013-2014 à 2020-2021, l'âge des créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 28 février 2021 s'élève à 851,8 M$.

Répartition du solde du compte débiteur du Ministère selon l'âge des comptes (en millions de dollars)

	2020-2021
0 à 6 mois	68,0
6 à 12 mois	20,3
12 à 24 mois	111,1
24 à 36 mois	79,4
36 mois et plus	573,0
Total	851,8

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement conclues avec des personnes qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, tenant compte à la fois de la capacité de payer de la personne débitrice (LAPF) et des montants prévus au règlement;
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des retenues qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION : SSGRI
DATE : 5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 15

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er avril 2020. Fournir les renseignements suivants :

a) nom et adresse de l'entreprise;
b) date de l'avis ou de la fermeture;
c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
d) nombre total d'employés de l'entreprise;
e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

- Les listes des avis de licenciements collectifs soumis au Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2020-2021 qui ont fait l'objet d'une demande d'accès à l'information sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp

- Le tableau suivant présente le nombre d'avis soumis au MTESS au cours de l'année 2020-2021 :

Date	***Nombre d'avis***	***Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs***
Avril 2020	59	3 342
Mai 2020	67	4 112
Juin 2020	138	9 981
Juillet 2020	126	7 131
Août 2020	74	3 673
Septembre 2020	113	4 936
Octobre 2020	58	3 244
Novembre 2020	41	1 465
Décembre 2020	16	2 370
Janvier 2021	36	1 043
Février 2021[1]	57	2 269
TOTAL	**785**	**42 566**

[1] Données en date du 28 février 2021.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :
Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

a. les dépenses totales pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, ventilées par région;
b. le budget disponible pour l'année en cours;
c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
d. le budget consacré par région ressource;
e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009. Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement a cessé d'accueillir de nouveaux travailleurs licenciés en juillet 2014 et n'est plus en application.

a) Dépenses totales en 2020-2021 : NIL.

b) Budget pour l'année en cours (2020-2021) : NIL.

c) Nombre de personnes admissibles en 2020-2021 par région : NIL

et par secteur d'activité : N/A.

d) Budget consacré par région : NIL.

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité : NIL.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises
VALIDATION : **DATE :** 2 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :
Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :

a. les dépenses totales pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 ventilées par région;
b. le budget disponible pour l'année en cours;
c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009. Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement a cessé d'accueillir de nouveaux travailleurs licenciés en juillet 2014 et n'est plus en application.

a) Dépenses totales pour 2020-2021 : NIL.

b) Budget disponible pour l'année en cours (2020-2021) : NIL.

c) Nombre de personnes admissibles en 2020-2021 par région : NIL.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et services aux entreprises
Direction du budget
VALIDATION :
DATE : 2 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :
Emploi-Québec :

a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022;
c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2020-2021;
d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022

Voir l'annexe 1.

Les résultats des indicateurs de proportion de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi (ensemble et diverses clientèles) sont à la baisse. Cette baisse est principalement due à la pandémie de la COVID-19. La cible de l'indicateur de résultats du nombre d'entreprises nouvellement aidées en matière de gestion des ressources humaines sera dépassée notamment grâce au Programme action concertées pour le maintien en emploi (PACME).

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes, les résultats finaux pour 2020-2021 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en septembre 2021.

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du MTESS (Secteur Emploi-Québec) sur le terrain n'est disponible pour 2021-2022.

b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2019-2020, page 104) indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi ont pu compter sur un effectif de 1 837 équivalents temps complet.

Le tableau suivant présente le nombre d'employés en lien d'emploi au Secteur Emploi-Québec :

Regroupement	**2020-2021 (au 24 février 2021)**		
	Rég.	**Occ.**	**Total**
MTESS – Secteur Emploi-Québec	170	17	**187**

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 pour l'année 2020-2021.

Aucune prévision de l'effectif pour 2021-2022 n'est disponible.

c) Part du FDMT financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2020-2021.

Les dépenses préliminaires pour 2020-2021 sont de l'ordre de 1 306,0 M$*, soit 148,6 M$ en fonds du Québec et 1 157,4 M$ en fonds du fédéral.

* Ces montants incluent les sommes pour le volet « intervention » et le volet « administration ».

d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, pour 2020-2021

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
VALIDATION : Direction du budget
DATE : 10 mars 2021

Annexe 1. Cibles et résultats 2020-2021, ensemble du Québec

Indicateurs	**2020-2021**	
	Cibles[1]	**Résultats préliminaires** **(données au 19 février 2021)**
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (**ensemble de la clientèle**)	85 000	82 581
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (**ensemble de la clientèle**)	51,5 %	52,7 %
• Nombre de participants de l'**assurance-emploi** ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	40 000	33 598
• Proportion des participants de l'**assurance-emploi** ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	55,0 %	57,2 %
• Nombre de clients des programmes d'**assistance sociale** ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	17 300	17 369
• Proportion des clients des programmes d'**assistance sociale** ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	40,5 %	40,4 %
• Nombre de personnes **immigrantes** ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	13 000	12 370
• Proportion des personnes **immigrantes** ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	51,5 %	50,6 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre **(CDRCMO)**	3 240[2]	3 193[3]
• Nombre d'**entreprises nouvellement aidées**	15 300	15 560

Source : Information de gestion - Données préliminaires au 19 février 2021. Les résultats finaux seront publiés dans le rapport annuel de gestion 2020-2021 du MTESS.

[1] Malgré qu'il n'y ait pas eu de plan d'action annuel des services publics d'emploi en 2020-2021, des cibles des indicateurs de résultats ciblés ont été déterminées et révisées en octobre 2020 considérant les changements importants survenus au marché du travail à la suite de l'arrivée de la pandémie de la COVID-19.

[2] 3 100 participantes de programmes d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) et 140 participants des autres stratégies du CDRCMO.

[3] 3 118 participants de PAMT et 75 participants des autres stratégies du CDRCMO.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :
Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
   i. Par région;
   ii. Par CLE;
b) À l'administration;
   iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
   iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;
c) Aux mesures d'emploi;
   v. Soutien au revenu;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
   vi. Ententes de services;
      - Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :

	Dépenses 2020-2021 (au 28 février 2021)		
	Rémunération	Fonctionnement	Total
Bas-Saint-Laurent	6 822 343,76	167 186,63	6 989 530,39
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 986 302,44	311 986,48	9 298 288,92
Capitale-Nationale	12 616 359,86	239 512,02	12 855 871,88
Mauricie	8 949 617,33	192 611,91	9 142 229,24
Estrie	7 987 258,18	160 501,21	8 147 759,39
Centre-du-Québec	6 785 616,57	199 758,68	6 985 375,25
Outaouais	8 252 571,88	331 877,18	8 584 449,06
Abitibi-Témiscamingue	4 974 335,95	166 065,08	5 140 401,03
Côte-Nord	4 448 006,33	138 206,79	4 586 213,12
Nord-du-Québec	2 549 488,05	74 675,98	2 624 164,03
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	5 742 533,12	177 146,28	5 919 679,40
Chaudière - Appalaches	8 154 043,28	169 441,92	8 323 485,20
Lanaudière	10 120 621,36	350 706,01	10 471 327,37
Laurentides	11 743 785,05	464 070,73	12 207 855,78
Montérégie	25 677 580,91	686 890,87	26 364 471,78
Île-de-Montréal	37 791 665,88	1 339 747,97	39 131 413,85
Laval	7 089 761,90	206 345,30	7 296 107,20
Opérations centralisées en région	8 777 566,88	591 728,83	9 369 295,71
TOTAL DES DÉPENSES DES RÉGIONS AUX SERVICES DIRECTS	187 469 458,73	5 968 459,87	193 437 918,60
TOTAL DES DÉPENSES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TÉLÉPHONIQUES (Secteur des services à la clientèle)*	5 521 784,17	70 556,48	5 592 340,65
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DES MESURES	20 686 527,04	13 196 045,24	33 882 572,28
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR EQ	213 677 769,94	19 235 061,59	232 912 831,53

* Les dépenses de la Direction générale des services téléphoniques sont du 1er avril 2020 au 29 juin 2020 puisqu'après cette date, cette direction générale a été transférée au Secteur des partenariats de Services Québec.

Le total des dépenses d'administration des mesures représente les dépenses des unités centrales en soutien au réseau, soit le Secteur des services à la clientèle, le Secteur Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

L'annexe 1 présente les données ventilées par CLE pour la même période.

L'annexe 2 présente les données des mesures d'emploi provenant du Fond de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année 2020-2021. Les allocations versées en soutien du revenu font l'objet d'un suivi pour l'ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
DATE : 19 mars 2021

Lignes à zéro	Masquer les lignes à zéro
NoProgramme	10048

Dépenses directes des Régions et OCR par bureau au 28 février 2021

Réel			
Super catégorie	Direction	Unité administrative	Total
01 Rémunération	3090 Opérations centralisées	1704193 Services centralisés	678 500,81
		1704211 Centre spécialisé des pensions alimentaires	813 671,75
		1704247 Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	491 722,18
		1704441 Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais	1 382 115,47
		1704693 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome	771 705,44
		1704792 Centre spécialisé des incohérences	1 366 024,07
		1704933 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés	1 861 810,05
		1704934 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	1 412 017,11
	Total 3090 Opérations centralisées		8 777 566,88
	4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 Direction régionale - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	1 812 660,62
		1704102 Bureau de Services Québec - Amqui	395 583,87
		1704103 Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac	518 442,35
		1704104 Bureau de Services Québec - La Pocatière	355 370,88
		1704105 Bureau de Services Québec - Matane	663 283,93
		1704106 Bureau de Services Québec - Mont-Joli	377 698,49
		1704107 Bureau de Services Québec - Rimouski	785 950,79
		1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup	761 134,74
		1704109 Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles	130 720,18
		1704111 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent	1 011 230,04
		1704112 Direction du marché du travail et des services spécialisés	4 798,75
		1704113 Direction des services gouvernementaux intégrés	5 469,12
	Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec		6 822 343,76
	4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services	1704151 Direction régionale - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	494 098,13
		1704152 Bureau de Services Québec - Alma	1 107 309,24
		1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	1 596 156,52
		1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	664 380,02
		1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	1 622 368,87
		1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	909 177,57
		1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	977 884,86
		1704191 Direction du Marché du travail et des services spécialisés	788 311,97
		1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	826 615,26
	Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec		8 986 302,44
	4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704201 Direction régionale - Services Québec - Capitale-Nationale	314 945,65
		1704202 Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul	226 090,59
		1704203 Bureau de Service Québec - Beauport	1 397 048,53
		1704204 Bureau de Services Québec - Charlesbourg	1 424 704,09
		1704205 Bureau de Services Québec - La Malbaie	549 961,72
		1704206 Bureau de Services Québec - Donnacona	867 239,34
		1704207 Services administratifs régionaux	149 426,70
		1704208 Bureau de Services Québec de la Cité	1 954 048,90
		1704209 Centre administratif régionalisé	1 227 332,25
		1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	2 185 785,36
		1704212 Bureau de Service Québec - Château-Richer	79 275,86
		1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	583 736,84
		1704241 Service des enquêtes et de la conformité	212 911,38
		1704243 Direction des services gouvernementaux intégrés	939 346,14
		1704244 Direction du marché du travail et des services spécialisés	504 506,51
	Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec		12 616 359,86
	4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251 Direction régionale - Services Québec - Mauricie	340 999,72
		1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque	367 123,77
		1704255 Bureau de Services Québec - Louiseville	351 493,91
		1704256 Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle	72 290,62
		1704257 Bureau de Services Québec - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	41 674,54
		1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan	1 400 357,53
		1704259 Bureau de Services Québec - Trois-Rivières	2 406 056,90
		1704291 Direction du soutien aux opérations	-50,90
		1704292 Direction du marché du travail et des services spécialisés	579 923,48
		1704293 Direction des services gouvernementaux intégrés	798 276,93
		1704294 Centre régionalisé administratif de la Mauricie	2 591 470,83
	Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec		8 949 617,33
	4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301 Direction régionale - Services Québec - Estrie	504 858,80
		1704302 Bureau de Services Québec - Val-des-Sources	116 945,17
		1704303 Bureau de Services Québec - Coaticook	134 111,20
		1704304 Bureau de Services Québec - East Angus	178 048,21
		1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	128 023,90
		1704306 Bureau de Services Québec - Magog	450 222,67
		1704307 Direction du marché du travail et des services spécialisés	600 805,54
		1704308 Bureau de Services Québec - Sherbrooke	1 373 929,09
		1704309 Bureau de Services Québec - Windsor	240 719,76
		1704310 Centre de services régionalisés	610 880,02
		1704311 Direction des services aux entreprises	1 347 215,99
		1704312 Direction adjointe du Centre de services régionalisés	1 617 831,44
		1704313 Direction des services gouvernementaux intégrés	683 666,39
	Total 4300 Région - Estrie - Services Québec		7 987 258,18
	4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704351 Direction régionale - Services Québec - Centre-du-Québec	350 447,00
		1704352 Bureau de Services Québec - Drummondville	1 414 104,66
		1704353 Direction du marché du travail et des services spécialisés	813 849,26
		1704354 Bureau de Services Québec - Plessisville	289 447,80
		1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	655 355,20
		1704356 Bureau de Services Québec - Victoriaville	902 863,58
		1704358 Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	1 778 698,79
		1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	580 850,28
	Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec		6 785 616,57
	4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401 Direction régionale - Services Québec - Outaouais	226 454,44
		1704402 Centre de traitement administratif	1 013 914,32
		1704404 Bureau de Services Québec - Campbell's Bay	363 296,20
		1704405 Bureau de Services Québec - Gatineau - Emploi et entreprises	2 330 563,94
		1704406 Bureau de Services Québec - Hull	2 057 837,61
		1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki	640 216,00
		1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	456 932,21
		1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	526 919,33
		1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	636 437,83
	Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec		8 252 571,88
	4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704451 Direction régionale - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	226 043,14
		1704452 Bureau de Services Québec - Amos	484 319,68
		1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	401 752,37
		1704454 Bureau de Services Québec - Rouyn-Noranda	825 439,94
		1704455 Bureau de Services Québec - Senneterre	66 034,99
		1704456 Bureau de Services Québec - Val-d'Or	719 393,14
		1704457 Bureau de Services Québec - Ville-Marie	415 113,63
		1704458 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	680 421,51
		1704459 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	1 155 817,55
	Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec		4 974 335,95
	4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 Direction régionale - Services Québec - Côte-Nord	423 659,53
		1704502 Bureau de Services Québec - Baie-Comeau	767 278,50
		1704503 Bureau de Services Québec - Forestville	261 470,71
		1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	552 112,55
		1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	311 144,84
		1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier	185 628,06
		1704507 Bureau de Services Québec - Sept-Îles	929 866,22
		1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	1 016 845,92
	Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec		4 448 006,33
	4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551 Direction régionale - Services Québec - Nord-du-Québec	586 666,74
		1704552 Bureau de Services Québec - Chibougamau	1 070 693,35

01 Rémunération	4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704554	Centre local d'emploi - Chisasibi	61 717,38
		1704591	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	830 410,58
	Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec			2 549 488,05
	4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Ser	1704601	Direction régionale - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	239 431,14
		1704602	Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer	695 880,13
		1704603	Bureau de Services Québec - Bonaventure	650 765,78
		1704604	Bureau de Services Québec - Cap-aux-Meules	674 112,92
		1704605	Bureau de Services Québec - Chandler	706 450,55
		1704606	Bureau de Services Québec - Gaspé	582 507,21
		1704607	Bureau de Services Québec - Bonaventure	561 084,88
		1704642	Direction des services aux individus	957 276,81
		1704643	Direction de la planification et des services aux entreprises	675 023,70
	Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec			5 742 533,12
	4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Q	1704651	Direction régionale - Services Québec - Chaudière-Appalaches	247 603,52
		1704653	Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli	155 777,87
		1704654	Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin	512 643,80
		1704655	Bureau de Service Québec - Lévis	1 864 182,51
		1704656	Bureau de Service Québec - Montmagny	773 007,70
		1704657	Bureau de Services Québec - Saint-Georges	1 280 553,03
		1704659	Bureau de Service Québec - Saint-Lazare	113 546,14
		1704660	Bureau de Service Québec - Sainte-Croix	37 028,68
		1704661	Bureau de Services Québec - Sainte-Marie	809 197,63
		1704662	Bureau de Services Québec -Thetford Mines	751 108,21
		1704692	Direction des services gouvernementaux intégrés	736 479,06
		1704694	Direction du marché du travail et services spécialisés	872 915,13
	Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec			8 154 043,28
	4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751	Direction régionale - Services Québec - Lanaudière	373 596,76
		1704752	Bureau de Services Québec - Berthierville	697 726,31
		1704753	Bureau de Services Québec - Joliette	1 313 757,09
		1704754	Bureau de Services Québec - Rawdon	1 059 983,67
		1704755	Bureau de Services Québec - Repentigny	1 117 460,71
		1704756	Bureau de Services Québec - Saint-Jean-de-Matha	239 983,41
		1704757	Bureau de Services Québec - Terrebonne	1 534 196,44
		1704758	Bureau de Services Québec - Sainte-Julienne	1 054 301,13
		1704759	Direction du marché du travail et des services spécialisés	1 022 112,20
		1704760	Direction des services gouvernementaux intégrés	492 193,99
		1704791	Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	1 215 309,65
	Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec			10 120 621,36
	4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801	Direction régionale - Services Québec - Laurentides	540 972,27
		1704802	Bureau de Services Québec - Lachute	580 521,17
		1704804	Bureau de Services Québec - Mont-Laurier	601 487,50
		1704805	Bureau de Services Québec - Saint-Eustache	620 768,26
		1704806	Bureau de Services Québec - Saint-Jérôme	1 737 713,11
		1704807	Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	1 142 794,75
		1704808	Bureau de Services Québec - Sainte-Agathe-des Monts	919 590,21
		1704809	Bureau de Services Québec - Sainte-Thérèse	1 361 292,70
		1704819	Direction des services aux entreprises des Laurentides	1 460 877,81
		1704826	Service des demandes d'aide financière	423 264,85
		1704841	Direction du marché du travail et services spécialisés	648 922,56
		1704842	Service régional de la conformité et des enquêtes	751 655,74
		1704843	Direction des services gouvernementaux intégrés	953 924,12
	Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec			11 743 785,05
	4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851	Direction régionale - Services Québec - Montérégie	285 816,44
		1704852	Bureau de Services Québec - Acton Vale	47 775,60
		1704853	Bureau de Services Québec - Beloeil	1 389 732,40
		1704855	Bureau de Services Québec - Brossard	2 365 241,60
		1704856	Bureau de Services Québec - Châteauguay	235 225,70
		1704858	Bureau de Services Québec - Cowansville	452 118,57
		1704859	Bureau de Services Québec - Granby	1 140 707,77
		1704860	Bureau de Services Québec - Huntingdon	146 049,19
		1704862	Bureau de Services Québec - Longueuil	1 501 309,64
		1704863	Bureau de Services Québec - Marieville	163 736,70
		1704864	Bureau de Services Québec - Saint-Constant	1 148 796,86
		1704866	Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe	1 418 296,81
		1704867	Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu	1 115 785,42
		1704869	Bureau de Services Québec - Sorel-Tracy	810 096,05
		1704870	Bureau de Services Québec - Salaberry-de-Valleyfield	1 019 609,09
		1704871	Bureau de Services Québec - Vaudreuil-Dorion	908 077,67
		1704880	Centre territorial de l'agglomération de Longueuil et des centres administratifs de l'aide financière de dernier recours	357 117,44
		1704881	Centre territorial de l'Ouest	639 262,29
		1704882	Centre territorial de l'Est	664 260,82
		1704883	Centre administratif de l'aide financière de l'Est	2 097 567,84
		1704891	Direction administration et du soutien à la gestion	688 440,86
		1704892	Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	1 548 350,44
		1704893	Centre administratif de la conformité	1 754 769,23
		1704894	Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	1 764 126,28
		1704895	Direction des services gouvernementaux intégrés	1 093 648,25
		1704897	Direction du marché du travail et des services spécialisés	921 661,95
	Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec			25 677 580,91
	4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901	Direction régionale - Services Québec - Île-de-Montréal	364 185,17
		1704902	Direction du centre des enquêtes spécialisées	886 033,50
		1704904	Direction des services administratifs	1 140 242,00
		1704905	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	1 325 489,30
		1704906	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	1 403 699,27
		1704907	Bureau de Services Québec - De Bleury	915 727,50
		1704909	Direction des services spécialisés	103 258,33
		1704910	Direction régionale adjointe aux opérations	398 949,46
		1704911	Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal	1 167 473,36
		1704913	Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	1 144 449,80
		1704914	Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	1 161 368,93
		1704915	Bureau de Services Québec - Est de Montréal	1 062 139,67
		1704917	Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	1 738 419,47
		1704918	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal	749 731,10
		1704919	Direction des services gouvernementaux aux individus	343 644,52
		1704921	Bureau de Services Québec - Centre-ouest et du centre-est de Montréal	1 371 484,33
		1704922	Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal	1 063 885,00
		1704924	Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	766 761,74
		1704925	Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	2 616 928,92
		1704931	Centre de services spécialisés du Centre-Ville	1 572 626,37
		1704932	Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal	1 393 425,97
		1704941	Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal	1 082 296,83
		1704942	Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	1 027 666,43
		1704944	Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	780 549,50
		1704947	Bureau de Services Québec - Parc-Extension	849 794,23
		1704951	Bureau de Services Québec - Centre de Montréal	1 020 527,77
		1704952	Bureau de Services Québec - Sud-est de Montréal	584 801,74
		1704962	Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	873 485,51
		1704963	Bureau de Services Québec - Sud de Montréal	1 577 514,95
		1704964	Centre de services spécialisés de l'Ouest	833 857,53
		1704965	Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal	665 880,76
		1704966	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	722 106,98
		1704970	Centre des opérations aux ressources externes	1 377 684,05
		1704971	Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises	963 780,75
		1704972	Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	576 229,56
		1704973	Direction régionale adjointe des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	1 184 382,87
		1704974	Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	946 026,99
		1704979	Service de la prestation de services des inondations printanières	35 155,72
	Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec			37 791 665,88
	4980 Région - Laval - Services Québec	1704981	Direction régionale - Services Québec - Laval	356 090,24
		1704982	Bureau de Services Québec -Laval-des-Rapides	2 337 038,83

01 Rémunération	4980 Région - Laval - Services Québec	1704983	Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)	289 830,33
		1704984	Bureau de Services Québec - Chomedey	1 503 548,67
		1704992	Direction des services aux entreprises	1 116 498,48
		1704993	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	1 486 755,35
	Total 4980 Région - Laval - Services Québec			7 089 761,90
Total 01 Rémunération				187 469 458,73
02 Fonctionnement	3090 Opérations centralisées	1704193	Services centralisés	14 593,35
		1704211	Centre spécialisé des pensions alimentaires	8 555,12
		1704247	Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	437 260,32
		1704441	Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais	17 387,84
		1704693	Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome	13 718,46
		1704792	Centre spécialisé des incohérences	17 508,25
		1704933	Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés	60 815,11
		1704934	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des serv	21 890,38
	Total 3090 Opérations centralisées			591 728,83
	4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101	Direction régionale - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	110 626,02
		1704102	Bureau de Services Québec - Amqui	4 377,86
		1704103	Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac	7 640,75
		1704104	Bureau de Services Québec - La Pocatière	12 660,43
		1704105	Bureau de Services Québec - Matane	4 507,12
		1704106	Bureau de Services Québec - Mont-Joli	5 749,21
		1704107	Bureau de Services Québec - Rimouski	7 244,30
		1704108	Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup	8 968,34
		1704109	Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles	1 518,29
		1704111	Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent	3 894,31
	Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec			167 186,63
	4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services	1704151	Direction régionale - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	28 062,04
		1704152	Bureau de Services Québec - Alma	12 238,06
		1704153	Bureau de Services Québec - Chicoutimi	45 750,82
		1704154	Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	19 869,99
		1704155	Bureau de Services Québec - Jonquière	57 875,00
		1704156	Bureau de Services Québec - La Baie	88 220,61
		1704157	Bureau de Services Québec - Roberval	58 865,06
		1704191	Direction du Marché du travail et des services spécialisés	85,00
		1704194	Direction des services gouvernementaux intégrés	1 019,90
	Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec			311 986,48
	4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québe	1704201	Direction régionale - Services Québec - Capitale-Nationale	37 076,57
		1704202	Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul	2 662,94
		1704203	Bureau de Service Québec - Beauport	36 247,92
		1704204	Bureau de Services Québec - Charlesbourg	29 312,38
		1704205	Bureau de Services Québec - La Malbaie	12 075,18
		1704206	Bureau de Services Québec - Donnacona	12 125,92
		1704207	Services administratifs régionaux	134,48
		1704208	Bureau de Services Québec de la Cité	45 562,00
		1704209	Centre administratif régionalisé	16 739,37
		1704210	Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	30 999,35
		1704212	Bureau de Service Québec - Château-Richer	3 278,60
		1704215	Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	8 015,07
		1704241	Service des enquêtes et de la conformité	258,03
		1704243	Direction des services gouvernementaux intégrés	2 107,40
		1704244	Direction du marché du travail et des services spécialisés	2 916,81
	Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec			239 512,02
	4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251	Direction régionale - Services Québec - Mauricie	72 702,57
		1704254	Bureau de Services Québec - La Tuque	14 267,76
		1704255	Bureau de Services Québec - Louiseville	11 502,99
		1704256	Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle	5 155,12
		1704257	Bureau de Services Québec - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	5 437,17
		1704258	Bureau de Services Québec - Shawinigan	22 635,64
		1704259	Bureau de Services Québec - Trois-Rivières	24 415,22
		1704292	Direction du marché du travail et des services spécialisés	1 179,82
		1704293	Direction des services gouvernementaux intégrés	442,32
		1704294	Centre régionalisé administratif de la Mauricie	34 873,30
	Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec			192 611,91
	4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301	Direction régionale - Services Québec - Estrie	33 681,48
		1704302	Bureau de Services Québec - Val-des-Sources	5 752,47
		1704303	Bureau de Services Québec - Coaticook	2 470,88
		1704304	Bureau de Services Québec - East Angus	4 924,22
		1704305	Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	4 977,26
		1704306	Bureau de Services Québec - Magog	12 926,69
		1704307	Direction du marché du travail et des services spécialisés	7,15
		1704308	Bureau de Services Québec - Sherbrooke	57 866,71
		1704309	Bureau de Services Québec - Windsor	5 436,75
		1704310	Centre de services régionalisés	30 033,97
		1704311	Direction des services aux entreprises	39,29
		1704312	Direction adjointe du Centre de services régionalisés	2 265,27
		1704313	Direction des services gouvernementaux intégrés	119,07
	Total 4300 Région - Estrie - Services Québec			160 501,21
	4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québe	1704351	Direction régionale - Services Québec - Centre-du-Québec	63 718,70
		1704352	Bureau de Services Québec - Drummondville	36 246,12
		1704353	Direction du marché du travail et des services spécialisés	172,35
		1704354	Bureau de Services Québec - Plessisville	16 300,66
		1704355	Bureau de Services Québec - Bécancour	13 666,90
		1704356	Bureau de Services Québec - Victoriaville	29 651,94
		1704358	Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	35 618,97
		1704359	Direction des services gouvernementaux intégrés	4 383,04
	Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec			199 758,68
	4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401	Direction régionale - Services Québec - Outaouais	204 571,53
		1704402	Centre de traitement administratif	11 755,86
		1704404	Bureau de Services Québec - Campbell's Bay	6 997,98
		1704405	Bureau de Services Québec - Gatineau - Emploi et entreprises	33 493,35
		1704406	Bureau de Services Québec - Hull	42 135,04
		1704407	Bureau de Services Québec - Maniwaki	14 435,48
		1704408	Bureau de Services Québec - Papineauville	16 957,93
		1704410	Direction du marché du travail et services spécialisés	609,35
		1704411	Direction des services gouvernementaux intégrés	920,66
	Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec			331 877,18
	4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Q	1704451	Direction régionale - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	75 551,13
		1704452	Bureau de Services Québec - Amos	24 183,27
		1704453	Bureau de Services Québec - La Sarre	9 677,62
		1704454	Bureau de Services Québec - Rouyn-Noranda	8 701,25
		1704455	Bureau de Services Québec - Senneterre	8 865,84
		1704456	Bureau de Services Québec - Val-d'Or	23 667,92
		1704457	Bureau de Services Québec - Ville-Marie	7 063,50
		1704458	Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	2 764,70
		1704459	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	5 589,85
	Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec			166 065,08
	4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501	Direction régionale - Services Québec - Côte-Nord	68 936,96
		1704502	Bureau de Services Québec - Baie-Comeau	10 297,49
		1704503	Bureau de Services Québec - Forestville	5 314,82
		1704504	Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	5 924,26
		1704505	Bureau de Services Québec - Les Escoumins	11 692,54
		1704506	Bureau de Services Québec - Port-Cartier	1 791,65
		1704507	Bureau de Services Québec - Sept-Îles	17 978,96
		1704542	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	16 270,11
	Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec			138 206,79
	4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551	Direction régionale - Services Québec - Nord-du-Québec	35 281,37
		1704552	Bureau de Services Québec - Chibougamau	26 687,10
		1704554	Centre local d'emploi - Chisasibi	874,81
		1704591	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	11 832,70
	Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec			74 675,98

02 Fonctionnement	4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Ser	1704601	Direction régionale - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	115 948,04
		1704602	Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer	13 575,79
		1704603	Bureau de Services Québec - Bonaventure	14 956,78
		1704604	Bureau de Services Québec - Cap-aux-Meules	7 450,36
		1704605	Bureau de Services Québec - Chandler	10 768,69
		1704606	Bureau de Services Québec - Gaspé	7 775,16
		1704607	Bureau de Services Québec - Bonaventure	6 733,73
		1704642	Direction des services aux individus	74,99
		1704643	Direction de la planification et des services aux entreprises	-137,26
	Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec			177 146,28
	4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Q	1704651	Direction régionale - Services Québec - Chaudière-Appalaches	49 718,70
		1704653	Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli	2 966,27
		1704654	Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin	10 304,23
		1704655	Bureau de Service Québec - Lévis	25 771,46
		1704656	Bureau de Service Québec - Montmagny	10 506,14
		1704657	Bureau de Services Québec - Saint-Georges	28 005,68
		1704658	INACTIF MAR-20 Centre local d'emploi - Saint-Joseph	0,00
		1704659	Bureau de Service Québec - Saint-Lazare	5 573,26
		1704660	Bureau de Service Québec - Sainte-Croix	5 648,47
		1704661	Bureau de Services Québec - Sainte-Marie	14 705,92
		1704662	Bureau de Services Québec -Thetford Mines	14 790,06
		1704692	Direction des services gouvernementaux intégrés	1 340,00
		1704694	Direction du marché du travail et services spécialisés	111,73
	Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec			169 441,92
	4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751	Direction régionale - Services Québec - Lanaudière	205 699,91
		1704752	Bureau de Services Québec - Berthierville	9 937,55
		1704753	Bureau de Services Québec - Joliette	25 291,57
		1704754	Bureau de Services Québec - Rawdon	9 598,37
		1704755	Bureau de Services Québec - Repentigny	23 065,13
		1704756	Bureau de Services Québec - Saint-Jean-de-Matha	7 369,42
		1704757	Bureau de Services Québec - Terrebonne	24 629,88
		1704758	Bureau de Services Québec - Sainte-Julienne	20 737,99
		1704759	Direction du marché du travail et des services spécialisés	362,89
		1704760	Direction des services gouvernementaux intégrés	302,40
		1704791	Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	23 710,90
	Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec			350 706,01
	4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801	Direction régionale - Services Québec - Laurentides	61 449,91
		1704802	Bureau de Services Québec - Lachute	47 473,32
		1704804	Bureau de Services Québec - Mont-Laurier	49 090,83
		1704805	Bureau de Services Québec - Saint-Eustache	45 176,90
		1704806	Bureau de Services Québec - Saint-Jérôme	47 803,71
		1704807	Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	64 558,27
		1704808	Bureau de Services Québec - Sainte-Agathe-des Monts	61 101,88
		1704809	Bureau de Services Québec - Sainte-Thérèse	48 627,12
		1704819	Direction des services aux entreprises des Laurentides	13 989,35
		1704826	Service des demandes d'aide financière	7 752,20
		1704841	Direction du marché du travail et services spécialisés	1 033,06
		1704842	Service régional de la conformité et des enquêtes	15 125,85
		1704843	Direction des services gouvernementaux intégrés	888,33
	Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec			464 070,73
	4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851	Direction régionale - Services Québec - Montérégie	384 233,84
		1704852	Bureau de Services Québec - Acton Vale	1 303,25
		1704853	Bureau de Services Québec - Beloeil	16 171,96
		1704855	Bureau de Services Québec - Brossard	25 769,52
		1704856	Bureau de Services Québec - Châteauguay	6 560,14
		1704858	Bureau de Services Québec - Cowansville	9 230,81
		1704859	Bureau de Services Québec - Granby	17 171,44
		1704860	Bureau de Services Québec - Huntingdon	6 961,02
		1704862	Bureau de Services Québec - Longueuil	13 729,94
		1704863	Bureau de Services Québec - Marieville	2 061,59
		1704864	Bureau de Services Québec - Saint-Constant	14 377,36
		1704866	Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe	17 800,45
		1704867	Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu	11 408,72
		1704869	Bureau de Services Québec - Sorel-Tracy	9 178,77
		1704870	Bureau de Services Québec - Salaberry-de-Valleyfield	15 851,67
		1704871	Bureau de Services Québec - Vaudreuil-Dorion	13 097,38
		1704880	Centre territorial de l'agglomération de Longueuil et des centres administratifs de l'aide financière de dernier recours	2 493,44
		1704881	Centre territorial de l'Ouest	2 460,19
		1704882	Centre territorial de l'Est	4 415,09
		1704883	Centre administratif de l'aide financière de l'Est	29 290,32
		1704891	Direction administration et du soutien à la gestion	9 147,24
		1704892	Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	27 592,75
		1704893	Centre administratif de la conformité	17 687,90
		1704894	Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	27 180,36
		1704895	Direction des services gouvernementaux intégrés	855,06
		1704897	Direction du marché du travail et des services spécialisés	860,66
	Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec			686 890,87
	4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901	Direction régionale - Services Québec - Île-de-Montréal	18 067,27
		1704902	Direction du centre des enquêtes spécialisées	102 341,23
		1704904	Direction des services administratifs	1 016 516,90
		1704905	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	10 961,50
		1704906	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	10 959,93
		1704907	Bureau de Services Québec - De Bleury	7 023,43
		1704910	Direction régionale adjointe aux opérations	3 489,50
		1704911	Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal	8 069,22
		1704913	Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	14 011,91
		1704914	Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	822,74
		1704915	Bureau de Services Québec - Est de Montréal	7 253,14
		1704917	Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	5 133,19
		1704918	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal	8 645,02
		1704919	Direction des services gouvernementaux aux individus	27,71
		1704921	Bureau de Services Québec - Centre-ouest et du centre-est de Montréal	6 392,04
		1704922	Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal	10 633,07
		1704924	Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	1 119,76
		1704925	Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	3 907,11
		1704931	Centre de services spécialisés du Centre-Ville	11 191,76
		1704932	Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal	7 058,62
		1704941	Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal	9 782,76
		1704942	Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	8 607,64
		1704944	Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	1 987,76
		1704947	Bureau de Services Québec - Parc-Extension	9 897,65
		1704951	Bureau de Services Québec - Centre de Montréal	6 356,97
		1704952	Bureau de Services Québec - Sud-est de Montréal	6 056,22
		1704962	Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	7 631,84
		1704963	Bureau de Services Québec - Sud de Montréal	6 410,55
		1704964	Centre de services spécialisés de l'Ouest	4 488,76
		1704965	Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal	9 060,75
		1704966	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	3 644,52
		1704970	Centre des opérations aux ressources externes	2 153,00
		1704971	Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises	1 637,85
		1704972	Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	2 656,15
		1704973	Direction régionale adjointe des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	4 742,00
		1704974	Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	1 008,50
	Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec			1 339 747,97
	4980 Région - Laval - Services Québec	1704981	Direction régionale - Services Québec - Laval	24 696,67
		1704982	Bureau de Services Québec -Laval-des-Rapides	79 594,12
		1704984	Bureau de Services Québec - Chomedey	63 863,43
		1704992	Direction des services aux entreprises	35 255,49
		1704993	Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	2 935,59
	Total 4980 Région - Laval - Services Québec			206 345,30

Total 02 Fonctionnement	5 968 459,87
Total général	193 437 918,60

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Services aux individus																		
Mesures																		
Contrat d'intégration au travail																		
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2
Formation de la main d'oeuvre - Individus																		
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	376,1	5 965,8	85,6	2 173,5	461,6	8 139,3	376,1	5 965,8	85,6	2 173,5	461,6	8 139,3
Coordination formation privée	22,5	835,9	25,0	414,5	47,5	1 250,4	9,0	2 137,3	7,1	1 602,6	16,1	3 740,0	31,5	2 973,2	32,1	2 017,1	63,5	4 990,3
Coordination formation publique	43,1	1 399,3	10,4	294,4	53,5	1 693,7	- 0,4	2 729,7	0,4	1 100,1	0,0	3 829,7	42,7	4 129,0	10,8	1 394,4	53,5	5 523,4
Référé école publique	2 422,2	101 683,1	367,9	10 962,5	2 790,1	112 645,6	1,0	3,6	0,3	9,7	1,4	13,3	2 423,2	101 686,7	368,3	10 972,2	2 791,5	112 658,9
Référé école privée	13,2	625,6	4,5	110,4	17,7	736,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,2	625,6	4,5	110,4	17,7	736,0
Achat de formation (temps plein)	349,7	13 010,3	118,3	2 215,0	468,0	15 225,3	1 268,9	12 483,3	262,1	4 637,3	1 531,0	17 120,6	1 618,6	25 493,6	380,4	6 852,3	1 999,0	32 345,9
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	35,2	2,3	15,2	8,8	50,4	6,5	35,2	2,3	15,2	8,8	50,4
Développement des compétences - MFOR	90,8	4 463,4	95,2	3 711,5	186,0	8 174,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,8	4 463,4	95,2	3 711,5	186,0	8 174,8
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	2 941,5	122 017,6	621,4	17 708,2	3 562,8	139 725,8	1 661,0	23 355,0	357,8	9 538,3	2 018,8	32 893,3	4 602,5	145 372,6	979,2	27 246,5	5 581,7	172 619,1
Projet de préparation à l'emploi																		
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 123,2	8 843,0	123,2	14 167,4	0,0	23 010,4	- 123,2	8 843,0	123,2	14 167,4	0,0	23 010,4
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,2	2,0	0,0	10,2	0,2	12,2	- 68,1	7 687,0	119,5	12 883,3	51,4	20 570,3	- 67,9	7 689,0	119,5	12 893,5	51,6	20 582,5
Jeunes volontaires	36,7	2 115,2	4,1	285,3	40,8	2 400,4	7,0	274,1	4,5	73,0	11,5	347,1	43,7	2 389,3	8,6	358,3	52,3	2 747,5
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,2
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	95,2	5 365,2	24,1	1 352,5	119,3	6 717,7	41,0	13 263,5	3,7	10 676,7	44,7	23 940,2	136,1	18 628,7	27,9	12 029,2	164,0	30 657,9
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46,6	337,0	36,5	302,6	83,1	639,7	46,6	337,0	36,5	302,6	83,1	639,7
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210,0	0,0	210,0	0,0	0,0	0,0	210,0	0,0	210,0
Développement des compétences - PPE	3,2	413,6	1,9	104,6	5,2	518,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	413,6	1,9	104,6	5,2	518,2
Total Projet de préparation à l'emploi	135,3	7 895,9	30,1	1 752,6	165,4	9 648,5	- 96,7	30 405,7	287,5	38 313,0	190,7	68 718,8	38,6	38 301,6	317,6	40 065,6	356,2	78 367,3
Recherche et innovation																		
Recherche et innovation	0,0	2,1	0,0	0,9	0,0	2,9	0,0	2 322,1	0,0	0,0	0,0	2 322,1	0,0	2 324,2	0,0	0,9	0,0	2 325,0
Recherche et innovation - Phase préparatoire	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0	63,0	0,0	0,0	0,0	63,0	0,0	63,1	0,0	0,2	0,0	63,3
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	2,0	133,7	2,0	133,7	0,0	0,0	23,5	192,5	23,5	192,5	0,0	0,0	25,6	326,2	25,6	326,2
Initiative ciblée travailleurs âgés	0,0	0,0	0,0	59,6	0,0	59,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,6	0,0	59,6
Supplément salarial de transition	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	192,1
Stage non-rémunéré en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Parcours adapté (Frais d'insertion)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	229,9	0,0	0,0	0,0	229,9	0,0	229,9	0,0	0,0	0,0	229,9
Parcours adapté (Frais salariaux des participants)	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	264,2	0,0	0,0	0,0	264,2	0,0	264,2	0,0	0,4	0,0	264,6
Recherche et Développement en employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	0,0	0,0	0,0	30,0	0,0	30,0	0,0	0,0	0,0	30,0

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Appariement avec le marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,4	0,0	0,0	0,0	29,4	0,0	29,4	0,0	0,0	0,0	29,4
Développement des compétences - RINN	0,0	4,5	0,0	1,0	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	1,0	0,0	5,5
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	2,2	0,1	3,3	0,1	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,1	3,3	0,1	5,5
Actions concertées pour le maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0	58,0	121 195,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0
Jeunes en mouvement vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	262,8	13 773,4	0,0	0,0	262,8	13 773,4	262,8	13 773,4	0,0	0,0	262,8	13 773,4
Personnes handicapées vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 761,5	0,0	3 761,5	0,0	0,0	0,0	3 761,5	0,0	3 761,5
Agents d'intégration (ROSEPH)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	621,3	0,0	621,3	0,0	0,0	0,0	621,3	0,0	621,3
Total Recherche et innovation	0,0	201,0	2,1	199,0	2,1	400,0	320,9	137 906,9	23,5	4 575,2	344,4	142 482,1	320,9	138 107,9	25,7	4 774,2	346,5	142 882,1
Services d'aide à l'emploi																		
Services d'aide à l'emploi	4,6	210,6	6,2	340,3	10,8	550,9	1 231,3	161 858,6	0,0	0,0	1 231,3	161 858,6	1 235,9	162 069,2	6,2	340,3	1 242,1	162 409,4
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	6,7	392,3	17,5	1 023,0	24,2	1 415,2	22,4	14 734,4	0,0	0,0	22,4	14 734,4	29,1	15 126,6	17,5	1 023,0	46,6	16 149,6
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	8,6	606,9	19,7	1 110,8	28,2	1 717,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	606,9	19,7	1 110,8	28,2	1 717,7
Total Services d'aide à l'emploi	19,9	1 209,8	43,4	2 474,0	63,3	3 683,8	1 253,7	176 592,9	0,0	0,0	1 253,7	176 592,9	1 273,6	177 802,7	43,4	2 474,0	1 317,0	180 276,7
Subv. aux entreprises adaptées																		
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,3	57 843,6	- 16,3	29 779,5	0,0	87 623,1	16,3	57 843,6	- 16,3	29 779,5	0,0	87 623,1
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 9,0	6 720,9	9,0	1 426,6	0,0	8 147,5	- 9,0	6 720,9	9,0	1 426,6	0,0	8 147,5
Entreprises adaptées : Entretien ménager Montréal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises adaptées : Entretien ménager Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises adaptées : Étudiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,7	0,1	197,6	0,1	211,2	0,0	13,7	0,1	197,6	0,1	211,2
Entreprises adaptées : Jeunes employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	194,7	0,0	644,0	0,0	838,7	0,0	194,7	0,0	644,0	0,0	838,7
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	64 772,9	- 7,2	32 047,6	0,1	96 820,5	7,3	64 772,9	- 7,2	32 047,6	0,1	96 820,5
Soutien au travail autonome																		
Soutien au travail autonome	249,0	19 408,8	15,6	1 206,8	264,6	20 615,6	42,7	2 838,5	- 1,5	241,2	41,3	3 079,6	291,7	22 247,3	14,1	1 448,0	305,9	23 695,3
Développement des compétences - STA	1,8	320,8	2,8	356,0	4,6	676,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	320,8	2,8	356,0	4,6	676,9
Total Soutien au travail autonome	250,8	19 729,7	18,4	1 562,8	269,2	21 292,5	42,7	2 838,5	- 1,5	241,2	41,3	3 079,6	293,6	22 568,2	16,9	1 804,0	310,5	24 372,1
Subventions salariales																		
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	153,9	6 749,4	115,9	5 250,9	269,8	12 000,3	153,9	6 749,4	115,9	5 250,9	269,8	12 000,3
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	229,4	7 284,7	38,7	2 049,9	268,2	9 334,6	229,4	7 284,7	38,7	2 049,9	268,2	9 334,6
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,1	1 360,5	12,5	556,2	49,6	1 916,7	37,1	1 360,5	12,5	556,2	49,6	1 916,7
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,4	1 934,1	161,9	7 596,3	235,4	9 530,4	73,4	1 934,1	161,9	7 596,3	235,4	9 530,4
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	5,2	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	5,2
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	25,4	0,0	115,5	2,1	140,9	2,1	25,4	0,0	115,5	2,1	140,9

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,4	1 753,1	0,4	262,9	31,8	2 016,0	31,4	1 753,1	0,4	262,9	31,8	2 016,0
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	225,1	1,1	76,5	8,4	301,6	7,3	225,1	1,1	76,5	8,4	301,6
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	181,8	0,0	36,9	5,9	218,6	5,9	181,8	0,0	36,9	5,9	218,6
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	540,5	19 519,3	330,6	15 945,1	871,0	35 464,4	540,5	19 519,3	330,6	15 945,1	871,0	35 464,4
Boni au maintien en emploi																		
Boni au maintien en emploi	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5
Total Boni au maintien en emploi	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5
Initiative ciblée travailleurs expérimentés																		
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	10,2	412,0	5,0	164,8	15,2	576,8	128,6	2 831,2	25,0	708,5	153,6	3 539,7	138,8	3 243,2	30,1	873,3	168,9	4 116,5
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,9	65,4	10,9	65,4	0,0	0,0	10,9	65,4	10,9	65,4
Initiative ciblée - Frais périphériques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8	0,0	15,8	0,0	0,0	0,0	15,8	0,0	15,8
Développement des compétences – ICTE	0,0	6,4	0,7	6,8	0,7	13,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	0,7	6,8	0,7	13,1
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	10,2	418,4	5,7	171,6	15,9	590,0	128,6	2 831,2	35,9	789,7	164,5	3 620,8	138,8	3 249,6	41,6	961,3	180,4	4 210,8
Total Mesures	3 362,7	151 838,8	725,0	24 152,2	4 087,7	175 991,0	4 569,9	478 898,4	1 191,6	106 359,3	5 761,5	585 257,6	7 932,6	630 737,1	1 916,6	130 511,5	9 849,2	761 248,6
Activités et services																		
Dépenses non liées à une mesure																		
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	3,0	211,7	3,0	211,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	211,7	3,0	211,7
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,3	14,6	0,3	14,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	14,6	0,3	14,6
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	49,7	3 774,1	49,7	3 774,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7	3 774,1	49,7	3 774,1
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	1,7	137,0	1,7	137,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	137,0	1,7	137,0
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6
Total Activités et services	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6
Total Services aux individus	3 362,7	151 838,8	779,7	28 289,8	4 142,3	180 128,6	4 569,9	478 898,4	1 191,6	106 359,3	5 761,5	585 257,6	7 932,6	630 737,1	1 971,3	134 649,1	9 903,9	765 386,2
Services aux entreprises et organismes																		
Mesures																		
CPE: Intervention en entreprise																		
Projets d'aménagement et de réduction du temps de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,7	0,0	0,0	0,0	58,7	0,0	58,7	0,0	0,0	0,0	58,7
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,2	0,0	0,0	0,0	50,2	0,0	50,2	0,0	0,0	0,0	50,2
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	215,8	0,0	0,0	7,0	215,8	7,0	215,8	0,0	0,0	7,0	215,8

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,1	389,4	0,0	0,0	7,1	389,4	7,1	389,4	0,0	0,0	7,1	389,4
Projets de stabilisation d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	0,0	0,0	0,0	21,6	0,0	21,6	0,0	0,0	0,0	21,6
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,5	1 024,3	0,0	0,0	47,5	1 024,3	47,5	1 024,3	0,0	0,0	47,5	1 024,3
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1	421,0	0,0	0,0	6,1	421,0	6,1	421,0	0,0	0,0	6,1	421,0
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	120,8	2 686,8	0,0	0,0	120,8	2 686,8	120,8	2 686,8	0,0	0,0	120,8	2 686,8
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	95,7	3 281,3	0,0	0,0	95,7	3 281,3	95,7	3 281,3	0,0	0,0	95,7	3 281,3
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	286,8	4 388,4	0,0	0,0	286,8	4 388,4	286,8	4 388,4	0,0	0,0	286,8	4 388,4
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	39,8	986,5	0,0	0,0	39,8	986,5	39,8	986,5	0,0	0,0	39,8	986,5
SGRH: Autre mandat de consultation - travailleurs expérimentés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	6,7	0,0	0,0	0,0	6,7
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	69,1	1 834,5	0,0	0,0	69,1	1 834,5	69,1	1 834,5	0,0	0,0	69,1	1 834,5
Coaching-développement des habiletés de gestion-productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	379,8	0,0	0,0	2,9	379,8	2,9	379,8	0,0	0,0	2,9	379,8
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	7,1	0,0	0,0	0,8	7,1	0,8	7,1	0,0	0,0	0,8	7,1
Recrutement - Mobilité internationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	67,4	0,0	0,0	12,1	67,4	12,1	67,4	0,0	0,0	12,1	67,4
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	695,7	15 819,4	0,0	0,0	695,7	15 819,4	695,7	15 819,4	0,0	0,0	695,7	15 819,4
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	138,0	1 941,3	0,0	0,0	138,0	1 941,3	138,0	1 941,3	0,0	0,0	138,0	1 941,3
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	374,3	2 574,6	0,0	0,0	374,3	2 574,6	374,3	2 574,6	0,0	0,0	374,3	2 574,6
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0	72,4	1 732,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0
Support à l'exécution des mesures actives – subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	824,2	0,0	0,0	0,0	824,2	0,0	824,2	0,0	0,0	0,0	824,2
Support à l'exécution des mesures actives – achat de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	5,5
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	584,7	7 077,6	0,0	0,0	584,7	7 077,6	584,7	7 077,6	0,0	0,0	584,7	7 077,6
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	594,2	0,0	0,0	0,0	594,2	0,0	594,2	0,0	0,0	0,0	594,2
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	105,3	12 827,3	0,0	0,0	105,3	12 827,3	105,3	12 827,3	0,0	0,0	105,3	12 827,3
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	105,3	13 421,6	0,0	0,0	105,3	13 421,6	105,3	13 421,6	0,0	0,0	105,3	13 421,6
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	967,2	22 176,9	0,0	0,0	967,2	22 176,9	967,2	22 176,9	0,0	0,0	967,2	22 176,9
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	274,1	0,0	0,0	2,4	274,1	2,4	274,1	0,0	0,0	2,4	274,1
Entreprise formation privée (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	53,0	- 53,0	0,0	0,0	53,0	53,0	53,0	- 53,0	0,0	0,0	53,0

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,5	2 688,4	0,0	0,0	112,5	2 688,4	112,5	2 688,4	0,0	0,0	112,5	2 688,4
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	246,1	880,6	0,0	0,0	246,1	880,6	246,1	880,6	0,0	0,0	246,1	880,6
Entreprise formation privée (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,1	0,0	0,0	0,0	53,1	0,0	53,1	0,0	0,0	0,0	53,1
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	261,7	5 724,2	0,0	0,0	261,7	5 724,2	261,7	5 724,2	0,0	0,0	261,7	5 724,2
Entreprise formation privée (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	139,7	2 983,7	0,0	0,0	139,7	2 983,7	139,7	2 983,7	0,0	0,0	139,7	2 983,7
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	119,5	0,0	0,0	1,5	119,5	1,5	119,5	0,0	0,0	1,5	119,5
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	3,2	- 3,2	0,0	0,0	3,2	3,2	3,2	- 3,2	0,0	0,0	3,2
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,8	87,7	0,0	0,0	9,8	87,7	9,8	87,7	0,0	0,0	9,8	87,7
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,5	591,6	0,0	0,0	94,5	591,6	94,5	591,6	0,0	0,0	94,5	591,6
Entreprise formation publique (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,1	294,7	0,0	0,0	27,1	294,7	27,1	294,7	0,0	0,0	27,1	294,7
Entreprise formation publique (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation continue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,5	5 601,5	0,0	0,0	250,5	5 601,5	250,5	5 601,5	0,0	0,0	250,5	5 601,5
Achat de formation continue (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 169,5	41 533,9	- 56,1	0,0	2 113,3	41 533,9	2 169,5	41 533,9	- 56,1	0,0	2 113,3	41 533,9
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5
Divers																		
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2021-02-19
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
GRAND TOTAL	3 362,7	151 838,8	779,7	28 289,8	4 142,3	180 128,6	8 125,0	556 750,8	1 135,5	106 359,3	9 260,5	663 110,1	11 487,7	708 589,6	1 915,1	134 649,1	13 402,8	843 238,7

Rapport no 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses pour 2020-2021, et prévisions 2021-2022 :

a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
b) Aux mesures de formation;
   i. Francisation;
   ii. Alphabétisation;
   iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
   iv. Formation générale au secondaire;
   v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
   vi. Formation professionnelle au secondaire;
   vii. Formation technique au collégial;
   viii. Requalification;
   ix. Rehaussement des compétences;
c) Aux subventions salariales aux entreprises;
d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Données pour 2020-2021 :

Mesures ou programmes	Dépenses*	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	78 367 261,1$	6 718
Services d'aide à l'emploi	180 276 692,9 $	88 232
Mesure de formation de la main-d'œuvre***	172 619 108,9$	29 000
• Francisation	6 992 805,4 $	2 323
• Alphabétisation	2 029 420,7 $	576
• Acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique	24 847 130,6 $	4 972
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	4 428 839,7 $	1 251
• Formation professionnelle au secondaire	75 510 871,6 $	13 701
• Formation technique au collégial	41 839 523,4 $	5 992
Subventions salariales	35 464 368,6 $	4 901
Contrat d'intégration au travail	25 585 154,5 $	7 871
Programme de subventions aux entreprises adaptées	96 820 488,5 $	5 048

* Données préliminaires au 19 février 2021.
** Données au 19 février 2021. Un même participant peut avoir plus d'une participation.
***Toutes les dépenses en requalification et en rehaussement des compétences (notamment le PARAF) sont incluses dans cette section du tableau.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre : Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primo demandeurs, l'Intervention renforcée s'adresse désormais aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérants

		2020-2021**		
	DIRECTION RÉGIONALE*	Total	Femmes	Hommes
01	BAS-ST-LAURENT	19	6	13
02	SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	32	6	26
03	CAPITALE-NATIONALE	64	20	44
04	MAURICIE	39	13	26
05	ESTRIE	49	15	34
06	ÎLE-DE-MONTRÉAL	206	70	136
07	OUTAOUAIS	53	16	37
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12	4	8
09	CÔTE-NORD	10	2	8
10	NORD-DU-QUÉBEC	2	0	2
11	GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	4	0	4
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	30	11	19
13	LAVAL	15	7	8
14	LANAUDIÈRE	52	13	39
15	LAURENTIDES	34	15	19
16	MONTÉRÉGIE	80	26	54
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	28	10	18
	RÉSEAU	729	234	495

* Selon le CLE de proximité.

** Données du 13 juillet 2020 au 29 janvier 2021. L'Intervention renforcée a été suspendue en raison de la pandémie de la COVID-19. Ainsi, les données débutent le 13 juillet 2020.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022, par région et par sexe.

Exposé et statistiques

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l'année 2020-2021 :

	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2020-2021 (du 1er avril 2020 au 19 février 2021)					
	Total		**Femme**		**Homme**	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	3 164	100,0 %	1 452	45,9 %	1 712	54,1 %
01 - Bas-Saint-Laurent	62	100,0 %	27	43,5 %	35	56,5 %
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	193	100,0 %	93	48,2 %	100	51,8 %
03 - Capitale-Nationale	243	100,0 %	100	41,2 %	143	58,8 %
04 - Mauricie	176	100,0 %	88	50,0 %	88	50,0 %
05 - Estrie	115	100,0 %	53	46,1 %	62	53,9 %
06 - Île-de-Montréal	1 134	100,0 %	517	45,6 %	617	54,4 %
07 - Outaouais	161	100,0 %	66	41,0 %	95	59,0 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	67	100,0 %	26	38,8 %	41	61,2 %
09 - Côte-Nord	11	100,0 %	8	72,7 %	3	27,3 %
10 - Nord-du-Québec	5	100,0 %	4	80,0 %	1	20,0 %
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	43	100,0 %	29	67,4 %	14	32,6 %
12 - Chaudière-Appalaches	121	100,0 %	56	46,3 %	65	53,7 %
13 - Laval	100	100,0 %	44	44,0 %	56	56,0 %
14 - Lanaudière	116	100,0 %	57	49,1 %	59	50,9 %
15 - Laurentides	172	100,0 %	82	47,7 %	90	52,3 %
16 - Montérégie	353	100,0 %	158	44,8 %	195	55,2 %
17 - Centre-du-Québec	95	100,0 %	46	48,4 %	49	51,6 %

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

X = Des renseignements ont été caviardés en raison du petit nombre (moins de 10). Ceux-ci pourraient révéler des renseignements personnels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour 2020-2021: et prévisions pour 2021-2022

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2020-2021 (du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	41 257	11 677	52 934
Sorties de l'aide	26 496	3 766	30 262

SOURCE : DGSCO
COLLABORATION : DGGAP-DAIG
VALIDATION :
DATE : 2020-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours pour le Programme d'assistance sociale et le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2020-2021 :

Année financière	Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours	
	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2020-2021[1]	68,5 %	89,4 %

[1] Données d'avril 2020 à janvier 2021,

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :
Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale reçoit en moyenne 13 000 demandes de révision annuellement. Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Période de référence : du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021

	Motifs contestés en révision[1]
Motifs[2]	**Nombre total**
Allocations et ajustements	278
Revenus, gains et avantages	2 828
Statut	835
Obligations du prestataire ou du ministre	436
Avoir liquide	347
Prestations spéciales	1 023
Versement de l'aide	2
Biens	166
Solidarité de la dette	80
Garants défaillants	22
Prestations de base	220
Contribution parentale	83
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	114
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	178
Mois de la demande (Particularités)	282
Motifs - sans droit de contestation	87
Révision médicale	1 547
TOTAL	**8 529**

[1]Les données sont extraites au 31 janvier 2021.
[2]Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :
Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2020-2021, 889 recours ont été déposé au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif

MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ[1] 2020-2021			
Motifs[2]	**Nombre de motifs contestés**	**Nombre de motifs accueillis**	**Proportion motifs accueillis par le TAQ[3]**
Allocations et ajustements	126	19	15,1 %
Revenus, gains et avantages	1 649	149	9,0 %
Statut	964	31	3,2 %
Obligations du prestataire ou du ministre	49	9	18,4 %
Avoir liquide	327	33	10,1 %
Prestations spéciales	76	12	15,8 %
Versement de l'aide	4	2	50,0 %
Biens	149	5	3,4 %
Solidarité de la dette	30	1	3,3 %
Garants défaillants	74	1	1,4 %
Prestations de base	9	0	0,0 %
Contribution parentale	8	3	37,5 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	11	2	18,2 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	9	0	0,0 %
Mois de la demande (Particularités)	27	0	0,0 %
Motifs - sans droit de contestation	6	0	0,0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	9	4	44,4 %
Révision médicale	382	120	31,4 %
Total	**3 909**	**391**	**10,0 %**

[1]Les données sont extraites au 31 janvier 2021.
[2]Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.
[3]La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :
Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2020-2021(au 28 février)

Risque de dénuement total ou risque pour la santé ou la sécurité de la personne	
Diminution et suspension de la retenue	922
Cas de violence	
Remise de dette - Violence conjugale	1
Circonstances exceptionnelles et raisons humanitaires	
Suspension des intérêts	845
Annulation des intérêts	8
Autres remises de dette totale ou partielle	62
Suspension du recouvrement	36
Propositions de règlement final	
Remise partielle de la dette	50
TOTAL	**1 924**

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

1RP27_03-12_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :
Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nouveaux contrats (nouvelles ententes) en 2020-2021* :

Régions	MFOR – volet Entreprise d`entraînement		Projets de préparation à l'emploi - volets Général et Entreprise d`insertion		Services d'aide à l'emploi		**TOTAL**	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	207 157	18	894 004	159	4 524 231	180	5 625 393
Saguenay-Lac-St-Jean	1	190 134	5	854 376	75	4 408 601	81	5 453 112
Capitale-Nationale	.	.	9	1 537 204	98	8 063 917	107	9 601 121
Mauricie	1	169 573	13	913 168	81	4 546 270	95	5 629 012
Estrie	.	.	3	868 968	106	5 205 376	109	6 074 344
Montréal	1	468 970	45	15 993 940	277	32 006 529	323	48 469 439
Outaouais	1	156 187	11	1 125 081	76	5 222 474	88	6 503 743
Abitibi-Témiscamingue	.	.	5	160 028	38	2 653 953	43	2 813 982
Côte-Nord	.	.	3	164 476	66	1 645 838	69	1 810 314
Nord-du-Québec	.	.	4	124 123	19	567 913	23	692 037
Gaspésie-îles-Madeleine	.	.	.	.	109	3 520 509	109	3 520 509
Chaudière-Appalaches	3	577 489	5	758 964	134	6 158 752	142	7 495 206
Laval	1	249 318	8	2 262 983	47	5 547 523	56	8 059 824
Lanaudière	1	360 937	12	2 147 579	56	5 400 235	69	7 908 751
Laurentides	1	136 826	9	1 889 348	78	9 676 724	88	11 702 900
Montérégie	2	541 282	18	3 572 944	212	17 209 775	232	21 324 002
Centre-du-Québec	1	233 100	1	140 072	90	4 039 857	92	4 413 029
Total	16	3 290 975	169	33 407 266	1 721	120 398 485	1 906	157 096 727

* Données au 19 février2021.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Secteur Service à la Clientèle
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Nombre de personnes ayant bénéficié des services de EQ, par secteur d'activité, genre, âge et région, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Participants actifs aux interventions des Services publics d'emploi :

Données cumulatives pour la période du 1er avril 2020 au 19 février 2021

Région	Nombre de participants actifs[1]
01 - Bas-Saint-Laurent	4 773
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	7 199
03 - Capitale-Nationale	13 142
04 - Mauricie	7 081
05 - Estrie	8 029
06 - Île-de-Montréal	44 211
07 - Outaouais	6 961
08 - Abitibi-Témiscamingue	3 317
09 - Côte-Nord	2 489
10 - Nord-du-Québec	479
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4 296
12 - Chaudière-Appalaches	6 697
13 - Laval	6 805
14 - Lanaudière	9 309
15 - Laurentides	11 251
16 - Montérégie	24 978
17 - Centre-du-Québec	5 438
Sexe	
Femme	81 450
Homme	83 113
Groupe d'âge	
Moins de 20 ans	13 442
De 20 à 24 ans	24 728
De 25 à 29 ans	25 763
De 30 à 34 ans	22 838
De 35 à 39 ans	21 614
De 40 à 44 ans	18 581
De 45 à 49 ans	14 164
De 50 à 54 ans	12 413
55 ans et plus	18 533
35 ans et moins	87 377
36 ans et plus	78 235
Sommaire	**164 563**

[1] Il se peut que la somme des éléments d`un regroupement (ex : Région) soit supérieure au sommaire puisqu`une même personne peut avoir participé dans deux régions au cours de la période.

- Aucune prévision disponible pour 2021-2022.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : DAIG
DATE : 2021-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :
Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2020-2021, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes	
	2020-2021 (du 1er avril 2020 au 19 février 2021*)
Ensemble du Québec	82 940
01 - Bas-Saint-Laurent	2 074
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	3 158
03 - Capitale-Nationale	6 266
04 - Mauricie	3 404
05 - Estrie	4 330
06 - Île-de-Montréal	22 406
07 - Outaouais	3 210
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 595
09 - Côte-Nord	1 562
10 - Nord-du-Québec	189
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2 262
12 - Chaudière-Appalaches	3 733
13 - Laval	3 291
14 - Lanaudière	3 750
15 - Laurentides	5 672
16 - Montérégie	13 835
17 - Centre-du-Québec	2 667

* Ces données ont été extraites le 10 mars 2021.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Concernant les centres d'appels :

a) liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour 2020-2021 ;
b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2020-2021 ;
c) coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour 2020-2021 ;
d) pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :
   i. nombre d'appels reçus.
   ii. taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

a) Liste des contrats octroyés en 2020-2021

Le Ministère n'a octroyé aucun contrat.

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels

Le Ministère a payé un montant de 276 841,59 $ en 2020-2021.

b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Infrastructures technologiques Québec	743 671,01 $
Connex Québec inc.	24 105,00 $
IBM Canada limitée	664 211,70 $

c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose des contrats de services qui prennent en charge ce volet.

d) Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2021

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse
Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	1 437 052	1,49 %
Centre administratif de la qualification professionnelle	18 422	0,00 %
Centre d'assistance au placement	49 273	0,00 %
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d'aide financière de dernier recours	33 685	1,81 %
Centre de communication avec la clientèle	643 976	4,26 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	321 773	0,19 %
Directeur de l'état civil (DEC)	190 404	0,80 %
Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	30 172	2,87 %[1]

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

[1] Le taux de non-réponse est non disponible puisque la plateforme téléphonique du DEC/SIAF ne permet pas de dénombrer le nombre d'appels qui ne peuvent être acheminés en file. Les statistiques inscrites sont les taux d'appels abandonnés qui correspondent au pourcentage des appels abandonnés sur le nombre d'appels reçus (acheminés en file pour prise en charge par un préposé) au DEC et au SIAF.

DATE : 2021-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :
Concernant les nouvelles plateformes web liées aux nouveaux programmes déployés depuis mars 2020 :

a) liste et valeur des contrats et licences liés aux plateformes web, pour 2020-2021 ;
b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022;
c) coûts associés aux défaillances des plateformes web, pour 2020-2021 ;
d) pour chacune des plateformes :
   i. nombre d'individus inscrits ;
   ii. nombre d'entreprises inscrites ;
   iii. taux de maillage réussi;
   iv. taux de maillage non-réussi.

Exposé et statistiques :

Concernant les nouvelles plateformes web liées aux nouveaux programmes déployés depuis mars 2020 :

a et b) Un contrat a été octroyé à Momentum Technologie INC. pour la plateforme Jetravaille! Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

c) Aucun coût associé à des défaillances.

d) Jetravaille!

i. 10 266 profils « chercheurs d'emploi » actifs
ii. 2 932 employeurs distincts
iii. Cette information n'est pas disponible
iv. Cette information n'est pas disponible

SOURCE : SSGRI
COLLABORATION : SEQ
VALIDATION:
DATE : 2021-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :
Taux d'absentéisme du personnel.

Exposé et statistiques :

Taux d'absentéisme maladie rémunérée
Personnel régulier et occasionnel plus d'un an

Catégorie d'emplois	**2020-2021[1]** **(6 premiers mois)**
Personnel d'encadrement	3,57
Professionnel	4,20
Technicien	6,14
Personnel de bureau et ouvrier	7,74
Taux absentéisme	**5,78**

[1]Source Média du Secrétariat du Conseil du trésor : **2020-2021** : T2 de 20-21.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022;
b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
c. Nombre d'entreprises participantes;
d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
e. Durée moyenne de la participation;
f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022 :
Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'emploi. Aucun budget spécifique n'est attribué pour cette stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention :
Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes :
La Stratégie vise à faciliter l'insertion et le maintien en emploi de la main-d'œuvre âgée de 45 ans et plus et à mettre en place des interventions en entreprise telles que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et l'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines (GRH).

d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région :

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
2020-2021 (données au 19 février 2021)

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts[1]
Bas-Saint-Laurent	219	231	486	932
Saguenay - Lac-St-Jean	325	300	571	1186
Capitale-Nationale	698	550	1006	2244
Mauricie	308	312	629	1239
Estrie	389	340	554	1276
Île-de-Montréal	2549	1885	2532	6931
Outaouais	312	301	403	1011
Abitibi-Témiscamingue	123	126	243	490
Côte-Nord	125	137	278	540
Nord-du-Québec	28	14	79	120
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	261	237	543	1035
Chaudière-Appalaches	380	359	702	1435
Laval	415	379	533	1317
Lanaudière	462	402	564	1419
Laurentides	532	506	752	1775
Montérégie	1361	1164	1799	4302
Centre-du-Québec	309	301	633	1238
Adultes distincts[1]	8766	7522	12271	28400

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation :
Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable :
Pour 2020-2021 (données au 19 février 2021), la proportion des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics qui sont en emploi à brève échéance après la fin de leur participation atteint 53,6 % pour les 45-54 ans et 51,0 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans Placement en ligne peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de cette clientèle.

g. Taux de réussite :
De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2019-2020 (données préliminaires au 21 avril 2020)*, 86,8 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 91,0 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées.

* Ces données sont annuelles. La prochaine mise à jour est prévue en avril 2021.

SOURCE :	Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATIONS :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion
	Direction de la planification et de la reddition de comptes
	Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION :	Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE :	18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :
Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1er avril 2020.

Exposé et statistiques :

- Aucun document n'a été produit depuis le 1er avril 2020.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre : Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 h.

Exposé et statistiques :

En vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché de travail, le gouvernement fédéral réfère au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) (Secteur Emploi-Québec) des demandeurs de l'assurance emploi.

En 2020-2021, le nombre total de prestataires d'assurance-emploi qu'on trouve sur la table des références est de 234 434 personnes.

En conséquence, le nombre de prestataires d'assurance-emploi qui ont été référés et pris en charge en moins de 24 h est de 621 personnes, soit un pourcentage de 0,26 % de requérants à l'assurance-emploi référés au MTESS (Secteur Emploi-Québec) en ce laps de temps.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus (DMSI)
COLLABORATION : Service du pilotage des systèmes (SPS)
VALIDATION: DMSI
DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :
Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Cette information n'est pas disponible.

Dans le cadre de la gestion de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail, un dispositif de repérage et de référence des requérants de l'assurance emploi a été convenu entre Service Canada et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) (Secteur Emploi-Québec).

Par conséquent, si le requérant ne répond pas aux critères déterminés, il n'est pas référé au MTESS (Secteur Emploi-Québec).

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Service du pilotage des systèmes
DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :
Le nombre et le pourcentage de bénéficiaires référés par la CNESST à Emploi-Québec, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Cette information n'est pas disponible.

SOURCE : Secteur Emploi Québec
COLLABORATION : CNESST
DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :
Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Au 24 février 2021, on compte 2 943 employés œuvrant dans les bureaux locaux.

Considérant le déploiement des bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère présente des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SSC
VALIDATION :
DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39-Annexe 01

Titre :
Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour 2020-2021.
Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle[1]
(données au 24 février 2021)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 49, boul. Saint-Benoît Est				**9**
	Total Amqui					**9**
	La Pocatière	161, route 230 Ouest	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 161, route 230 Ouest				**8**
	Total La Pocatière					**8**
	Matane	750, avenue du Phare Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**8**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 750, avenue du Phare Ouest				**12**
	Total Matane					**12**
	Mont-Joli	42, avenue Doucet	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 42, avenue Doucet				**10**
	Total Mont-Joli					**10**
	Rimouski	337, rue Moreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			Total Technicien			**23**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 337, rue Moreault				**32**
	Total Rimouski					**32**
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			Total Technicien			**12**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**4**
		Total 385, rue Lafontaine				**19**
	Total Rivière-du-Loup					**19**
	Témiscouata-sur-le-Lac	4, rue de la Gare	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 4, rue de la Gare				**11**
	Total Témiscouata-sur-le-Lac					**11**
	Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 634, rue Richard				**4**
	Total Trois-Pistoles					**4**
Total 01. Bas-Saint-Laurent						**105**
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 725, rue Harvey Ouest				**24**
	Total Alma					**24**
	Dolbeau-Mistassini	1500, rue des Érables	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**10**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 1500, rue des Érables				**16**
	Total Dolbeau-Mistassini					**16**
	Roberval	755, boul. Saint-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 755, boul. Saint-Joseph				**20**
	Total Roberval					**20**
	Saguenay	237, rue Riverin	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**29**
			Soutien	200	Agent de bureau	8
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**11**
		Total 237, rue Riverin				**46**
		3885, boul. Harvey	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**5**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**21**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**5**
		Total 3885, boul. Harvey				**32**
		782, rue Victoria	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 782, rue Victoria				**19**
	Total Saguenay					**97**
	Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 1209, boul. Sacré-Cœur				**1**
	Total Saint-Félicien					**1**
Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean						**158**
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval				**4**
	Total Baie-Saint-Paul					**4**
	Château-Richer	3, rue de la Seigneurie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 3, rue de la Seigneurie				**2**
	Total Château-Richer					**2**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Donnacona	100, route 138	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			**11**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 100, route 138				**17**
	Total Donnacona					**17**
	La Malbaie	21, rue Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 21, rue Patrick-Morgan				**10**
	Total La Malbaie					**10**
	Québec	1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	7
			Total Professionnel			**7**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**27**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**7**
		Total 1020, route de l'Église				**42**
		2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
			Total Professionnel			**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Technicien	264	Technicien en administration	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	30
				213	Auxiliaire en informatique	4
				249	Préposé aux renseignements	16
			Total Soutien			**50**
		Total 2535, boul. Laurier				**61**
		400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**29**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**7**
		Total 400, boul. Jean-Lesage				**41**
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			Total Technicien			**19**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 773, avenue Royale				**25**
		787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	11
			Total Soutien			**11**
		Total 787, boul. Lebourgneuf				**13**
		8000, boul. Henri-Bourassa	Cadre	630	Cadre supérieur	1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
			Total Technicien			**34**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**5**
		Total 8000, boul. Henri-Bourassa				**43**
	Total Québec					**225**
Total 03. Capitale-Nationale						**258**
04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	3
			Total Technicien			**7**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 655, rue Desbiens				**8**
	Total La Tuque					**8**
	Louiseville	511, rue Marcel	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 511, rue Marcel				**10**
	Total Louiseville					**10**
	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 213, rue de l'Église				**1**
	Total Sainte-Geneviève-de-Batiscan					**1**
	Sainte-Thècle	301, rue Saint-Jacques	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 301, rue Saint-Jacques				**1**
	Total Sainte-Thècle					**1**
	Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**5**
		Total 212, 6e rue de la Pointe				**26**
		401, 5e Avenue	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 401, 5e Avenue				**6**
	Total Shawinigan					**32**
	Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	6
			Total Professionnel			**6**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**10**
		Total 225, rue des Forges				**47**
	Total Trois-Rivières					**47**
Total 04. Mauricie						**99**
05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 597, boul. Simoneau				**3**
	Total Asbestos					**3**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 29, rue Main Est				**4**
	Total Coaticook					**4**
	East Angus	120, rue Angus Nord	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			**4**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 120, rue Angus Nord				**6**
	Total East Angus					**6**
	Lac-Mégantic	5535, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 5535, rue Papineau				**4**
	Total Lac-Mégantic					**4**
	Magog	1700, rue Sherbrooke	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 1700, rue Sherbrooke				**20**
	Total Magog					**20**
	Sherbrooke	70, rue King Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**25**
			Soutien	200	Agent de bureau	7
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**11**
		Total 70, rue King Ouest				**42**
	Total Sherbrooke					**42**
	Windsor	5, rue des Sources	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 5, rue des Sources				**9**
	Total Windsor					**9**
Total 05. Estrie						**88**
06. Montréal	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	3
			Total Cadre			**3**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	28
			Total Professionnel			**28**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**37**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	7
			Total Soutien			**7**
		Total 6900, boul. Décarie				**75**
	Total Côte-Saint-Luc					**75**
	Montréal	10520, boul. de l'Acadie	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Technicien			**30**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	9
			Total Soutien			**9**
		Total 10520, boul. de l'Acadie				**45**
		1055, rue Galt	Cadre	630	Cadre supérieur	4
			Total Cadre			**4**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	5
				111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**6**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	45
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	13
			Total Technicien			**59**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 1055, rue Galt				**75**
		1260, rue Sainte-Catherine Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			**11**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 1260, rue Sainte-Catherine Est				**14**
		2050, rue de Bleury	Cadre	630	Cadre supérieur	3
			Total Cadre			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
				264	Technicien en administration	14
			Total Technicien			**33**
			Soutien	200	Agent de bureau	25
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	25
			Total Soutien			**51**
		Total 2050, rue de Bleury				**87**
		2212, avenue Dollard	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			Total Technicien			**25**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 2212, avenue Dollard				**32**
		2740, rue Remembrance	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			Total Technicien			**12**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 2740, rue Remembrance				**16**
		287, rue Notre-Dame Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	16
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**20**
		Total 287, rue Notre-Dame Ouest				**35**
		3750, boul. Crémazie Est	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	11
			Total Technicien			**39**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**8**
		Total 3750, boul. Crémazie Est				**50**
		4427, Rouen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
			Total Soutien			**4**
		Total 4427, Rouen				**12**
		5105, avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	19
			Total Professionnel			**19**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
				264	Technicien en administration	2
			Total Technicien			**28**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 5105, avenue de Gaspé				**53**
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 5656, rue d'Iberville				**21**
		5872, boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**38**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 5872, boul. Léger				**46**
		6600, chemin de la Côte-des-Neiges	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 6600, chemin de la Côte-des-Neiges				**1**
		6690, rue Sherbrooke Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	11
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**16**
		Total 6690, rue Sherbrooke Est				**41**
		7077, avenue du Parc	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**6**
		Total 7077, avenue du Parc				**22**
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			Total Technicien			**19**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**5**
		Total 8257, boul. Langelier				**25**
		360, rue Saint-Jacques	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**34**
		Total 360, rue Saint-Jacques				**35**
	Total Montréal					**610**
	Pointe-Claire	1000, boul. Saint-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			Total Technicien			**22**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**4**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
		Total 1000, boul. Saint-Jean				**27**
	Total Pointe-Claire					**27**
Total 06. Montréal						**712**
07. Outaouais	Campbell's bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1290, route 148				**9**
	Total Campbell's bay					**9**
	Gatineau	154, rue MacLaren	Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 154, rue MacLaren				**1**
		170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**8**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**5**
		Total 170, rue de l'Hôtel-de-Ville				**13**
		420, boul. Wilfrid-Lavigne	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
			Total Technicien			**31**
			Soutien	200	Agent de bureau	8
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**10**
		Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne				**43**
		456, boul. de l'Hôpital	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	12
			Total Professionnel			**12**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	50

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Technicien			**50**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
			Total Soutien			**10**
		Total 456, boul. de l'Hôpital				**74**
	Total Gatineau					**131**
	Maniwaki	100, rue Principale Sud	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 100, rue Principale Sud				**12**
	Total Maniwaki					**12**
	Papineauville	365, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	3
			Total Technicien			**9**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 365, rue Papineau				**12**
	Total Papineauville					**12**
Total 07. Outaouais						**164**
08. Abitibi-Témiscamingue	Amos	262, 1re avenue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	2
			Total Technicien			**16**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**
		Total 262, 1re avenue Est				**23**
	Total Amos					**23**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	La Sarre	655, 2e Rue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 655, 2e Rue Est				**10**
	Total La Sarre					**10**
	Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				116	Conseiller orientation profess.	1
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**
		Total 189, avenue Murdoch				**15**
	Total Rouyn-Noranda					**15**
	Senneterre	481, 7e Avenue Ouest	Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 481, 7e Avenue Ouest				**1**
	Total Senneterre					**1**
	Val-d'Or	186, avenue Perreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 186, avenue Perreault				**20**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Val-d'Or					**20**
	Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**4**
		Total 1B, rue Notre-Dame Nord				**9**
	Total Ville-Marie					**9**
Total 08. Abitibi-Témiscamingue						**78**
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 625, boul. Laflèche				**15**
	Total Baie-Comeau					**15**
	Forestville	134, route 138 Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			**4**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 134, route 138 Est				**7**
	Total Forestville					**7**
	Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 1280, rue de la Digue				**9**
	Total Havre-Saint-Pierre					**9**
	Les Escoumins	459, route 138	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 459, route 138				**5**
	Total Les Escoumins					**5**
	Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 2, rue Élie-Rochefort				**5**
	Total Port-Cartier					**5**
	Sept-Îles	456, avenue Arnaud	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 456, avenue Arnaud				**17**
	Total Sept-Îles					**17**
Total 09. Côte-Nord						**58**
10. Nord-du-Québec	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Soutien			**3**
		Total 2709, boul. Curé McDuff				**3**
	Total Beaucanton					**3**
	Chibougamau	333, 3e Rue	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 333, 3e Rue				**13**
	Total Chibougamau					**13**
	Chisasibi	15, Maamuu Road	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 15, Maamuu Road				**2**
	Total Chisasibi					**2**
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 107, Principale Sud				**4**
	Total Lebel-sur-Quévillon					**4**
	Matagami	100, Place du Commerce	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 100, Place du Commerce				**2**
	Total Matagami					**2**
Total 10. Nord-du-Québec						**24**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	173, avenue de Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**5**
		Total 173, avenue de Port-Royal				**17**
	Total Bonaventure					**17**
	Cap-aux-Meules	120, chemin de Gros-Cap	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**6**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 120, chemin de Gros-Cap				**12**
	Total Cap-aux-Meules					**12**
	Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 314, boul. Perron				**13**
	Total Carleton-sur-Mer					**13**
	Chandler	101, rue Commerciale Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Technicien			**8**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 101, rue Commerciale Ouest				**13**
	Total Chandler					**13**
	Gaspé	96, Montée de Sandy Beach	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 96, Montée de Sandy Beach				**11**
	Total Gaspé					**11**
	Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 136A, boul. Interprovincial				**1**
	Total Pointe-à-la-Croix					**1**
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest				**14**
	Total Sainte-Anne-des-Monts					**14**
Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						**81**
12. Chaudière-Appalaches	Lac-Etchemin	1554, route 277	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 1554, route 277				**12**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Lac-Etchemin					**12**
	Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**23**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 1205, boul. Guillaume-Couture				**36**
	Total Lévis					**36**
	Montmagny	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest				**13**
	Total Montmagny					**13**
	Sainte-Croix	6375, rue Garneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 6375, rue Garneau				**1**
	Total Sainte-Croix					**1**
	Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		Total 1037, boul. Vachon Nord				**17**
	Total Sainte-Marie					**17**
	Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**17**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**5**
		Total 11400, 1re Avenue Est				**27**
	Total Saint-Georges					**27**
	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 442, route de l'Église				**3**
	Total Saint-Jean-Port-Joli					**3**
	Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, rue Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 100, rue Monseigneur-Bilodeau				**2**
	Total Saint-Lazare-de-Bellechasse					**2**
	Thetford Mines	693, rue Saint-Alphonse Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
			Total Soutien			**5**
		Total 693, rue Saint-Alphonse Nord				**32**
	Total Thetford Mines					**32**
Total 12. Chaudière-Appalaches						**143**
13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel			**10**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**27**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	14
			Total Soutien			**15**
		Total 1438, boul. Daniel-Johnson				**54**
		3, Place Laval	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	41
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**42**
			Soutien	200	Agent de bureau	9
			Total Soutien			**9**
		Total 3, Place Laval				**54**
	Total Laval					**108**
Total 13. Laval						**108**
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			Total Technicien			**25**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 90, place du Marché				**31**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Berthierville					**31**
	Joliette	409, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**8**
		Total 409, rue Notre-Dame				**26**
	Total Joliette					**26**
	Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	4
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 3486, rue Queen				**20**
	Total Rawdon					**20**
	Repentigny	155, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**21**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**12**
		Total 155, rue Notre-Dame				**36**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Repentigny					**36**
	Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 2495, rue Cartier				**20**
	Total Sainte-Julienne					**20**
	Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 941, route Louis-Cyr				**4**
	Total Saint-Jean-de-Matha					**4**
	Terrebonne	1590, chemin Gascon	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**19**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
			Total Soutien			**6**
		Total 1590, chemin Gascon				**29**
	Total Terrebonne					**29**
Total 14. Lanaudière						**166**
15. Laurentides	Lachute	505, avenue Béthany	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
			Total Soutien			**3**
		Total 505, avenue Béthany				**11**
	Total Lachute					**11**
	Mont-Laurier	585, rue Hébert	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 585, rue Hébert				**11**
	Total Mont-Laurier					**11**
	Rivière-Rouge	1355, rue L'Annonciation Sud	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 1355, rue L'Annonciation Sud				**1**
	Total Rivière-Rouge					**1**
	Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			**16**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**8**
		Total 400, boul. de Sainte-Adèle				**25**
	Total Sainte-Adèle					**25**
	Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 1, rue Raymond				**18**
	Total Sainte-Agathe-des-Monts					**18**
	Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Professionnel	111	Attaché d'administration	8
			Total Professionnel			**8**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	7
			Total Soutien			**7**
		Total 100, boul. Ducharme				**40**
	Total Sainte-Thérèse					**40**
	Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			**11**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 367, boul. Arthur-Sauvé				**16**
	Total Saint-Eustache					**16**
	Saint-Jérôme	275, rue Latour	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40
			Total Technicien			**40**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	6
			Total Soutien			**12**
		Total 275, rue Latour				**59**
	Total Saint-Jérôme					**59**
Total 15. Laurentides						**181**
16. Montérégie	Acton Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 1130, rue Daigneault				**2**
	Total Acton Vale					**2**
	Beloeil	515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	6
			Total Professionnel			**6**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier				**29**
	Total Beloeil					**29**
	Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 135, boul. de la Mortagne				**1**
	Total Boucherville					**1**
	Brossard	1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	14
			Total Professionnel			**15**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	4
			Total Technicien			**28**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**10**
		Total 1, Place du Commerce				**54**
	Total Brossard					**54**
	Châteauguay	180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**32**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**6**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		Total 180, boul. d'Anjou				**39**
	Total Châteauguay					**39**
	Cowansville	406, rue du Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 406, rue du Sud				**10**
	Total Cowansville					**10**
	Granby	77, rue Principale	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel			**11**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien			**14**
			Soutien	221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	7
			Total Soutien			**8**
		Total 77, rue Principale				**35**
	Total Granby					**35**
	Huntingdon	220, rue Châteauguay	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 220, rue Châteauguay				**3**
	Total Huntingdon					**3**
	Longueuil	2877, chemin de Chambly	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**46**
			Soutien	200	Agent de bureau	15

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
				249	Préposé aux renseignements	7
			Total Soutien			**22**
		Total 2877, chemin de Chambly				**70**
	Total Longueuil					**70**
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 497, rue Sainte-Marie				**4**
	Total Marieville					**4**
	Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**12**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 126, rue Saint-Pierre				**21**
	Total Saint-Constant					**21**
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
				264	Technicien en administration	2
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**6**
		Total 3100, boul. Laframboise				**29**
	Total Saint-Hyacinthe					**29**
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630	Cadre supérieur	2

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	4
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	9
			Total Technicien			**41**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 315, rue MacDonald				**53**
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu					**53**
	Salaberry-de-Valleyfield	63, rue Champlain	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	13
			Total Professionnel			**14**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 63, rue Champlain				**33**
	Total Salaberry-de-Valleyfield					**33**
	Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		Total 375, boul. Fiset				**18**
	Total Sorel-Tracy					**18**
	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 430, boul. Harwood				**19**
	Total Vaudreuil-Dorion					**19**
Total 16. Montérégie						**420**
17. Centre-du-Québec	Bécancour	1300, boul. Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1300, boul. Port-Royal				**13**
	Total Bécancour					**13**
	Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	38
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien			**40**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Soutien			**10**
		Total 270, rue Lindsay				**55**
	Total Drummondville					**55**
	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1971, rue Bilodeau				**11**
	Total Plessisville					**11**
	Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 62, rue Saint-Jean-Baptiste				**21**
	Total Victoriaville					**21**
Total 17. Centre-du-Québec						**100**
TOTAL						**2 943**

[1]Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (136 bureaux).

Exclusions :
- Les effectifs de la Ville de Montréal en prêt de service au Ministère.
- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak (732, rue Siuralikuuk, Kuujjuaq) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 25 février 2021 (effectifs en lien d'emploi au 24 février 2021).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SSC
VALIDATION :
DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :
Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2021-2022.

SOURCE : DGRFC-DB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :
Documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures du PAMO lancée en 2020-2021 :

a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants ;
b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue ;
c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines ;
d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement

Exposé et statistiques :

Sommes prévues

Des sommes prévues pour la main-d'œuvre en 2020-2021 ont été rendues publiques en 2018 et se retrouvent sur internet : https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp.

Le budget du Québec de mars 2019 prévoyait 1 milliard de dollars additionnels sur la période 2019-2024 pour des mesures du PAMO. De cette somme, un montant de 23,6 M$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS ou de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) :

- 4,0 M$ pour bonifier des programmes de services publics d'emploi pour mieux soutenir les travailleurs expérimentés ;
- 9,6 M$ pour des mesures pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées ;
- 10 M$ pour bonifier le Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT.

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail et qui se sont ajoutées au PAMO. Pour le MTESS, un montant additionnel de 5,8 M$ s'est ajouté en 2020-2021 pour favoriser la formation des travailleurs en entreprises.

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 12 novembre 2020, des montants additionnels de 459 M$ sur deux ans sont prévus soutenir le marché du travail. De cette somme, un montant de 232,3 M$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ou de la Commission de la Construction du Québec (CCQ) :

- 90,1 M$ pour mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre;
- 12,2 M$ pour favoriser la formation dans des secteurs stratégies pour la relance;
- 62,0 M$ pour offrir un soutien particulier aux personnes handicapées;
- 68,6 M$ pour financer d'autres initiatives prioritaires.

<u>Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants</u>

- Jetravaille!
  - Le 4 juin 2020, le Ministère a mis en ligne le service de placement simplifié et gratuit Jetravaille! afin de permettre aux entreprises d'y inscrire leurs besoins de main-d'œuvre et aux personnes à la recherche d'un emploi de poser leur candidature sur les postes offerts dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre lié à la pandémie.

- Soutien en santé mental
  - Le 2 décembre 2020, le ministre a fait l'annonce d'une somme de 10 M$ pour quatre mesures destinées à soutenir la santé mentale des travailleurs, des chômeurs, des chercheurs d'emploi et des personnes handicapées engagées dans un processus d'intégration ou de maintien en emploi.
    - Environ 10 000 salariés touchés par un licenciement collectif et qui seront confiés à un comité d'aide au reclassement auront accès un soutien en santé mentale grâce à un investissement de 4 M$.
    - Une autre somme de 4 M$ permettra de soutenir près de 200 entreprises dans la mise en place d'un programme d'aide aux employés afin d'avoir recours aux services d'une professionnel externe en santé mentale.
    - Un nouveau projet doté d'un budget de 1 M$ servira à former au moins 150 professionnels parmi les conseillers en emploi, les agents d'intégration en emploi et les conseillers en orientation de 24 organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées, membres du Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).
    - 1 M$ servira à augmenter le nombre de personnes handicapées accompagnées dans un parcours vers l'emploi.
  - Le 13 janvier 2021, le ministre a fait l'annonce de nouvelles initiatives pour soutenir les travailleurs autonomes en matière de santé psychologique dans le contexte de crise sanitaire. Ces initiatives sont dotées d'une enveloppe de 1,5 M$.
- Le 13 mars 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, avec la CPMT, a annoncé un investissement de 8 M$ pour rehausser la présence des femmes dans les métiers en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) sur le marché du travail, en collaboration avec la CPMT.
- Prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers (PRTCE)
  - Depuis le 1er avril 2021, le MTESS met en oeuvre la mesure PRTCE. La mesure consiste en une aide financière à un organisme bénéficiaire permettant l'octroi de prêts à des faibles taux d'intérêt par une institution financière à des personnes formées ou diplômées à l'étranger qui éprouvent des difficultés financières lors du processus de reconnaissance de leur diplôme et de leurs qualifications professionnelles au Québec. L'objectif de la mesure vise à soutenir ces personnes dans leurs démarches visant à faire reconnaître leurs qualifications.
- Plan d'action pour le secteur de la construction
  - Le 21 mars 2021, dans le cadre du lancement du Plan d'action pour le secteur de la construction, le ministre a annoncé des investissements de 32,4 M$ sur deux ans afin de réduire la rareté de main-d'œuvre dans cette industrie. Le gouvernement entend notamment faciliter l'accès aux emplois de cette industrie et miser sur une meilleure intégration de la main-d'œuvre qui y est peu représentée.

<u>Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue</u>

- Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME).
  - Le 6 avril 2020, dès le début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a mis en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) qui a été créé en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Il visait à soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 en remboursant les dépenses qu'elles encourent pour réaliser des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre. Plus de 150 M$ ont été rendus disponibles pour ce programme.
- Le 16 octobre 2020 s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi, organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet évènement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :
  - Investissement de près de 1,0 M$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise

en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;

- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;

- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle.

Une rencontre de suivi des partenaires du marché du travail a eu lieu afin d'identifier les consensus établis durant cette rencontre et des suites à y donner.

- Un Groupe d'action dédié à soutenir le secteur de l'hôtellerie a été mis en place le 20 novembre 2020. Il s'agit d'une approche qui mise sur la concertation entre les acteurs et les partenaires du milieu pour aider le secteur de l'hôtellerie à s'adapter aux transformations qui s'opèrent dans le marché du travail.

<u>Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines</u>

- Promotion et valorisation des métiers et des professions en demande
  - Campagne de promotion et de valorisation des professions en santé, construction et en TI.
  - Aide financière pour six projets de partenaires du marché du travail visant la promotion et la valorisation des métiers et des professions en demande.
- Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF)
  - Le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entré en vigueur le 30 novembre. Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande.
  - Le PARAF est doté d'une enveloppe de 114,6 M$ sur 2 ans et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.

<u>Accroître la productivité des entreprises en les accompagnant dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement</u>

- Secteur des technologies de l'information
  - Un montant de 15 M$ sur deux ans est réservés pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 14 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :
Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément

Exposé et statistiques :

Grande corvée

Le 17 janvier 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement de la « Grande Corvée » pour rejoindre les entreprises qui doivent conjuguer avec les nouvelles réalités du marché du travail. Cette vaste offensive a pour but d'écouter et d'outiller les entreprises qui évoluent dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre.

L'opération de la Grande corvée a pris fin en mars 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 a entraîné d'importants changements sur le marché du travail et sur les besoins des entreprises. À ce moment-là, plus de 24 000 entreprises avaient été contactées dans l'ensemble des 17 régions depuis le lancement de la Grande Corvée. La moitié d'entre elles ont accepté d'échanger avec un conseiller sur leurs besoins et le soutien qui pourrait leur être offert dans le cadre de leurs démarches de recrutement.

Région	Nombre d'entreprises contactées	Nombre d'entreprises sondées sur les besoin de main-d'œuvre
Bas-Saint-Laurent	1 498	956
Saguenay—Lac-Saint-Jean	986	544
Capitale-Nationale	2 173	742
Mauricie	1 082	663
Estrie	1 243	743
Île-de-Montréal	5 004	2 336
Outaouais	1 074	493
Abitibi-Témiscamingue	860	421
Côte-Nord	990	597
Nord-du-Québec	169	125
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	583	422
Chaudière-Appalaches	1 498	881
Laval	680	257
Lanaudière	1 065	585
Laurentides	1 156	570
Montérégie	3 74395	1 490
Centre-du-Québec	599	402
Cumulatif	**24 403**	**12 227**

Entreprise contactée : Entreprises ayant reçu un appel du personnel des services aux entreprises du MTESS.

Entreprise sondée : Entreprise ayant complété le questionnaire et discuté de leurs besoins de main-d'œuvre avec le personnel des services aux entreprises. L'entreprise a été informée du soutien que Services Québec peut leur offrir lors de leurs démarches de recrutement, de même que l'aide financière disponible.

Plan d'action sur la main-d'œuvre

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Le PAMO s'appuie sur les actions de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 (SNMO) lancée au

printemps 2018, qui ont été mises en œuvre comme prévu.

Cette démarche est entreprise sur quatre fronts :

- **Intégrer le plus grand nombre de personnes** au marché du travail et aider les entreprises dans le recrutement.
- **Adapter la main-d'œuvre actuelle** : soutenir les travailleurs dans l'adaptation de leurs compétences aux transformations de l'économie.
- **Préparer la future main-d'œuvre** en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins et inciter les jeunes à s'y inscrire.
- **Accroître la productivité des entreprises** en les accompagnants afin qu'elles augmentent leur productivité pour compenser la rareté de main-d'œuvre.

En mai 2019, le ministre a lancé la Grande corvée 2.0 afin de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail.

De février à septembre 2019, le ministre a visité toutes les régions du Québec afin d'annoncer différentes initiatives pour pallier à la pénurie de main-d'œuvre. Ces actions annoncées sont intégrées au PAMO. Au cours de cette tournée, plusieurs modifications aux programmes, mesures et services d'emploi ont été annoncées afin de faire face à la rareté de la main-d'œuvre, par exemple :

- Remboursement de 85 % des frais de formation des travailleurs et de réorganisation du travail liés à l'acquisition de nouveaux équipements afin de compenser la rareté de la main-d'œuvre par des gains de productivité.
- Lancement de la 2ème année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Des investissements de 3 M$ afin de compenser une partie des frais de recrutement et d'installation de travailleuses et de travailleurs qui s'établissent dans une autre région :
- De nouvelles mesures destinées aux entreprises souhaitant recruter des travailleurs étrangers temporaires, soit des investissements de 23 M$ pour les années 2019-2020 et 2020-2021.
- Des investissements de 6,9 M$ pour la mise en place d'une subvention salariale pour les travailleurs expérimentés qui travaillent à temps partiel (jusqu'alors la subvention ne pouvait être accordée que dans les cas d'emploi à temps plein).
- Lancement de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 qui comprends des investissements 238,5 M$ répartis sur cinq ans pour soutenir les personnes handicapées et les entreprises.
- Augmentation de 45 M$ du financement consacré au Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail. Ces investissements permettent de porter à 75 M$ par année l'enveloppe disponible pour ce programme.
- La bonification du crédit d'impôt pour les travailleurs de 60 ans et plus.
- Mise en place d'un crédit d'impôt pour les PME qui emploient des travailleurs de 60 ans et plus.
- Conclusion d'une entente de 138,5 M$ d'ici 2025 avec le gouvernement fédéral concernant le volet régional du programme Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ).

Le 6 avril 2020, dès le début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise en place du « Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) » qui a été créé en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Ce programme a bénéficié d'un budget de plus de 150 M$, dont 50 M$ provenant du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) et 100 M$ provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT).

Le 4 juin 2020, le MTESS a mis en ligne le service de placement simplifié, gratuit et temporaire Jetravaille! afin de permettre aux entreprises de toutes les régions du Québec d'y inscrire leurs besoins de main-d'œuvre et aux personnes à la recherche d'un emploi de poser leur candidature sur les postes offerts dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre lié à la pandémie de la COVID-19.

Le 16 octobre 2020, s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur

l'emploi organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet évènement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;
- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle ;

Le 26 novembre 2020, le ministre a fait l'annonce du Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entrée en vigueur le 30 novembre 2020. Le PARAF est doté d'une enveloppe de 114,6 M$ sur 2 ans et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.

Un Groupe d'action dédié à soutenir le secteur de l'hôtellerie a été mis en place le 20 novembre 2020. Il s'agit d'une approche qui mise sur la concertation entre les acteurs et les partenaires du milieu pour aider le secteur de l'hôtellerie à s'adapter aux transformations qui s'opèrent dans le marché du travail.

Le 2 décembre 2020, le ministre a fait l'annonce d'une somme de 10 M$ pour quatre mesures destinées à soutenir la santé mentale des travailleurs, des chômeurs, des chercheurs d'emploi et des personnes handicapées engagées dans un processus d'intégration ou de maintien en emploi. Ces sommes seront disponibles pour les projets qui se termineront avant le 31 mars 2021.

- Environ 10 000 salariés touchés par un licenciement collectif et qui seront confiés à un comité d'aide au reclassement auront accès un soutien en santé mentale grâce à un investissement de 4 M$.
- Une autre somme de 4 M$ permettra de soutenir près de 200 entreprises dans la mise en place d'un programme d'aide aux employés afin d'avoir recours aux services d'une professionnel externe en santé mentale.
- Un nouveau projet doté d'un budget de 1 M$ servira à former au moins 150 professionnels parmi les conseillers en emploi, les agents d'intégration en emploi et les conseillers en orientation de 24 organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées, membres du Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).
- 1 M$ servira à augmenter le nombre de personnes handicapées accompagnées dans un parcours vers l'emploi.

Le 13 janvier 2021, le ministre a fait l'annonce de nouvelles initiatives pour soutenir les travailleurs autonomes en matière de santé psychologique dans le contexte de la crise sanitaire. Ces initiatives sont dotées d'une enveloppe de 1,5 M$ et incluent :

- Des webinaires sur la gestion du stress et la santé mentale créés par l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés qui sont offerts gratuitement aux travailleurs autonomes.
- Des activités plus ciblées aux niveaux régional et local s'adressant aux travailleurs autonomes et aux très petites entreprises.

Le 17 janvier 2021, deux mesures pour soutenir les emplois dans le secteur des technologies de l'information (TI) ont été annoncées.

- Un montant de 15 M$ a été réservé pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.
- Une somme de 4 M$ a aussi été ajoutée au PARAF afin d'accompagner davantage de

personnes sans emploi vers des formations courtes en TI.

Le 21 mars 2021, le ministre a participé à l'annonce du Plan d'action pour le secteur de la construction, lequel prévoit des investissements de 32,4 M$ sur deux ans afin de remédier à la rareté de la main-d'œuvre dans cette industrie. Le gouvernement entend faciliter l'accès aux emplois de cette industrie et miser sur une meilleure intégration de la main-d'œuvre qui y est peu représentée.

En plus des bonifications apportées aux programmes, mesures et services d'emploi, le ministre a aussi fait l'annonce de plusieurs projets spécifiques pour répondre aux besoins du marché du travail dans les différentes régions du Québec :

Bas-Saint-Laurent

25 février 2020 : Aide financière de 3 181 854 $ au Collectif régional de développement (CRD) du Bas-Saint-Laurent afin de soutenir la mise en place d'un projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

17 février 2020 : Appui financier de 225 k$ pour l'organisation de l'événement Le Bas-Saint-Laurent : en action pour l'emploi!

22 février 2019 : Attribution d'une aide financière de près de 377 000 $ dans le cadre de ce programme à Simetech Environnement, une filiale de Campor Environnement, pour permettre à 15 employés d'être formés et d'obtenir une attestation d'études professionnelles en nettoyage industriel.

Saguenay—Lac-Saint-Jean

26 février 2021 : Aide financière de 0,1 M$ à Humanis, le centre de formation continue du Cégep de Chicoutimi pour offrir une formation d'agent bilingue de centre d'assistance technique en informatique.

21 août 2020 : Aide financière de 93 k$ accordée à Développement économique 02 pour la mise en place d'une plateforme Web destiné à favoriser l'intégration en emploi.

20 août 2020 : Aide financière de 369 k$ accordée au Carrefour jeunesse-emploi La Bivoie pour un projet visant à soutenir les jeunes dans l'acquisition de compétences.

12 mars 2020 : Aide financière de 0,1 M$ attribuée à Inclusia afin de soutenir une formation adaptée, en alternance travail-études, en services alimentaires destinée aux personnes handicapées.

15 janvier 2020 : Soutien financier de 0,5 M$ pour le projet de partage de la main-d'œuvre Réseau ALIRA (Alliance-Interaction-Ressources humaines-Atypique) afin de permettre à des travailleurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean de prolonger leur période d'emploi et aux entreprises de la région de pourvoir leurs postes disponibles.

Capitale-Nationale

25 février 2021 : Aide financière de 1,2 M$ pour 9 ententes visant à mettre en place des formations de courtes durées notamment dans les secteurs prioritaires comme la construction, la santé et les technologies de l'information.

27 août 2020 : Aide financière de 463 k$ accordée à la Chambre de commerce de Charlevoix afin de soutenir un projet favorisant l'embauche de jeunes.

11 mars 2020 : Aide financière de 61 k$ pour la 20e édition du Salon Contact Emploi de Portneuf.

26 février 2020 : Aide financière de 36 k$ pour la MRC de Charlevoix afin de soutenir l'organisation de la 18e édition du Rendez-vous en gestion des ressources humaines (RVGRH) de Charlevoix

16 janvier 2020 : Aide financière de 1,0 M$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.

8 novembre 2019 : Aide financière de 33 k$ aux Services de main-d'œuvre l'Appui afin de soutenir l'organisation de la première édition automnale du salon de l'emploi Charlevoix au Boulot.

26 septembre 2019 : Soutien financier de 156 k$ pour la formation en soudage-montage en entreprise dans la

région de Charlevoix. **Mauricie**

28 novembre 2020 : Aide financière de 460 k$ au comité paritaire de l'automobile de la Mauricie visant à soutenir la formation de travailleurs dans le domaine de la mécanique automobile.

15 novembre 2019 : Soutien financier de 146 k$ pour la formation de travailleurs à La Tuque.

1er novembre 2019 : Soutien financier de 386 706$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorités par la CPMT.

Estrie

11 novembre 2020 : Aide financière de 50 k$ au Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est pour l'organisation et la tenue de quatre salons de l'emploi.

16 juillet 2020 : Aide financière de 785 k$ accordée à Alliance Magnésium pour la création et le maintien d'emploi en Estrie.

9 mars 2020 : Aide financière de 220 k$ de pour soutenir l'initiative Priorité-Emploi Estrie.

14 novembre 2019 : Aide financière de 155 k$ à Mont Sutton pour un projet de formation novateur en francisation.

1er novembre 2019 : Aide financière de 10 k$ à la Table des MRC de l'Estrie afin de soutenir l'organisation du Forum Défi main-d'œuvre Solution immigration.

Montréal

12 février 2021 : Aide financière de 1,9 M$ au regroupement des cégeps de Montréal afin de mettre en œuvre 27 formations de courtes durées destinées aux personnes en chômage.

9 novembre 2020 : Aide financière de 330 k$ à Pomelo Santé (Chronométriq) afin de soutenir le développement des compétences des travailleurs.

4 novembre 2020 : Aide financière de 300 k$ accordée à CargoM pour soutenir le recrutement dans le secteur du transport et de la logistique.

2 novembre 2020 : Aide financière de 255 k$ accordée à Finance Montréal pour la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement des compétences de travailleurs à Montréal.

3 septembre 2020 : Aide financière de 1,8 M$ à l'organisme Déclic afin de soutenir des projets destinés à favoriser l'intégration en emploi des jeunes.

9 mars 2020 : Soutien financier de 1,9 M$ pour permette à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.

9 janvier 2020 : Aide financière de 1,2 M$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle.

15 juillet 2019 : Aide financière de 23,4 M$, répartie jusqu'en 2023, attribuée à SCALE AI, un pôle d'investissement axé sur l'application de l'intelligence artificielle.

9 juillet 2019 : Soutien aux entreprises Rodeo FX et Scanline VFX afin de contribuer à la formation de 802 employés, dont 500 nouveaux, dans le secteur des effets visuels et de l'animation.

- Rodeo FX : 2 M$
- Scanline VFX : 670 000 $

23 mai 2019 : Investissements de 2,7 M$ afin de soutenir quatre entreprises montréalaises dans le développement des compétences de leur main-d'œuvre, contribuant à la création de 866 emplois et au maintien de 302 autres :

- Stradigi IA inc. : 2 M$
- Missfresh : 332 117 $
- TRJ Telecom : 265 093 $.
- Thinkmax : 173 068 $

Outaouais

20 octobre 2020 : Aide financière de 365 k$ accordée au Service Intégration Travail Outaouais (SITO) pour réaliser un projet permettant à des jeunes issus de l'immigration de développer leur autonomie et faciliter leur intégration au marché du travail.

21 janvier 2020 : Soutien financier de 47 k$ pour la mise en place du Parcours Croissance Ressources Humaines, développé par l'École des entrepreneurs du Québec en Outaouais, un projet réalisé en collaboration avec la Chambre de commerce de Gatineau.

26 novembre 2019 : Le ministre souligne la réussite de 190 personnes immigrantes qui ont terminé avec succès leurs démarches de préparation et d'intégration au marché du travail avec le Service Intégration Travail Outaouais. L'organisme avait bénéficié d'une aide de 158 k$ pour mener à bien cette mission.

Abitibi-Témiscamingue

12 novembre 2019 : Aide financière de 21 k$ à la Chambre de commerce de Val-d'Or afin de soutenir l'organisation du Colloque RH de la Vallée-de-l'Or.

Côte-Nord

9 octobre 2020 : Aide financière de 34 k$ pour la tenue du Salon virtuel de l'emploi de la Côte-Nord.

20 septembre 2019 : Investissements de 246 k$ pour la formation d'opérateurs de machines dans la transformation du bois.

Nord-du-Québec

16 septembre 2019 : Mandat donné au Comité consultatif Jeunes (CCJ) pour qu'il dresse, avec le soutien de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), un portrait clair de la situation des jeunes, qu'il cerne les problématiques qui les retiennent loin du marché du travail et qu'il propose des actions à mettre en œuvre pour favoriser leur intégration au marché du travail et ainsi mener des actions ciblées auprès de ce groupe.

Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

1er septembre 2020 : Aide financière à l'Association touristique régionale des Îles-de-la-Madeleine pour la formation et le maintien en emploi des travailleurs du secteur touristique.

31 août 2020 : Aide financière de 475 k$ accordée au Carrefour jeunesse-emploi des Îles pour un projet visant l'intégration en emploi des jeunes vivant des obstacles importants face au marché du travail.

15 août 2019 : Soutien pour la formation de 134 employés et la stabilisation de 84 emplois dans le domaine de la transformation des produits marins.

- Les Pêcheries Marinard ltée : 642 048 $
- Les Pêcheries Gaspésiennes inc. : 437 955 $

Chaudière-Appalaches

24 février 2020 : Aide financière de 1,4 M$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.

Laval

29 octobre 2020 : Aide financière de 50 k$ à l'association Midi-40 pour l'organisation de quatre salons de l'emploi en virtuel.

9 mars 2020 : Aide financière 140 942 $ à la Chambre de commerce et d'industrie de Laval (CCIL) afin de soutenir l'organisation de la 4e édition du Salon de l'emploi de Laval.

17 janvier 2020 : Attribution d'une aide financière de 1,8 M$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.

Lanaudière

24 août 2020 : Aide financière de près de 2,0 M$ pour la formation des employés de l'usine Bridgestone à Joliette.

3 mars 2020 : Aide financière de 472 k$ pour la tenue de six salons de l'emploi dans la région de Lanaudière.

17 janvier 2020 : Attribution d'une aide financière de 1,8 M$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.

18 février 2019 : Annonce de l'attribution d'une aide financière de 16 500 $ pour couvrir 50 % des frais d'une formation permettant le développement des compétences et l'accompagnement d'une vingtaine de membres de la direction et des chefs d'équipe en matière de gestion des

ressources humaines.

Laurentides

3 mars 2020 : Aide financière à la Table d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées des Laurentides (TIMEPHL) pour organiser la deuxième édition de l'événement Engagez la différence, un salon de l'emploi destiné aux personnes handicapées.

17 janvier 2020 : Attribution d'une aide financière de 1,8 M$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.

17 janvier 2020 : Investissement de 0,6 M$ à la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.

27 juin 2019 : Aide financière de 1,9 M$ pour la formation des mécaniciens dans la réparation et l'entretien des véhicules électriques.

Montérégie

23 février 2021 : Aide financière de 0,1 M$ au Centre de services scolaires des Patriotes pour soutenir la mise en place d'un programme d'études en esthétique automobile.

6 août 2020 : Aide financière de 736 k$ accordée au Carrefour jeunesse-emploi des comtés Iberville/Saint-Jean pour permettre à des jeunes de vivre une expérience de travail.

6 mars 2020 : Aide financière de 297 k$ à Place à l'emploi, organisme responsable de l'organisation de la 10e édition du Rendez-vous Emploi et Formation Rive-Sud.

15 mars 2019 : Contribution financière de 34 k$ du MTESS pour la réalisation de projets dans l'entreprise Storcan, dont l'acquisition d'équipements numériques et de systèmes de gestion organisationnelle grâce auxquels Storcan pourra accroître sa productivité et optimiser ses relations avec ses clients.

25 février 2019 : Aide financière de près de 3,8 M$ du gouvernement du Québec à Coginov pour le développement d'une plateforme intelligente de gouvernance informationnelle permettant aux entreprises clientes d'implémenter une gouvernance globale de leurs données :

- 3,3 M$ sur 10 ans provenant du ministère de l'Économie et de l'Innovation,
- par l'entremise du Fonds du développement économique administré par Investissement Québec, afin d'appuyer l'entreprise dans la réalisation de son projet.
- 475 000 $ de la part du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, par l'intermédiaire de la Mesure de formation, pour soutenir le plan de formation de l'entreprise en lien avec le développement de leur plateforme intelligente

Centre-du-Québec

7 juillet 2020 : Aide financière de 433 k$ pour soutenir la formation en boucherie en Mauricie-Centre-du-Québec.

18 mars 2019 : Attribution de 2 M$ pour un projet pilote coordonné par le Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH). Embauche de 28 agents d'intégration au Québec par l'intermédiaire des organismes spécialisés membres du ROSEPH pour :

- accompagner des personnes en situation de handicap dont les besoins d'accompagnement en milieu de travail sont complexes et importants;
- répondre à leurs besoins et à ceux des employeurs.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Fournir tous les documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes de la Grande corvée :

a) Intégrer le plus grand nombre de personnes au marché du travail, entre autres les personnes handicapées, travailleurs expérimentés, autochtones et immigrants;
b) Adapter la main-d'œuvre actuelle pour soutenir les travailleurs afin d'actualiser leurs compétences pour répondre aux transformations de l'économie en leur offrant de la formation continue;
c) Préparer la future main-d'œuvre en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins du marché et en orientant les jeunes vers ces domaines;
d) Accroître la productivité des entreprises en les accompagnants dans la mise en place de solutions pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, soit par la réorganisation du travail, l'acquisition d'équipement, la numérisation, la robotisation, les technologies de l'information, la recherche et le développement.

Par région où le ministre a annoncé des sommes d'argent, état de situation du déploiement de la Stratégie de la main-d'œuvre et de la Grande corvée, séparément

Exposé et statistiques :

- Depuis l'implantation de l'exercice de la Grande corvée, annoncé le 17 janvier 2019 par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie, M. Jean Boulet, le personnel des services aux entreprises a démontré sa proactivité auprès des entreprises. En effet, le personnel contacte les entreprises et réalise des interventions auprès de celles qui éprouvent des difficultés à combler leurs postes afin de les aider à identifier des problèmes auxquels elles font face et à mettre en place les solutions les plus appropriées.
- Le personnel des services aux entreprises communiquait non seulement avec les entreprises qui avaient des postes affichés depuis un long moment mais avec toutes les entreprises qui ont besoin de soutien pour solutionner des problématiques en gestion des ressources humaines et en recrutement afin de bonifier les bonnes pratiques et ainsi, améliorer leur attractivité et leur image d'entreprise.
- Toutefois, en raison de la crise sanitaire, l'activité de démarchage a été mise en pause depuis mars 2020. Les efforts ont été concentrés sur l'aide d'urgence aux individus et aux entreprises.
- Selon les données disponibles au 19 février 2021, sur les 24 405 entreprises contactées depuis l'implantation de la Grande corvée, dans l'ensemble des 17 régions, 12 228 ont pu discuter de leurs besoins et du soutien que Services Québec pourrait leurs offrir.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de compte
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :
Pour 2020-2021, indiquer le :

a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
c. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services conseil, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés;
d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
e. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
f. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
g. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC
Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes ayant bénéficié de services conseil, d'aide à l'emploi ou au retour aux études

Les services publics d'emploi comprennent, notamment, l'entrevue d'évaluation et d'aide à l'emploi et l'entrevue d'accompagnement, le plan d'intervention personnalisé ou le plan d'intégration en emploi (Programme objectif emploi) et les mesures actives d'emploi.

Parmi ces mesures, on compte la mesure Service d'aide à l'emploi qui vise à fournir des outils et des moyens aux personnes en recherche d'emploi par l'offre de services au placement ou d'aide-conseil à la recherche d'emploi.

Jeunes participant aux interventions des Services publics d'emploi
Données cumulatives pour la période du 1er avril 2020 au 19 février 2021 (2020-2021)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
De 18 à 24 ans	34 066
De 25 à 29 ans	25 763
De 30 à 35 ans	27 092

Jeunes participant aux Services d'aide à l'emploi
Données cumulatives pour la période du 1er avril 2020 au 19 février 2021 (2020-2021)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
De 18 à 24 ans	14 695
De 25 à 29 ans	10 969
De 30 à 35 ans	12 309

Le Ministère ne dispose d'aucune donnée sur les «Services conseil» aux individus et sur le «retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés».

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

e) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

f) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

g) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des mesures et des services d'emploi
VALIDATION:
DATE : 07 avril 2021

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d'emploi[1]	**Âge**			
Inconnu	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	43	12	58
	25 à 29 ans	43	16	49
	30 à 35 ans	73	18	58
002 - Amos	Moins de 25 ans	19	x	20
	25 à 29 ans	16	x	18
	30 à 35 ans	25	x	29
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	44	15	23
	25 à 29 ans	38	x	20
	30 à 35 ans	39	x	29
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	19	x	16
	25 à 29 ans	18	x	19
	30 à 35 ans	25	x	26
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	72	12	84
	25 à 29 ans	98	30	82
	30 à 35 ans	117	23	104
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	148	37	168
	25 à 29 ans	222	58	142
	30 à 35 ans	229	42	142
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	18	x	37
	25 à 29 ans	34	15	27
	30 à 35 ans	48	16	32
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	54	19	128
	25 à 29 ans	80	16	108
	30 à 35 ans	133	36	109
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	212	60	119
	25 à 29 ans	235	46	115
	30 à 35 ans	283	46	144
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	12	x	28
	25 à 29 ans	19	x	18
	30 à 35 ans	22	x	19
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	144	55	166
	25 à 29 ans	182	54	123
	30 à 35 ans	219	55	142
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	23	x	23
	25 à 29 ans	31	16	28
	30 à 35 ans	32	x	22
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	55	22	66
	25 à 29 ans	92	30	49
	30 à 35 ans	116	25	64
014 - Joliette	Moins de 25 ans	173	61	103
	25 à 29 ans	187	65	100
	30 à 35 ans	228	56	133
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	78	18	74
	25 à 29 ans	85	21	68
	30 à 35 ans	121	30	111
016 - Lachute	Moins de 25 ans	54	16	64
	25 à 29 ans	104	34	56
	30 à 35 ans	138	31	59
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	19	x	20
	25 à 29 ans	24	x	25
	30 à 35 ans	31	11	19
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	15	x	19
	25 à 29 ans	19	x	12
	30 à 35 ans	21	x	12
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	14	x	23
	25 à 29 ans	12	x	15
	30 à 35 ans	17	x	24
020 - Littoral	Moins de 25 ans	53	10	107
	25 à 29 ans	71	19	111
	30 à 35 ans	98	35	101

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
021 - Matane	Moins de 25 ans	17	x	19
	25 à 29 ans	26	11	12
	30 à 35 ans	39	11	30
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	65	18	48
	25 à 29 ans	51	13	52
	30 à 35 ans	87	30	69
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	19	x	21
	25 à 29 ans	26	x	17
	30 à 35 ans	28	x	25
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	82	27	95
	25 à 29 ans	100	27	95
	30 à 35 ans	132	47	97
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	38	x	33
	25 à 29 ans	61	15	40
	30 à 35 ans	85	25	31
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	37	13	43
	25 à 29 ans	34	10	32
	30 à 35 ans	58	15	50
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	101	27	54
	25 à 29 ans	151	43	57
	30 à 35 ans	189	42	89
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	51	10	76
	25 à 29 ans	62	16	44
	30 à 35 ans	70	19	61
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	20	x	33
	25 à 29 ans	24	x	17
	30 à 35 ans	38	x	34
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	20	x	20
	25 à 29 ans	26	x	17
	30 à 35 ans	23	x	26
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	x	.	20
	25 à 29 ans	11	x	22
	30 à 35 ans	17	x	18
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	132	41	133
	25 à 29 ans	133	28	98
	30 à 35 ans	201	42	117
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	127	44	205
	25 à 29 ans	206	56	145
	30 à 35 ans	214	47	156
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	184	54	183
	25 à 29 ans	276	82	161
	30 à 35 ans	323	76	186
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	20	11	18
	25 à 29 ans	28	x	25
	30 à 35 ans	28	12	31
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	116	31	71
	25 à 29 ans	137	34	52
	30 à 35 ans	156	43	81
040 - Sorel	Moins de 25 ans	118	33	82
	25 à 29 ans	146	38	65
	30 à 35 ans	163	47	99
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	64	11	34
	25 à 29 ans	57	12	34
	30 à 35 ans	78	14	51
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	296	91	155
	25 à 29 ans	379	92	183
	30 à 35 ans	415	80	199
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	146	42	88
	25 à 29 ans	175	47	105
	30 à 35 ans	228	41	124

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	95	24	76
	25 à 29 ans	92	27	79
	30 à 35 ans	129	31	87
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	18	x	30
	25 à 29 ans	25	x	18
	30 à 35 ans	22	x	19
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	25	x	21
	25 à 29 ans	26	x	25
	30 à 35 ans	47	11	24
047 - Val d`Or	Moins de 25 ans	40	17	38
	25 à 29 ans	46	10	31
	30 à 35 ans	77	15	33
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	x	x	19
	25 à 29 ans	x	.	15
	30 à 35 ans	x	x	x
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	26	x	28
	25 à 29 ans	38	13	17
	30 à 35 ans	37	10	31
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	41	11	40
	25 à 29 ans	29	x	34
	30 à 35 ans	49	13	39
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	120	32	113
	25 à 29 ans	133	33	97
	30 à 35 ans	198	38	127
054 - Beauport	Moins de 25 ans	105	34	130
	25 à 29 ans	142	40	108
	30 à 35 ans	178	27	134
057 - Forestville	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	14	x	x
	30 à 35 ans	16	x	x
058 - Amqui	Moins de 25 ans	15	x	24
	25 à 29 ans	27	x	17
	30 à 35 ans	26	x	22
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	16	x	20
	25 à 29 ans	10	x	20
	30 à 35 ans	23	x	30
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	25	x	23
	25 à 29 ans	30	10	25
	30 à 35 ans	33	x	26
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	22	x	27
	25 à 29 ans	41	14	19
	30 à 35 ans	19	x	23
062 - Roberval	Moins de 25 ans	27	x	33
	25 à 29 ans	51	19	34
	30 à 35 ans	60	13	41
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	227	36	191
	25 à 29 ans	316	59	147
	30 à 35 ans	472	89	195
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	342	93	243
	25 à 29 ans	428	138	202
	30 à 35 ans	618	131	234
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	32	11	x
	25 à 29 ans	42	x	x
	30 à 35 ans	36	10	15
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	74	26	168
	25 à 29 ans	107	41	121
	30 à 35 ans	143	40	129
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	12	x	12
	25 à 29 ans	x	x	13
	30 à 35 ans	16	x	10
069 - Verdun	Moins de 25 ans	318	79	192
	25 à 29 ans	432	108	205
	30 à 35 ans	552	129	278
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	46	11	26
	25 à 29 ans	67	19	30
	30 à 35 ans	60	13	41

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	79	30	76
	25 à 29 ans	112	34	59
	30 à 35 ans	116	26	68
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	59	17	54
	25 à 29 ans	67	23	58
	30 à 35 ans	96	34	62
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	55	14	72
	25 à 29 ans	70	24	69
	30 à 35 ans	66	16	104
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	203	77	118
	25 à 29 ans	293	92	143
	30 à 35 ans	325	87	187
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	15	x	26
	25 à 29 ans	20	x	31
	30 à 35 ans	23	x	28
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	285	72	192
	25 à 29 ans	349	97	195
	30 à 35 ans	453	108	220
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	29	x	24
	25 à 29 ans	36	x	23
	30 à 35 ans	46	x	24
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	53	12	156
	25 à 29 ans	64	18	119
	30 à 35 ans	93	32	88
086 - Marieville	Moins de 25 ans	18	x	39
	25 à 29 ans	26	x	30
	30 à 35 ans	40	13	26
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	69	24	138
	25 à 29 ans	111	34	93
	30 à 35 ans	130	33	110
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	.	10
	30 à 35 ans	x	.	x
090 - L`Islet	Moins de 25 ans	x	.	19
	25 à 29 ans	10	x	x
	30 à 35 ans	13	x	21
091 - Ouest-de-l`Île	Moins de 25 ans	98	24	261
	25 à 29 ans	130	35	231
	30 à 35 ans	213	53	240
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	122	36	135
	25 à 29 ans	187	39	83
	30 à 35 ans	257	51	93
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	272	74	174
	25 à 29 ans	360	98	122
	30 à 35 ans	483	111	158
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	12	.	x
	30 à 35 ans	10	x	x
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	143	23	274
	25 à 29 ans	221	56	226
	30 à 35 ans	273	55	243
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	52	17	19
	25 à 29 ans	61	22	20
	30 à 35 ans	100	25	38
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	326	93	222
	25 à 29 ans	342	82	209
	30 à 35 ans	456	108	292
099 - Avignon	Moins de 25 ans	x	x	17
	25 à 29 ans	15	x	11
	30 à 35 ans	24	x	21
100 - Kuujjuaq	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	20	x	11
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	27	13	11
	25 à 29 ans	27	10	x
	30 à 35 ans	40	x	20

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	31	15	14
	25 à 29 ans	17	x	x
	30 à 35 ans	17	.	x
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	14	x	14
	25 à 29 ans	19	x	14
	30 à 35 ans	29	x	18
105 - East Angus	Moins de 25 ans	24	x	30
	25 à 29 ans	35	11	26
	30 à 35 ans	46	x	40
106 - Windsor	Moins de 25 ans	26	x	43
	25 à 29 ans	40	x	41
	30 à 35 ans	45	17	26
107 - Campbell`s Bay	Moins de 25 ans	37	13	26
	25 à 29 ans	42	14	27
	30 à 35 ans	50	12	23
109 - La Baie	Moins de 25 ans	17	x	22
	25 à 29 ans	20	x	23
	30 à 35 ans	28	x	27
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	x	x	10
	30 à 35 ans	x	x	x
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	.	x
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	16	x	x
	30 à 35 ans	15	x	x
117 - Hull	Moins de 25 ans	150	39	43
	25 à 29 ans	159	41	63
	30 à 35 ans	236	48	113
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	41	16	41
	25 à 29 ans	63	16	52
	30 à 35 ans	77	23	68
120 - Magog	Moins de 25 ans	57	18	31
	25 à 29 ans	45	17	41
	30 à 35 ans	68	15	55
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	37	14	33
	25 à 29 ans	70	22	29
	30 à 35 ans	63	17	40
122 - L`Érable	Moins de 25 ans	23	x	21
	25 à 29 ans	34	10	18
	30 à 35 ans	40	x	18
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	15	x	11
	25 à 29 ans	21	x	15
	30 à 35 ans	14	.	17
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	15	x	14
	25 à 29 ans	10	x	x
	30 à 35 ans	20	x	23
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	73	27	33
	25 à 29 ans	84	29	39
	30 à 35 ans	84	27	46
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	x	x	13
	25 à 29 ans	x	x	10
	30 à 35 ans	13	x	10
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	51	22	122
	25 à 29 ans	85	25	79
	30 à 35 ans	113	34	100
130 - Brossard	Moins de 25 ans	172	47	201
	25 à 29 ans	214	55	192
	30 à 35 ans	323	77	229
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	129	35	181
	25 à 29 ans	158	49	171
	30 à 35 ans	191	47	157
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	48	10	44
	25 à 29 ans	76	24	31
	30 à 35 ans	62	16	39

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-44

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	76	28	126
	25 à 29 ans	97	40	125
	30 à 35 ans	124	43	117
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	26	10	28
	25 à 29 ans	32	x	26
	30 à 35 ans	39	16	35
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	13	x	19
	25 à 29 ans	21	x	18
	30 à 35 ans	27	x	27
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	x	.	41
	25 à 29 ans	22	x	25
	30 à 35 ans	21	x	49
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	68	28	199
	25 à 29 ans	103	35	146
	30 à 35 ans	145	49	121
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	72	33	80
	25 à 29 ans	115	40	67
	30 à 35 ans	132	35	61
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	32	12	64
	25 à 29 ans	50	24	31
	30 à 35 ans	45	15	36
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	17	x	18
	25 à 29 ans	38	x	28
	30 à 35 ans	66	15	28
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	33	x	36
	25 à 29 ans	56	16	25
	30 à 35 ans	76	18	31
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	10	x	21
	25 à 29 ans	17	x	18
	30 à 35 ans	16	x	x
250 - Mercier	Moins de 25 ans	254	72	199
	25 à 29 ans	344	97	191
	30 à 35 ans	449	105	223
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	136	23	131
	25 à 29 ans	238	29	120
	30 à 35 ans	290	49	142
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	233	31	181
	25 à 29 ans	354	53	148
	30 à 35 ans	486	111	186
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	83	11	26
	25 à 29 ans	127	22	43
	30 à 35 ans	195	35	64
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	143	26	64
	25 à 29 ans	219	54	64
	30 à 35 ans	285	46	79
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	223	50	123
	25 à 29 ans	299	55	90
	30 à 35 ans	428	77	118
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	157	13	57
	25 à 29 ans	182	20	35
	30 à 35 ans	355	31	56
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	139	21	53
	25 à 29 ans	234	33	72
	30 à 35 ans	359	36	140

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :
Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le montant accordé aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2020-2021 (1er juillet 2020 au 30 juin 2021) est de 48,22 M$ en vertu de l'Entente-cadre avec le Regroupement des carrefours-jeunesse emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Cette entente-cadre prendra fin le 30 juin 2021. Les travaux sont en cours pour le renouvellement du financement des CJE.

Ventilation du financement des CJE par année ($) en vertu de l'Entente-cadre	
	2020-2021
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	474 786
Côte-de-Gaspé	274 525
Des-Iles-de-la-Madeleine	295 820
Haute Gaspésie	285 914
Relance Durocher-Percé	298 498
Sous-total	**1 629 543**
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	247 527
Matane	277 880
Mitis	263 117
Rimouski-Neigette	358 422
Riv.-du-Loup/Les Basques	416 735
Témiscouata	268 668
Vallée de la Matapédia	268 749
Sous-total	**2 101 098**
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	722 980
Charlesbourg-Chauveau	487 221
Charl.-Côte-de-Beaupré	453 798
Chauveau	412 265
Ste-Foy	689 301
Montmorency	383 564
Portneuf	373 250
Sous-total	**3 522 378**
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	410 989
Beauce-Sud	356 787
Bellechasse	246 281
Chutes-de-la-Chaudière	360 517
Desjardins Lévis	349 296
Frontenac (L'Amiante)	344 296
Les Etchemins	240 743
L'Islet	239 859
Lotbinière	247 825
Montmagny	249 091
Sous-total	**3 045 684**

Estrie	
Granit	262 943
Haut St-François	268 281
Coaticook (Orf)	251 874
Memphrémagog (Orf)	368 280
Richmond	371 061
Sherbrooke	531 271
Sous-total	**2 053 710**
Centre-du-Québec	
Arthabaska	374 156
Drummond	399 991
Érable	264 043
Nicolet-Yamaska	451 971
Sous-total	**1 490 162**
Montérégie	
Pierre-de-Saurel	402 227
Beauharnois-Salaberry	399 704
Cantons de l'Est	521 495
Châteauguay	387 200
Huntingdon	459 729
Iberville / St-Jean	608 838
Jonhson	391 997
La Pinière	383 297
Laporte	368 265
La Prairie	395 775
Longueuil	632 551
Marguerite-d'Youville	490 133
Maskoutain	491 637
St-Hubert	490 234
Vallée du Richelieu	685 372
Vaudreuil-Soulanges	487 914
Sous-total	**7 596 369**
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	561 193
Anjou-St-Justin	408 987
Bourassa et Sauvé	646 113
Centre-Nord	687 756
Centre-Sud / Plat	683 975
Côte-des-Neiges	658 368
Hochelaga-Maisonneuve	515 410
LaSalle	414 141
Marquette	423 523
Mercier	545 109
Montréal Centre-Ville	496 627
Notre-Dame-de-Grâce	627 127
Ouest de L'Ile	920 665
Pointe-aux-Trembles	424 604
Rivière-des-Prairies	406 437
Rosemont / Petite-Patrie	666 767
Saint-Laurent	419 084
Sud-Ouest de Montréal	561 596
Verdun	454 864
Viger / Jeanne-Mance	637 272
Sous-total	**11 159 619**
Laval	
Laval	1 160 036
Sous-total	**1 160 036**

Lanaudières	
D'Autray-Joliette	607 016
Des Moulins	521 979
L'Assomption	510 347
Matawinie	312 299
Montcalm	399 979
Sous-total	**2 351 619**
Laurentides	
Antoine-Labelle	302 153
Argenteuil (nouveau)	303 534
Des Laurentides	373 760
Deux-Montagnes	397 398
Mirabel	263 169
Pays-d'en-haut	262 387
Rivière-du-Nord	499 369
Thérèse de Blainville	589 695
Sous-total	**2 991 463**
Outaouais	
Outaouais	797 576
Papineau	422 555
Pontiac	295 742
Vallée de la Gatineau	323 232
Sous-total	**1 839 105**
Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est	443 023
Abitibi Ouest	286 296
Amos	270 199
Rouyn-Noranda	360 321
Témiscamingue	250 403
Sous-total	**1 610 241**
Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux	722 565
Haut St-Maurice	370 439
Maskinongé	286 693
Mékinac	278 349
Shawinigan	420 601
Sous-total	**2 078 647**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est	419 069
Roberval	600 719
Saguenay	952 202
Sous-total	**1 971 989**
Côte-Nord	
Manicouagan	305 721
Haute-Côte-Nord	279 025
Duplessis	523 022
Sous-total	**1 107 768**
Nord-du-Québec	
Jamésie	507 893
Sous-total	**507 893**
TOTAL	**48 217 325**

SOURCE : Direction des ressources externes du placement et des mandats spéciaux
DATE : 5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi et des bureaux de Services Québec pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2021, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 520.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :
Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2020-2021 (aide de dernier recours, de solidarité sociale et programme Objectif Emploi) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale, mensuellement, pour 2020-2021 :

	PROGRAMME				
	Objectif emploi	Aide sociale	Solidarité sociale	Nombre de prestataires TOTAL	Nombre de ménages TOTAL
PÉRIODE	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires		
avril 2020	9 938	220 083	136 824	366 845	274 828
mai 2020	9 287	216 576	136 003	361 866	271 270
juin 2020	8 450	210 105	134 944	353 499	265 548
juillet 2020	7 811	203 357	133 728	344 896	259 722
août 2020	7 590	197 866	133 001	338 457	255 222
septembre 2020	7 086	193 388	132 399	332 873	251 667
octobre 2020	6 632	189 467	131 709	327 808	248 524
novembre 2020	6 159	186 112	131 047	323 318	245 919
décembre 2020	5 778	182 437	130 623	318 838	243 060
janvier 2021	5 386	180 017	130 161	315 564	241 080
Moyenne mensuelle	**7 412**	**197 941**	**133 044**	**338 396**	**255 684**

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :
Coût de l'indexation des prestations de l'aide de dernier recours pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022

Exposé et statistiques :

Pour 2020-2021, le coût de l'indexation des prestations des programmes d'assistance sociale est estimé à 44 M$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49a

Titre :
État de la situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022 concernant :

a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2021
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	9 026
Psychoses (code 2900)	12 468
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	5 102
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	15 373
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 089
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 032
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	666
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 308
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 537
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	2 845
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 579
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 460
Tumeurs malignes (code 1400)	724
Autres diagnostics	45 567
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. [1]	4 590
TOTAL	**118 366**

[1] L'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec (RRQ) est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit l'acheminer, ainsi que le formulaire « Demande de prestations d'invalidité », à la Régie en vertu de l'article 63 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49b

Titre :
État de la situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022 concernant :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [1]	
État de la demande	**Nombre**
Demandes traitées	5 993
Demandes accueillies	2 067
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	3 109
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	817

[1] Le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CSEMS) comprend trois comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

Nombre de demandes traitées par la révision médicale du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021

Révision médicale	
État de la demande	**Nombre**
Demandes traitées	851
Demandes accueillies	471
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	106
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	205
Autres[2] (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	69

[2] Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le centre local d'emploi, le bureau de Services Québec (BSQ) ou le CSEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021

Demandes d'admissibilité au programme	**Délai moyen**
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la *Liste des diagnostics évidents*) [3]	N/D
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [4]	19,4 jours
Demandes de révision[5]	
Décision du comité de révision	138,8 jours

[3] Nous n'avons pas d'indicateur indiquant le délai moyen requis par l'agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d'un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l'engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

[4] Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier est acheminé pour évaluation l au CSEMS et celui où une réponse est transmise au centre local d'emploi ou au BSQ.

[5] Le délai moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE ou au bureau de Service Québec) et la date d'expédition de la décision. Ce délai demeure élevé étant donné la situation actuelle de pandémie de la COVID-19 et les problèmes antérieurs de recrutement des médecins.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction générale des services à la clientèle de l'Est
Direction générale des recours et de la qualité des services
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2021

1RP49b_03-18_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49c

Titre :

État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

JANVIER 2021					
	CATÉGORIES DE MÉNAGES				
MODES DE LOGEMENT	Personnes seules [1]	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	5 205	874	571	301	6 951
Propriétaires à logements multiples	132	11	15	3	161
Locataires	74 538	5 027	14 512	5 368	99 445
Locataires H.L.M.	23 606	1 078	5 618	1 621	31 923
Chambreurs ou pensionnaires	54 948	458	1 857	237	57 500
Chamb. ou pension. chez un parent	36 995	443	1 687	125	39 250
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse[2]	3 074	9	12	2	3 097
En hébergement	2 753	.	.	.	2 753
TOTAL	**201 251**	**7 900**	**24 272**	**7 657**	**241 080**

1. Inclut les conjoints d'étudiants.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49di

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
i) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire des programmes d'assistance sociale.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2021
Âge préscolaire	19 306
Études primaires	18 904
Études secondaires	14 194
Études postsecondaires	303
Sans occupation	951
TOTAL	**53 658**
Handicapé	1 915

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49ef

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En janvier 2021, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 503.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

- Un adulte prestataire du Programme d'aide sociale qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 0,3 M$ en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 12 mars 2021
VALIDATION :
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49gh

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;

h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 4 648 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2020-2021, à 20,2 M$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 361,32 $.

Depuis le 1er octobre 2019, le montant maximum d'exclusion de pension alimentaire pour enfants a été bonifié, passant de 100 $ par mois par enfant à charge à 350 $ par mois par enfant à charge. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2020-2021 à 19,3 M$.

Le Ministère estime que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2020-2021, une réduction de la dépense annuelle d'environ 0,9 M$ aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 12 mars 2021
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49j

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

j) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :

i. État de santé;
ii. État de grossesse;
iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
iv. Critère de 55 ans;
v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adultes présentant une contrainte temporaire en 2020 et 2021, selon le motif.

	MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE								
Mois et année	**État de santé**	**État de grossesse**	**Enfants à charge**	**Enfant handicapé**	**Âge**	**Attente décision contraintes sévères[1]**	**Prend soin d'une personne[2]**	**Autres[3]**	**TOTAL**
2020									
Janvier	10 067	962	10 371	1 796	30 466	474	1 258	126	**55 520**
Février	10 049	911	10 487	1 786	30 429	516	1 243	121	**55 542**
Mars	9 986	958	10 671	1 781	30 595	578	1 233	128	**55 930**
Avril	10 758	943	10 717	1 784	30 775	468	1 232	115	**56 792**
Mai	10 961	861	10 729	1 746	30 330	318	1 212	95	**56 252**
Juin	11 013	769	10 618	1 711	29 907	194	1 181	84	**55 477**
Juillet	10 995	654	10 471	1 671	29 509	165	1 164	72	**54 701**
Août	9 192	604	10 292	1 663	29 221	157	1 149	75	**52 353**
Septembre	7 500	517	10 212	1 637	28 961	206	1 132	78	**50 243**
Octobre	6 462	507	8 605	1 651	28 846	264	1 123	84	**47 542**
Novembre	5 856	480	8 586	1 630	28 720	399	1 104	90	**46 865**
Décembre	5 944	440	8 487	1 599	28 509	418	1 107	98	**46 602**
2021									
Janvier	5 882	406	8 445	1 562	28 391	475	1 083	93	**46 337**

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.
3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : **11 mars 2021**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49k

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2022 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

k) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES [1] Janvier 2021	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Obejctif emploi	173	326,06 $
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés)[2]	3 169	236,63 $
Contraintes temporaires[3]	16 175	184,53 $
Mixte temporaire[4]	786	217,27 $
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères)[5]	31 239	429,82 $
De base hébergé[6]	237	79,84 $
TOTAL	**51 779**	**336,20 $**

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
VALIDATION:
DATE : **10 mars 2021**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49l

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

l) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS [1] Janvier 2021	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	162 293	917,41 $
Biens mobiliers	53 438	2 641,15 $
Biens immobiliers	8 015	86 328,07 $
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	480	7 621,25 $
Dette hypothécaire	3 219	47 832,09 $
Autres [2]	7 530	25 144,54 $

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 $.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49m

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

m) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé. En effet, certains prestataires reçoivent de l'aide financière de dernier recours en attendant une décision d'un autre organisme ou ministère (SAAQ, CNESST, MEES, Revenu Québec, Retraite Québec, compagnies d'assurance privées, etc.) concernant l'exercice d'un droit à une prestation ou à une assurance. Il s'agit d'une aide conditionnelle versée qui est réclamée et qui doit être remboursée lorsque le prestataire reçoit rétroactivement de l'autre organisme ou ministère les montants auxquels il a droit. Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2020-2021 (en date du 28 février 2021) se détaille comme suit :

		2020-2021		
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale		Nombre	Montant en M$	Montant moyen $
	Réclamations à la suite d'une aide reçue sans droit[1]	41 694	34,3	822
	Réclamations à la suite d'une fausse déclaration[2]	10 794	42,7	3 955
	Sous-total	52 488	77,0	1 467
	Réclamations à l'aide conditionnelle[3]	7 816	18,1	2 318
	Montant total brut des réclamations	60 304	95,1	1 577
Moins :	Notes de crédits[4]		6,2	
	Montant total net des réclamations[5]		88,9	

(1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.

(2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.

(3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.

(4) Note de crédit : lorsqu'un montant de réclamation est revu à la baisse.

(5) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants.

SOURCE : DGSCO– Équipe de la conformité opérationnelle
VALIDATION :
DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49n

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour 2020-2021et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

n) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021

Pour chaque demande de révision, le client peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

	Motifs contestés en révision[1]	
Motifs	**Nombre de motifs contestés**	**Nombre de motifs accueillis[2]**
Allocations et ajustements	278	22
Revenus, gains et avantages	2 828	139
Statut	835	58
Obligations du prestataire ou du ministre	436	55
Avoirs liquides	347	21
Prestations spéciales	1 023	59
Versement de l'aide	2	0
Biens	166	16
Solidarité de la dette	80	5
Garant défaillant	22	6
Prestations de base	220	7
Contribution parentale	83	9
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	114	7
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	178	8
Mois de la demande (Particularités)	282	19
Motifs sans droit de contestation	87	0
Révision médicale	1 547	591

[1] Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.
[2] Motifs accueillis en totalité avec ou sans faits nouveaux.

	Décisions rendues ou règlements entérinés* par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	393
Recours rejetés	173
Recours accueillis	46
Recours accueillis en parties**	48
Désistements	255
Acquiescements du Ministère	101
Recours irrecevables	75
Autres***	12
TOTAL des recours finalisés	**1 103**

* Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.

**Les « Recours accueillis en partie » présentent ceux pour lesquels le TAQ acquiesce à la fois à une partie de la demande du citoyen et maintien l'autre partie de la décision en faveur du Ministère. Pour leur part, les « Recours accueillis » par le TAQ sont totalement en faveur du citoyen. Dans les années antérieures, les recours accueillis en partie étaient présentés avec les recours accueillis. Ils sont maintenant distingués pour une représentation plus juste de la nature des décisions rendues.

** Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION:

DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49o

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour l'année 2020-2021 concernant :

o) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2020-20201 (du 1er avril 2020 au 28 février 2021)

Le nombre total de demandes reçues a été de 431. De ce nombre, il y eu :
- 384 demandes acceptées
- 45 demandes refusées
- 2 désistements.

L'aide totale accordée fut de 955 995,61 $, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :
- Aide remboursable : 168 722,37 $
- Aide gratuite : 787 273,24 $.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 489 $.

Faits saillants pour 2020-2021

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie ($) [1]	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie ($) [1]
Bien ou avoir liquide cédé	28	91 063	9,52	3 252
Composition familiale	1	0	0,00	0
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	15	38 665	4,04	2 578
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	35	38 416	4,02	1 098
Perte d'argent	2	2 271	0,24	1 135
Prestation spéciale	14	9 362	0,98	669
Prestation spéciale désintoxication	35	82 785	8,66	2 365
Prévenu tenu de loger	12	14 682	1,54	1 224
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	212	545 740	57,09	2 574
Travailleur autonome	0	0	0, 00	0
Valeur de résidence	30	133 012	13,91	4 434
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	384	955 996	100 %	2 490

* Pourcentage du montant total accordé.
Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 107 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 20201-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49p

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

p) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI [1] Janvier 2021 Nombre d'adultes
Personnes seules	183
Couples sans enfants	39
Familles monoparentales	19
Couples avec enfants	17
Conjoints d'étudiants	0
TOTAL	**258**

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 $.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49q

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

q) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2020-2021 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE :	Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale
COLLABORATION :	Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION :	Secteur de la gouvernance et performance organisationnelle
DATE :	15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49r

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

r) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :
Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le Programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis.

Coût des prestations spéciales (en 000 $)

	2020-2021 (dépenses[1])
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées (au 28 février 2021)	300,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	1 891,3
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	221,6
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 193,7
- Suppléments	5 284,4
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire[2])	
- Transports pour fins médicales	34 426,9
- Autres	448,0
Sous-total B :	**54 465,9**
Sous-total de la partie I :	**54 765,9**
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	3 892,5
- Frais funéraires	823,1
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	163,1
- Compenser les effets d'une séparation	2,7
- Loyer pour une personne seule hébergée	1 255,9
Sous-total de la partie II :	**6 137,3**
III. Prestations spéciales versées par amendement	1 614,1
Sous-total de la partie III :	**1 614,1**
TOTAL :	**62 517,3**

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
DATE : 15 mars 2021

[1] Les données, à l'exception de celles sur les préparations lactées, représentent un coût estimé sur 12 mois des dépenses réels en prestations spéciales pour la période d'avril 2020 à janvier 2021.
[2] La couverture des stomies temporaires a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux le 1er octobre 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49s

Titre : État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

s) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

- Le Secteur Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

- Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

- Le délai d'accès à une mesure d'emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 26 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49t

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

t) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022;

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 11 408 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 757 $ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 103,6 M$ en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49u

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

u) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2020-2021; fournir les prévisions 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 31 497 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 144 $ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 54,4 M$ en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49v

Titre :
État de situation de l'aide sociale pour l'année 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

v) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 09 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la direction régionale de Service Québec de la Capitale-Nationale, a reçu 6 127 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2020-2021, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021**,** le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a refusé 3 926 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN - DGSCE
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2020-2021 et pour les deux années précédentes.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2020-2021) est de 19,4 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'information supplémentaire.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2020-2021, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2020 au 31 janvier 2021, 13 personnes ont vu leur contraintes sévères à l'emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
VALIDATION:
DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :
Pour 2020-2021 :

a) Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
b) Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
c) Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
d) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000$?
e) Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $?
f) Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000$?
g) Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
h) Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
i) Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
j) Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
k) Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
l) Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
m) Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2020-2021 (d'avril 2020 à décembre 2020[1])	74

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2021	1 391	147

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	**Total**
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2021	2 642	1 126 707 $	5 417	8 059

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 $?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000$
janvier 2021	1

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000$
janvier 2021	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 $?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000$
janvier 2021	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement[1] recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2021	15

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement[1] recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2021	891

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2021	0

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	863

Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	2 503

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	1 034

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l'emploi de même que le montant prélevé[1] de leur prestation du fait qu'ils soient en couple. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base d'une personne seule sans contraintes X 2 et la prestation de base pour un ménage avec deux adultes sans contraintes. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d'assistance sociale (ajustements pour enfants, prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	Janvier 2021		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé[1]	Montant moyen prélevé[1] par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	83	28 552,00 $	344,00 $
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	86	29 584,00 $	344,00 $
03 - Capitale-Nationale	213	73 272,00 $	344,00 $
04 - Mauricie	198	68 112,00 $	344,00 $
05 - Estrie	208	71 552,00 $	344,00 $
06 - Île-de-Montréal	3 032	1 043 008,00 $	344,00 $
07 - Outaouais	256	88 064,00 $	344,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	54	18 576,00 $	344,00 $
09 - Côte-Nord	19	6 536,00 $	344,00 $
10 - Nord-du-Québec	32	11 008,00 $	344,00 $
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	43	14 792,00 $	344,00 $
12 - Chaudières-Appalaches	101	34 744,00 $	344,00 $
13 - Laval	217	74 648,00 $	344,00 $
14 - Lanaudière	236	81 184,00 $	344,00 $
15 - Laurentides	251	86 344,00 $	344,00 $
16 - Montérégie	664	228 416,00 $	344,00 $
17 - Centre-du-Québec	119	40 936,00 $	344,00 $
Ensemble du Québec	5 812	1 999 328,00 $	344,00 $

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes multiplié par 2 (708 $ X 2 = 1 416 $ en janvier 2021) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 072 $ en janvier 2021).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : **11 mars 2021**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :
Les sommes dépensées en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2020 à janvier 2021 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total période, selon la région et le type de transport[1]
- avril 2020 à janvier 2021 -
- Assistance sociale -

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Région																
01 - Bas-Saint-Laurent	731	64 973,79 $	28	23 630,34 $	594	158 179,90 $	300	60 028,34 $	x	x	x	x	46	12 441,43 $	283	119 391,37 $
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	231	23 858,66 $	22	8 241,86 $	862	204 183,79 $	68	14 630,07 $	x	x	x	x	41	20 393,01 $	266	99 379,99 $
03 - Capitale-Nationale	222	21 989,57 $	96	65 494,69 $	2 098	608 544,60 $	369	63 694,15 $	x	x	22	4 126,17 $	248	66 610,55 $	235	83 552,13 $
04 - Mauricie	462	46 039,14 $	213	336 159,18 $	1 207	321 612,54 $	251	59 848,91 $	x	x	16	3 775,33 $	202	53 350,27 $	94	23 894,60 $
05 - Estrie	430	53 971,42 $	93	49 789,41 $	1 059	284 867,59 $	518	126 372,28 $	x	x	24	10 784,19 $	x	x	235	61 028,11 $
06 - Île-de-Montréal	79	10 682,25 $	333	325 967,07 $	301	79 293,46 $	3 199	1 589 389,30 $	x	x	8 275	2 197 186,72 $	70	29 021,79 $	x	x
07 - Outaouais	227	31 294,93 $	12	2 840,84 $	1 190	341 787,92 $	152	21 656,67 $	x	x	17	2 865,84 $	61	128 266,95 $	431	357 273,75 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	350	33 094,59 $	23	3 913,09 $	357	88 159,12 $	18	6 211,49 $	x	x	x	x	36	11 263,14 $	59	14 353,84 $
09 - Côte-Nord	112	19 691,82 $	36	28 528,16 $	155	37 340,84 $	x	x	x	x	x	x	10	2 187,50 $	62	20 372,78 $
10 - Nord-du-Québec	32	6 598,73 $	x	x	18	4 433,00 $	x	x	x	x	17	4 649,19 $	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	471	57 863,33 $	26	14 231,58 $	334	96 252,48 $	26	6 147,69 $	x	x	x	x	76	13 755,46 $	107	32 523,77 $
12 - Chaudières-Appalaches	521	51 039,63 $	48	13 293,15 $	758	205 117,23 $	169	35 422,87 $	x	x	x	x	363	156 053,20 $	322	111 338,88 $
13 - Laval	57	7 297,53 $	46	101 073,08 $	47	8 829,60 $	435	240 216,17 $	x	x	886	225 740,01 $	32	9 639,00 $	13	8 025,76 $
14 - Lanaudière	401	43 873,34 $	173	133 297,77 $	1 223	312 272,08 $	199	46 749,18 $	x	x	x	x	29	26 877,66 $	555	94 272,94 $
15 - Laurentides	407	66 344,59 $	208	252 155,88 $	1 213	297 958,17 $	409	137 560,54 $	x	x	102	24 809,32 $	23	61 375,04 $	249	146 362,45 $
16 - Montérégie	609	75 250,05 $	547	655 766,54 $	3 550	885 218,52 $	902	548 469,79 $	x	x	195	46 293,10 $	x	x	547	130 972,76 $
17 - Centre-du-Québec	515	55 772,95 $	40	56 741,97 $	762	191 372,76 $	124	28 781,43 $	x	x	x	x	232	70 954,79 $	187	104 071,86 $
99 - Central	46	2 051,30 $	67	40 991,10 $	827	265 446,61 $	121	15 085,67 $	x	x	326	108 538,70 $	434	73 057,07 $	119	18 069,67 $

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 12 mars 2021
Rapport : 1RP_50 Annexe - PS-Transport médical - avril 2020 à janvier 2021.rtf

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport[1]
- avril 2020 à janvier 2021-
- Assistance sociale -

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	5 878	671 687,72 $	2 001	2 115 723,70 $	16 365	4 390 870,37 $	7 227	3 001 242,83 $	x	x	9 903	2 653 072,56 $	1 910	738 032,85 $	3 766	1 429 301,92 $

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 12 mars 2021
Rapport : 1RP_50 Annexe - PS-Transport médical - avril 2020 à janvier 2021.rtf
Étude des crédits : Fiche 1RP50 Annexe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022;
b. politique et critères d'attribution des subventions;
c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :
A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2020-2021.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les quatre volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale;
- Soutien à la gouvernance.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de

jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subvention soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année.

Selon les disponibilités budgétaires, la demande est amorcée par le SACAIS. Ainsi, il n'y a pas de date limite.

Soutien à la gouvernance

L'objectif vise à soutenir, de façon ponctuelle, des organismes communautaires fiancés pour leur mission globale dans le cadre de ce programme, ayant des besoins particuliers en lien avec l'amélioration de leur gestion ou de leur reddition de comptes, et ce, dans le respect des pratiques propres à l'action communautaire autonome.

<u>Fonds québécois d'initiatives sociales</u>

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- respecter l'ensemble des clauses inscrites à la convention de subvention.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets ponctuels de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Il vise également à soutenir la réalisation de projets ponctuels dans les deux champs d'action du Ministère, soit l'emploi et la solidarité sociale.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à soutenir la réalisation de projets ponctuels qui permettront l'atteinte des objectifs suivants :

- contribuer au développement de méthodes et approches d'intervention vouées à accroître l'inclusion sociale ainsi qu'à maintenir et à améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu;
- favoriser de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, de maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail ou des personnes sous-représentées sur le marché du travail.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 $ par projet et par année financière, sans toutefois excéder 90% du total des dépenses admissibles directement reliées au projet.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction du budget
DATE : 2021-03-11

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	91 317 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	91 317 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	91 317 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	91 317 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	90 044 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R) section Rivière-du-Loup inc.	PDD	76 812 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	97 053 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	91 317 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	91 317 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Loge m'entraide	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	91 317 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	83 102 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	93 117 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	91 317 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	91 317 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	76 812 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	131 998 $
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Association des grands-parents du Québec	PDD	123 545 $
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	130 389 $
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Comité logement d'aide de Québec Ouest	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Action-Chômage de Québec	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	131 317 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	185 420 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	91 317 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	123 545 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	85 753 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Groupe Alter justice	PDD	123 545 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	96 917 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	109 867 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	76 812 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Nature Québec	PDD	123 545 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	118 038 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	131 669 $
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Champlain	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Champlain	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	76 812 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Info Logis Mauricie	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	132 151 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table action abus aînés Mauricie, inc.	PDD	91 317 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Orford	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	76 812 $
05 - Estrie	Orford	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	76 812 $
05 - Estrie	Orford	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	76 812 $
05 - Estrie	Richmond	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	81 229 $
05 - Estrie	Saint-François	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	76 812 $
05 - Estrie	Saint-François	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	79 911 $
05 - Estrie	Saint-François	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Saint-François	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Action-Handicap Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Concertaction femmes Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	91 317 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
05 - Estrie	Sherbrooke	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	82 699 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Solidarité populaire Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	91 317 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Acadie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Bourget	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Bourget	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Bourget	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Bourget	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	147 910 $
06 - Montréal	Bourget	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	La ligue des Noirs du Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	76 812 $
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Projet Genèse	PDD	180 895 $
06 - Montréal	Gouin	Au bas de l'échelle inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Gouin	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Gouin	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	134 120 $
06 - Montréal	Gouin	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	93 645 $
06 - Montréal	Gouin	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	162 413 $
06 - Montréal	Gouin	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Coalition des familles LGBT	PDD	163 545 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Kéroul	PDD	136 855 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Société logique inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Fondation Émergence inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Jeanne-Mance-Viger	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	76 812 $
06 - Montréal	LaFontaine	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDÎ)	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	99 764 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	87 465 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	BRAS Villeray	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Comité d'action de Parc Extension	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	181 052 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	DéPhy Montréal	PDD	134 120 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	123 545 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	333 004 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des femmes du Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	La ligue des droits et libertés	PDD	136 264 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Union des consommateurs	PDD	160 643 $
06 - Montréal	Marquette	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Maurice-Richard	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Maurice-Richard	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Maurice-Richard	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD	160 438 $
06 - Montréal	Mercier	Association des aides familiales du Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Mercier	Fondation Rivières	PDD	138 545 $
06 - Montréal	Mercier	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Mercier	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Mouvement action justice	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Mercier	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	178 560 $
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	PDD	178 545 $
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	118 937 $
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Rosemont	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Rosemont	Comité de logement Rosemont	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Rosemont	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	147 262 $
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	156 339 $
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Rosemont	Société québécoise de la déficience intellectuelle	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	90 995 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	155 963 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	189 890 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	150 235 $
06 - Montréal	Sainte-Marie--Saint-Jacques	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	164 795 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	96 693 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	148 395 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Force jeunesse inc.	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	77 274 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Saint-Laurent	Comité logement Saint-Laurent	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Verdun	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	198 163 $
06 - Montréal	Verdun	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Viau	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	76 812 $
06 - Montréal	Viau	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	210 394 $
06 - Montréal	Viau	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	183 892 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Comité chômage de Montréal	PDD	91 317 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Ex aequo	PDD	185 660 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Piétons Québec	PDD	123 545 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Trajectoire Québec	PDD	123 545 $
07 - Outaouais	Chapleau	Logemen'occupe	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Gatineau	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	76 812 $
07 - Outaouais	Hull	Action santé Outaouais	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	96 172 $
07 - Outaouais	Hull	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	91 317 $
07 - Outaouais	Hull	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	76 812 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	76 812 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	76 812 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	76 812 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda--Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitbi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda--Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 $
09 - Côte-Nord	Duplessis	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	76 812 $
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Action-Chômage Côte-Nord	PDD	91 317 $
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	87 413 $
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	91 317 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	104 902 $
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	91 317 $
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord	PDD	76 812 $
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Comité condition féminine Baie-James	PDD	91 317 $
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Association des femmes cris de Eeyou Istchee	PDD	76 812 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Droits devant	PDD	76 812 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	91 317 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	94 207 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	91 317 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	91 317 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	La démêlée	PDD	76 812 $
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	91 317 $
12 - Chaudière-Appalaches	Chutes-de-la-Chaudière	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	91 317 $
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	123 545 $
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	76 812 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	76 812 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	76 812 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	76 812 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	144 734 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	93 417 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	76 812 $
13 - Laval	Chomedey	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	91 317 $
13 - Laval	Chomedey	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	91 317 $
13 - Laval	Laval-des-Rapides	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	114 184 $
13 - Laval	Laval-des-Rapides	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	118 776 $
13 - Laval	Laval-des-Rapides	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	91 317 $
13 - Laval	Vimont	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Berthier	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Berthier	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Bertrand	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Bertrand	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section troisième âge Chertsey (T.A.C.)	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Bertrand	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Joliette	Action dignité Lanaudière	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Joliette	Action-Logement Lanaudière	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Joliette	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	143 662 $
14 - Lanaudière	Joliette	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Joliette	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Joliette	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	145 167 $
14 - Lanaudière	Masson	Action populaire des Moulins	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Masson	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	91 317 $
14 - Lanaudière	Masson	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	76 812 $
14 - Lanaudière	Repentigny	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Argenteuil	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Bertrand	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	91 317 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Groulx	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	126 411 $
15 - Laurentides	Groulx	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Labelle	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	PDD	106 224 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	78 537 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	91 317 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Le Phare des Affranchies	PDD	91 317 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	76 812 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	103 920 $
16 - Montérégie	Beauharnois	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement Beauharnois	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement de Valleyfield	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Beauharnois	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Borduas	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	PDD	123 545 $
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Vigilance OGM	PDD	123 545 $
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Châteauguay	Comité logement Rive-Sud	PDD	86 848 $
16 - Montérégie	Châteauguay	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Châteauguay	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Granby	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	89 610 $
16 - Montérégie	Granby	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Granby	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	77 772 $
16 - Montérégie	Huntingdon	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Iberville	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Laporte	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	133 796 $
16 - Montérégie	Laporte	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	123 545 $
16 - Montérégie	Laporte	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	91 317 $
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	172 196 $
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	95 432 $
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	77 701 $
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Richelieu	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Comité Logemen'mêle	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	92 200 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	AQDR Richelieu-Yamaska	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Jean	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	91 317 $
16 - Montérégie	Saint-Jean	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	76 812 $
16 - Montérégie	Sanguinet	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	PDD	123 545 $
16 - Montérégie	Taillon	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	178 521 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
16 - Montérégie	Vachon	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francs	PDD	87 565 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Droits devant / Érable	PDD	76 812 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	136 475 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francs	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	91 317 $
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francs	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	76 812 $
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francs	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	76 812 $
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	76 812 $
			TOTAL Promotion des droits (PDD)	**33 609 910 $**
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	SPA	29 130 $
03 - Capitale-Nationale	Portneuf	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	8 796 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les récollets inc.	SPA	11 633 $
06 - Montréal	Anjou-Louis-Riel	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	11 340 $
07 - Outaouais	Pontiac	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	12 034 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	8 513 $
16 - Montérégie	Richelieu	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	20 598 $
			TOTAL Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS	**102 044 $**
03 - Capitale-Nationale	Vanier-Les Rivières	Réseau québécois de développement social	IP	136 702 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	273 404 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	355 425 $
			TOTAL Interlocuteur privilegié (IP)	**765 531 $**
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi-ES	300 000 $
			TOTAL Entente de services	**300 000 $**
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Institut Mallet pour l'avancement de la culture philanthropique (IMACP)	RE	9 767 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	RE	157 500 $
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	RE	2 742 $
06 - Montréal	Saint-Henri--Sainte-Anne	Université du Québec à Montréal	RE	60 253 $
			TOTAL Recherches et études	**230 262 $**
			GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole	**35 007 747 $**

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	1 414 154 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Promotion Saguenay inc.	1 271 341 $
03 - Capitale-Nationale	Chauveau	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	984 214 $
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Communauté métropolitaine de Québec	974 325 $
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Réseau Accorderie	36 254 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Centraide des régions du centre-ouest du Québec	1 350 340 $
05 - Estrie	Richmond	La table des MRC de l'Estrie	1 049 624 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Ville de Montréal	5 000 000 $
07 - Outaouais	Gatineau	Conférence des préfets de l'Outaouais	1 213 288 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	991 023 $
09 - Côte-Nord	Duplessis	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	819 697 $
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Baie-James	540 636 $
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Kativik	475 382 $
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Gouvernement de la Nation Crie	524 170 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des ÎLes-de-la-Madeleine	1 181 757 $
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	185 948 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Municipalité régionale de comté des Appalaches	1 103 748 $
13 - Laval	Chomedey	Ville de Laval	603 971 $
14 - Lanaudière	Joliette	La table des préfets de Lanaudière	1 431 594 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides	1 189 994 $
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Table de concertation des préfets de la Montérégie	2 760 473 $
16 - Montérégie	Taillon	Les banques alimentaires du Québec	69 000 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	803 640 $
		GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES	**25 974 572 $**

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

ANNEXE 3

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	71 954 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	71 954 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	92 734 $
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	110 786 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Corporation de développement communautaire du ROC	92 734 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	92 734 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	92 734 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	71 954 $
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	71 954 $
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	71 954 $
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Corporation de développement communautaire de Beauport	71 954 $
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	92 734 $
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire des Chenaux	92 734 $
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire Mékinac	92 734 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	92 734 $
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	92 734 $
04 - Mauricie	Maskinongé	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	92 734 $
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table nationale des corporations de développement communautaire	210 568 $
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	92 734 $
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire du Granit	92 734 $
05 - Estrie	Orford	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	92 734 $
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	92 734 $
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	71 954 $
05 - Estrie	Saint-François	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	71 954 $
05 - Estrie	Sherbrooke	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	92 734 $
06 - Montréal	LaFontaine	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	92 734 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	71 954 $
06 - Montréal	Mercier	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	71 954 $
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	71 954 $
06 - Montréal	Pointe-aux-Trembles	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	92 734 $
06 - Montréal	Rosemont	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	92 734 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	71 954 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	71 954 $
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	37 752 $
07 - Outaouais	Papineau	Corporation de développement communautaire Rond Point	92 734 $
07 - Outaouais	Pontiac	Corporation de développement communautaire de Pontiac	71 954 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	Corporation de développement communautaire d'Amos	92 734 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscaminque	71 954 $
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	113 549 $
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Corporation de développement communautaire Bellechasse	92 734 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

ANNEXE 3

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CDC ICI Montmagny-L'Islet	78 893 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Corporation de développement communautaire de Lévis	92 734 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	92 734 $
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	92 734 $
13 - Laval	Chomedey	Corporation de développement communautaire de Laval	92 734 $
14 - Lanaudière	Repentigny	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	71 954 $
15 - Laurentides	Labelle	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	92 734 $
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	71 954 $
16 - Montérégie	Beauharnois	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	92 734 $
16 - Montérégie	Borduas	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	71 954 $
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	92 734 $
16 - Montérégie	Granby	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	92 734 $
16 - Montérégie	Huntingdon	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	92 734 $
16 - Montérégie	La Prairie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	71 954 $
16 - Montérégie	Laporte	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	92 734 $
16 - Montérégie	Richelieu	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	92 734 $
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	92 734 $
16 - Montérégie	Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	106 611 $
16 - Montérégie	Sanguinet	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	71 954 $
16 - Montérégie	Vaudreuil	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	92 734 $
16 - Montérégie	Verchères	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	71 954 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	92 734 $
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	107 629 $
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francs	Corporation de développement communautaire Drummond	121 397 $
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	92 734 $
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	92 734 $
		TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire	5 829 377 $

1RP59a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

ANNEXE 4

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	ACAB	16 000 $
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	ACAB	44 000 $
06 - Montréal	Mercier	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	ACAB	61 300 $
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	ACAB	56 250 $
		SOUS-TOTAL du Volet Action communautaire et action bénévole		**177 550 $**
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	IS	7 420 $
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Xpress Accès numérique (DeGama Express)	IS	2 254 $
		SOUS-TOTAL du Volet Initiatives sociales		**9 674 $**
		TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES		**187 224 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

1RP59c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ANNEXE 5

Région	Circonscription	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	La Société John Howard du Québec	PDD
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Vivre en ville; Le regroupement pour le développement urbain, rural et villageois viable	PDD
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Union paysanne	PDD
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Québec	PDD
07 - Outaouais	Hull	La voix de l'immigrant (LVI)	PDD

1RP59c. LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
ANNEXE 6

Région	Circonscription	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé au 28 février 2021			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :
Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2020-2021; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- En 2018-2019 (dernières données disponibles), 5 161 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 155 824 814 $, dont 53,5 % en appui à la mission globale (617,9 M$).
- Les données sur le soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2019-2020 ne sont pas disponibles, car la validation des données par l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2020-2021.

Élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire :

- Le 18 février 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC).
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.
- En mai 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement d'une vaste consultation en vue de l'élaboration du PAGAC.
- De mai 2019 à mars 2020, trois appels de mémoires ont été réalisés auprès des regroupements d'organismes communautaires, des milieux municipal et philanthropique et des organisations autochtones. Au total, 114 mémoires ont été déposés.
- Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale de même que le comité consultatif de parlementaires ont également rencontré 25 partenaires nationaux, afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et de tester certaines pistes d'intervention.
- Cette importante consultation a permis d'identifier des enjeux et des actions prioritaires, afin de mieux soutenir et reconnaître l'action communautaire en vue de l'élaboration du PAGAC.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire / Marie-Ève Desrosiers
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :
État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 :	Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M$
Axe 2 :	Investir pour améliorer le logement social	286,0 M$
Axe 3 :	Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M$
Axe 4 :	Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M$
TOTAL		**2 993,9 M$**

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du MTESS (investissements 2020-2021) :

- Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 243,5 M$;
- Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 120,1 M$;
- Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M$;
- Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M$;
- Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M$;
- Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 30,5 M$;
- Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12 M$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65).

La Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi a été adoptée à l'unanimité et sanctionnée par l'Assemblée nationale le 15 mai 2018. Les travaux entourant la mise en place d'un programme de revenu de base en 2023 se poursuivent.

La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

Les travaux entourant la reddition de comptes du PAGIEPS sont en cours d'élaboration.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :
État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2020-2021, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

Exposé et statistiques :

- Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :
Dans le cadre du programme « Objectif emploi », fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

a) les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région;
b) prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi;
c) le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblé par le programme.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est entré en vigueur le 1er avril 2018.
- Les sommes dépensées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 15,0 M$ du 1er avril 2020 au 19 février 2021.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
  https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 24 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre : Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 depuis le 1er avril 2019 :

a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;

b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;

c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :

   i. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;

   ii. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;

   iii. Modifier le calcul de la contribution parentale;

   iv. Bonifier les primes au travail;

   v. Accorder une exclusion de 100 $ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;

   vi. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;

   vii. Accorder un boni au maintien en emploi;

d) Programme objectif emploi;

e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;

f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :

   i. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;

   ii. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;

   iii. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;

g) Investir dans les logements sociaux :

   i. Améliorer l'offre de logements sociaux;

   ii. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;

   iii. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;

h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;

i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;

j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;

k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :

   i. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;

   ii. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;

   iii. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;

   iv. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;

   v. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;

l) Favoriser une justice plus humaine :
   i. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
   ii. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
   iii. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;

m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;

n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :
   i. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
   ii. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

L'amélioration du revenu disponible des personnes est au cœur du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).

- Le PAGIEPS compte 43 mesures et actions pour des investissements prévus de près de 3 G$ d'ici 2023.
- Le plan d'action propose une cible claire et mesurable afin d'atteindre la cible inscrite dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, d'ici 2023 plus de 100 000 personnes sortiront de la pauvreté, surtout des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l'emploi (voir annexe 2 du PAGIEPS pour les détails).
- Plusieurs mesures contribueront à **hausser le revenu disponible**, en particulier dans le cas de personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et des prestataires de l'aide financière de dernier recours (AFDR). Le gouvernement continue à favoriser l'intégration et le maintien en emploi comme moyen à privilégier pour sortir de la pauvreté.
- Le PAGIEPS propose aussi des investissements pour **améliorer le logement social**.
- Par le PAGIEPS, le gouvernement encourage la **participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale**.

Titre de l'axe		Investissements
Axe 1 :	Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M$
Axe 2 :	Investir pour améliorer le logement social	286,0 M$
Axe 3 :	Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M$
Axe 4 :	Recherche et évaluation : Améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M$
TOTAL		**2 993,9 M$**

- Les investissements de près de 3 G$ proviennent de la mise à jour économique de novembre 2017 du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (voir annexe 1 du PAGIEPS) :

Source des fonds	Investissements
Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M$
Sous-total – Nouveaux investissements	*2 828,9 M$*
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M$
Sous-total – Sommes déjà budgétées	*165,1 M$*
TOTAL	**2 993,9 M$**

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- Les principales mesures et actions sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (investissements 2020-2021) :
  - Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 243,5 M$;
  - Mesure 2 Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 120,1 M$;
  - Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M$;
  - Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M$;
  - Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M$;
  - Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 30,5 M$;
  - Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12 M$.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65).
- Depuis le lancement du PAGIEPS, des investissements supplémentaires ont été annoncés afin de bonifier deux actions et deux mesures :
  - Revenu Québec verse maintenant 2 $ par déclaration de revenus provinciale produite à tous les organismes inscrits au Service d'aide à l'impôt – Programme des bénévoles qui en font la demande. L'augmentation de 1 à 2 $ aura pour effet d'accroître l'investissement de Revenu Québec au-delà du 1 M$ initialement prévu d'ici 2023 à la mesure 3 du PAGIEPS.
  - 30 M$ (ministère de la Famille, 26 mars 2018) pour accroître l'accès aux services de garde aux enfants de familles prestataires de l'aide financière de dernier recours (action 14.2), portant l'investissement public pour cette action à 95 M$ d'ici 2023;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
15 M$	20 M$	20 M$	20 M$	20 M$	95 M$

Source : Plan économique du Québec 2018, Tableau C33, p. C49.

  - 40 M$ pour rehausser le financement pour les petits déjeuners dans les écoles (action 14.3), portant l'investissement public pour cette action à 49,5 M$ d'ici 2023;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
9,4 M$	10 M$	10 M$	10 M$	10 M$	49,5 M$

Source : Annonce faite par le gouvernement du Québec le 22 juin 2018.

  - 22,2 M$ (Plan économique du Québec, p.C81, 27 mars 2018) pour soutenir la construction de logements abordables spécifiquement à Montréal et 4,8 M$ pour des projets en régions éloignées, portant l'investissement public pour cette mesure à 65,8 M$. La somme de 38,8 M$ déjà annoncée (mesure 10) sera pour sa part consacrée à des projets hors-Montréal.
  - 249,7 M$ (Plan économique du Québec, p. F6, mars 2019) pour soutenir la réalisation des unités de logement du programme AccèsLogis Québec annoncées antérieurement, mais qui n'ont pas encore été réalisées. Cette mesure, combinée aux récents investissements annoncés dans le cadre du PAGIEPS (38,8 M$ - Mesure 10) ainsi qu'à ceux accordés dans le budget 2018-2019 (Ville de Montréal 22,2 M$ + régions éloignées 4,8 M$), représente une bonification moyenne de 36,5 % de l'aide financière gouvernementale maximale accordée pour la construction d'une unité de logements.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :
Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

a) le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021;
b) le nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2020, ventilé par région, par genre, par âge, par secteur et par handicap;
c) le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

a) Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021 :
En 2020-2021, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 25,6 M$ (données au 19 février 2021).

b) Nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2020 :
Le nombre de personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'étudiant par le biais de la mesure CIT est de 71 (données au 19 février 2021). Cette donnée n'est pas disponible par région.

c) Nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021 :

En 2020-2021 (données au 19 février 2021), on compte 595 nouvelles personnes qui participent à la mesure CIT[1] sur un total de 4 807 personnes.

SOURCE :	Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion Direction des mesures et des services aux individus
VALIDATION FINANCIÈRE :	Direction de la planification et de la reddition de comptes Direction des politiques d'assistance sociale
DATE :	19 mars 2021

[1] Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Actions posées depuis le 1er avril 2020 sur la mise en place du revenu minimum garanti

Exposé et statistiques :

- Aucune action n'a été posée depuis le 1er avril 2020 sur la mise en place du revenu minimum garanti.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 7 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :
Concernant la stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 :

a. État de situation à jour des actions mises en place.
b. Sommes prévues.
c. Échéanciers.

Exposé et statistiques :

a. État de situation à jour des actions mises en place.

Les actions annoncées au printemps 2018 ont été mises en œuvre et se retrouvent sur internet : https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail et qui prend appui sur les mesures de la Stratégie nationale de la main-d'œuvre (SNMO). Les mesures du PAMO se retrouvent sur internet : https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/action_maindoeuvre/index.asp

b. Sommes prévues.

Les sommes prévues pour la SNMO ont été rendues publiques et se retrouvent sur internet : https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp.

Le budget du Québec de mars 2019 prévoyait 1 milliard de dollars additionnels sur la période 2019-2024 pour des mesures du PAMO :

- **533,2 M$** pour le crédit d'impôt pour le prolongement de la carrière des travailleurs de 60 ans et plus ;
- **338,8 M$** pour réduire les charges sur la masse salariale afin de favoriser le maintien en emploi des travailleurs de 60 ans et plus ;
- **20 M$** pour bonifier des programmes de services publics d'emploi pour mieux soutenir les travailleurs expérimentés ;
- **64,8 M$** pour la Stratégie pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 (des investissements totaux de 238,5 M$ ont été annoncés en juin 2019 pour cette Stratégie) ;
- **45,0 M$** pour bonifier le Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT**.**

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail. Les sommes suivantes se sont ajoutées au PAMO :

- **29 M$** pour favoriser la formation des travailleurs en entreprise;
- **14 M$** pour encourager l'intégration et le maintien en emploi des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 12 novembre 2020, des montants additionnels de 459 M$ sur deux ans sont prévus pour :

- **114,6 M$** pour mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre;
- **26 M$** pour faciliter la requalification des chômeurs;
- **65 M$** pour favoriser la formation dans des secteurs stratégies pour la relance;

- **77 M$** pour offrir un soutien particulier aux personnes handicapées;
- **76 M$** pour financer d'autres initiatives prioritaires;
- **75 M$** pour soutenir la diplomation à la formation professionnelle**;**
- **25 M$** pour favoriser l'accès et la diplomation au collégial.

c. Échéanciers.

Les travaux de mise en œuvre des actions prévues par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) se déroulent comme prévu.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail

COLLABORATION :

DATE : **18 mars 2021**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :
Budget et nombre de bénéficiaires du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), pour 2020-2021, ventilés par région et par secteur. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Participants actifs :
2020-2021 (données au 19 février 2021) : 1257 participants actifs, dont 757 nouveaux participants.

Dépenses d'intervention :
2020-2021 (données au 19 février 2021) : dépenses de 9 530,4 k$.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion et Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :
Détail des sommes reçues par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ventilées par poste de dépense au MTESS.

Exposé et statistiques :

Les sommes reçues en 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ventilées par poste de dépenses au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont :

	2020-2021 k$
Aide aux personnes et aux familles	40 800,0
Mise en œuvre des services publics d'emploi	4 200,0
Mesures d'aide à l'emploi	30 000,0
TOTAL	**75 000,0**

SOURCE : DGRFC-DB
DATE : 9 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70

Titre :

Indiquer pour 2020-2021 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec. Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle. Veuillez également inclure les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Indiquer pour 2020-2021 le nombre d'utilisateurs de services d'employabilité financés par le gouvernement du Québec :

Pour 2020-2021, les données au 19 février 2021 indiquent que 164 563 personnes ont bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi.

Veuillez également fournir la capacité de ces services à recevoir davantage de clientèle :

La capacité des services publics d'emploi à aider les personnes sans emploi est fonction du marché du travail, de l'évolution du bassin de clientèle, des besoins de celle-ci et des ressources allouées. Par exemple, lors d'un ralentissement économique, les budgets sont ajustés à la hausse pour soutenir davantage les entreprises ainsi que pour aider les personnes sans emploi à intégrer un emploi, notamment par le développement de leur employabilité.

La capacité d'accueil tient compte également des réalités territoriales, sachant que certaines régions affichent des taux d'emploi près du plein emploi, pendant que d'autres vivent des situations de chômage plus élevé. Aussi, les budgets sont alloués pour assurer l'équité entre les régions, les territoires ayant des bassins de chômeurs plus élevés recevant une part supérieure du budget, toutes proportions gardées.

Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a connu une baisse importante de participants à ses activités, malgré le ralentissement économique. Toutefois, les investissements, notamment dans les organismes spécialisés en développement de l'employabilité, se sont maintenus aux mêmes niveaux qu'avant afin de maintenir la capacité d'intervention. De plus, des réinvestissements ont été faits afin de les soutenir dans l'adaptation de la prestation de service afin de se conformer aux consignes de la santé publique.

Veuillez également inclure les prévisions pour 2021-2022 :

Les cibles du nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi et de taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi seront présentées lors du dépôt du Plan d'action 2021-2022 des services publics d'emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :
Coûts de la mise-en-œuvre du Programme objectif emploi et prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Programme objectif emploi est entré en vigueur le 1er avril 2018.

Les sommes dépensées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 15,0 M$ du 1er avril 2020 au 19 février 2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Secteur Emploi-Québec
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction du budget
DATE : 24 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :

Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial :

a) échanges;
b) analyses;
c) études.

Exposé et statistiques :

Les prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire et en milieu familial sont les mêmes.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :
État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.

Exposé et statistiques :

Depuis le 1er avril 2011, une exclusion de 100 $ par mois, pour chaque enfant à charge (plutôt que 100 $ par famille), est prévue aux fins du calcul des prestations d'assistance sociale lorsque le montant provient du versement d'une pension alimentaire (PAL) pour enfants.

Le budget du gouvernement du Québec, publié le 21 mars 2019, prévoit que dès 2019-2020, le montant de revenus de PAL pour enfants pouvant être exclu du calcul des aides financières gouvernementales passera, par enfant :

- de 100 $ à 350 $ par mois pour les programmes d'assistance sociale;
- de 1 200 $ à 4 200 $ par année pour le programme d'aide financière aux études.
- de 0 $ à 4 200 $ par année pour le programme d'aide juridique, ainsi que pour les programmes d'aide au logement.

L'exclusion bonifiée à 350 $ par mois par enfant des PAL pour enfants aux fins du calcul de la prestation d'assistance sociale est en vigueur depuis le 1er octobre 2019.

Le Ministère poursuit ses travaux d'analyse concernant l'exclusion complète des revenus de PAL pour enfants aux programmes d'assistance sociale afin de contribuer à réduire davantage la pauvreté et l'exclusion sociale des familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75

Titre :
Évaluation des besoins de main-d'œuvre par région et par secteur d'activité pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Le ministère a publié le 3 mars 2021 le document « État d'équilibre du marché du travail Mise à jour des diagnostics de moyen terme (2023) pour les 500 professions de la classification nationale des professions » disponible sur le site web du MTESS à l'adresse suivante :

  (https://www.quebec.ca/emploi/metiers-et-professions/information-sur-le-marche-du-travail/etat-dequilibre-du-marche-du-travail/)

- Cette production permet d'améliorer la connaissance des besoins actuels et futurs du marché du travail. Elle renseigne sur l'état d'équilibre du marché du travail à moyen terme (2023), en ce qui concerne 500 professions.

- On y trouve :
  - des prévisions d'emploi pour l'ensemble du marché du travail;
  - des diagnostics sur les besoins de main-d'œuvre par profession et par région administrative ainsi que pour les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal et de Québec.

- Les données présentées sur la page web, ainsi que dans la publication « État d'équilibre du marché du travail – Mise à jour des diagnostics de moyen terme (2023) pour les 500 professions de la classification nationale des professions », tiennent compte de l'évolution du marché du travail depuis le déclenchement de la crise sanitaire de la COVID-19.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information du marché du travail
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-76

Titre :
Liste des nouveaux programmes visant à pallier la pénurie de la main-d'œuvre, par secteurs, pour 2020-2021

Exposé et statistiques :

Le 17 janvier 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement de la « Grande Corvée » pour rejoindre les entreprises qui doivent conjuguer avec les nouvelles réalités du marché du travail. Cette vaste offensive a pour but d'écouter et d'outiller les entreprises qui évoluent dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre.

Au 31 mars 2020, plus de 24 000 entreprises ont été contactées dans l'ensemble des 17 régions depuis le lancement de la Grande Corvée. La moitié d'entre elles ont accepté d'échanger avec un conseiller sur leurs besoins et le soutien qui pourrait leur être offert dans le cadre de leurs démarches de recrutement.

En mai 2019, le ministre a lancé la Grande corvée 2.0 afin de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail.

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Le PAMO s'appuie notamment sur ce qui avait été mis en place dans le cadre de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 (SNMO) lancée au printemps 2018, mais il va plus loin et est conçu pour s'adapter en continu.

Cette démarche est entreprise sur quatre fronts :

- **Intégrer le plus grand nombre de personnes** au marché du travail et aider les entreprises dans le recrutement.
- **Adapter la main-d'œuvre actuelle** : soutenir les travailleurs dans l'adaptation de leurs compétences aux transformations de l'économie.
- **Préparer la future main-d'œuvre** en offrant des formations adaptées à l'évolution des besoins et inciter les jeunes à s'y inscrire.
- **Accroître la productivité des entreprises** en les accompagnant afin qu'elles augmentent leur productivité pour compenser la rareté de main-d'œuvre.

Le ministre a également effectué une tournée provinciale « En action pour la main-d'œuvre ». Dans le cadre cette tournée, le ministre a visité toutes les régions du Québec. Durant cette tournée, le ministre a fait différentes annonces pour pallier à la pénurie de main-d'œuvre. Les détails de cette tournée sont disponibles sur le site web « En action pour la main-d'œuvre » à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/marche-travail/tournee.asp.

Au cours de cette tournée, plusieurs modifications aux programmes, mesures et services d'emploi ont été annoncées afin de faire face à la rareté de la main-d'œuvre :

- Remboursement de 85 % des frais de formation des travailleurs et de réorganisation du travail liés à l'acquisition de nouveaux équipements afin de compenser la rareté de la main-d'œuvre par des gains de productivité.
- Lancement de la 2ème année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Des investissements de 3 M$ afin de compenser une partie des frais de recrutement et d'installation de travailleuses et de travailleurs qui s'établissent dans une autre région :

- De nouvelles mesures destinées aux entreprises souhaitant recruter des travailleurs étrangers temporaires, soit des investissements de 23 M$ pour les années 2019-2020 et 2020-2021.
- Des investissements de 6,9 M$ pour la mise en place d'une subvention salariale pour les travailleurs expérimentés qui travaillent à temps partiel (jusqu'alors la subvention ne pouvait être accordée que dans les cas d'emploi à temps plein).
- Lancement de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 qui comprends des investissements 238,5 M$ répartis sur cinq ans pour soutenir les personnes handicapées et les entreprises.
- Augmentation de 45 M$ du financement consacré au Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail. Ces investissements permettent de porter à 75 M$ par année l'enveloppe disponible pour ce programme.
- La bonification du crédit d'impôt pour les travailleurs de 60 ans et plus.
- Mise en place d'un crédit d'impôt pour les PME qui emploient des travailleurs de 60 ans et plus.
- Conclusion d'une entente de 138,5 M$ d'ici 2025 avec le gouvernement fédéral concernant le volet régional du programme Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ).

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail. Des actions sont mises en place afin de :

- Favoriser la formation des travailleurs en entreprise (29 M$ au MTESS)
- Encourager l'intégration et le maintien en emploi des personnes ayant des contraintes sévère à l'emploi (dépense fiscale de 14 M$)

Le 6 avril 2020, dès le début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise en place du « Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) » qui a été créé en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

- Ce programme a bénéficié d'un budget de plus de 150 M$, dont 50 M$ provenant du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) et 100 M$ provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT).
- Il visait à soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 en remboursant les dépenses qu'elles encourent pour réaliser des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le 4 juin 2020, le MTESS a mis en ligne le service de placement simplifié, gratuit et temporaire Jetravaille! afin de permettre aux entreprises de toutes les régions du Québec d'y inscrire leurs besoins de main-d'œuvre et aux personnes à la recherche d'un emploi de poser leur candidature sur les postes offerts dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre lié à la pandémie de la COVID-19.

Le 16 octobre 2020, s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet évènement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;
- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de

la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle ;

Le 26 novembre 2020, le ministre a fait l'annonce du Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entré en vigueur le 30 novembre 2020 :

- Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie de la COVID-19 et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande.
- Le PARAF est dotée d'une enveloppe de 114,6 M$ sur 2 ans et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.
- Dans le cadre de la mise à jour économique présentée le 12 novembre 2020, un montant additionnel de 26 M$ en 2020-2021 et en 2021-2022 a été accordés au ministère de l'Éducation, ainsi qu'au ministère de l'Enseignement supérieur, pour développer les programmes de formation nécessaires à la requalification des chômeurs, particulièrement des formations de courte durée.

Un Groupe d'action dédié à soutenir le secteur de l'hôtellerie a été mis en place le 20 novembre 2020. Il s'agit d'une approche qui mise sur la concertation entre les acteurs et les partenaires du milieu pour aider le secteur de l'hôtellerie à s'adapter aux transformations qui s'opèrent dans le marché du travail.

Le 2 décembre 2020, le ministre a fait l'annonce d'une somme de 10 M$ pour quatre mesures destinées à soutenir la santé mentale des travailleurs, des chômeurs, des chercheurs d'emploi et des personnes handicapées engagées dans un processus d'intégration ou de maintien en emploi. Ces sommes seront disponibles pour les projets qui se termineront avant le 31 mars 2021.

- Environ 10 000 salariés touchés par un licenciement collectif et qui seront confiés à un comité d'aide au reclassement auront accès un soutien en santé mentale grâce à un investissement de 4 M$.
- Une autre somme de 4 M$ permettra de soutenir près de 200 entreprises dans la mise en place d'un programme d'aide aux employés afin d'avoir recours aux services d'une professionnel externe en santé mentale.
- Un nouveau projet doté d'un budget de 1 M$ servira à former au moins 150 professionnels parmi les conseillers en emploi, les agents d'intégration en emploi et les conseillers en orientation de 24 organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées, membres du Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).
- 1 M$ servira à augmenter le nombre de personnes handicapées accompagnées dans un parcours vers l'emploi.

Le 13 janvier 2021, le ministre a fait l'annonce de nouvelles initiatives pour soutenir les travailleurs autonomes en matière de santé psychologique dans le contexte de crise sanitaire. Ces initiatives sont dotées d'une enveloppe de 1,5 M$ et incluent :

- Des webinaires sur la gestion du stress et la santé mentale créés par l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés qui sont offerts gratuitement aux travailleurs autonomes.
- Des activités plus ciblées aux niveaux local et régional s'adressant aux travailleurs autonomes et aux très petites entreprises.

Le 17 janvier 2021, deux mesures pour soutenir les emplois dans le secteur des technologies de l'information (TI) ont été annoncées.

- Un montant de 15 M$ a été réservé pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.
- Une somme de 4 M$ a aussi été ajoutée au PARAF afin d'accompagner davantage de personnes sans emploi vers des formations courtes en TI. Le 21 mars 2021, le ministre à participer à l'annonce du Plan d'action pour le secteur de la construction, lequel

prévoit des investissements de 32,4 M$ sur deux ans afin de remédier à la rareté de la main-d'œuvre dans cette industrie. Le gouvernement entend faciliter l'accès aux emplois de cette industrie et miser sur une meilleure intégration de la main-d'œuvre qui y est peu représentée.

Enfin, plusieurs projets annoncés par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale contribuent à l'atteinte des objectifs du PAMO :

26 février 2021 :

Aide financière de 0,1 M$ à Humanis, le centre de formation continue du Cégep de Chicoutimi pour offrir une formation d'agent bilingue de centre d'assistance technique en informatique.

25 février 2021 :

Aide financière de 1,2 M$ pour 9 ententes visant à mettre en place des formations de courtes durées dans la région de la Capitale-Nationale, notamment dans les secteurs prioritaires que sont la santé, la construction et les technologies de l'information.

23 février 2021 :

Aide financière de près de 0,1 M$ au Centre de services scolaires des Patriotes pour soutenir la mise en œuvre d'un programme d'études en esthétique automobile.

15 février 2021 :

Aide financière de 1,6 M$ pour six projets de partenaires du marché du travail visant la promotion et la valorisation des métiers et des professions en demande.

12 février 2021 :

Aide financière de près de 1,9 M$ au regroupement des cégeps de Montréal afin de mettre en œuvre 27 formations intensives de courtes durées s'adressant aux personnes en chômage.

9 février 2021 :

Aide financière de près de 0,2 M$ à l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS) pour analyser les besoins de formation pour les professions de l'audiovisuelle.

2 décembre 2020 :

Aide financière de 1,4 M$ au Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec pour un projet d'intégration en emploi de jeunes diplômés.

28 novembre :

Aide financière de près de 0,5 M$ au comité paritaire de l'automobile de la Mauricie pour soutenir la formation de travailleurs dans le domaine de la mécanique automobile.

25 novembre 2020 :

Aide financière de 1,8 M$ accordée au Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale pour renouveler le programme Ton 1er emploi en aérospatiale.

23 novembre 2020 :

Aide financière de près de 0,6 M$ accordée à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour mettre en place le projet Passerelle sectorielle qui vise à soutenir la recherche d'emploi des personnes immigrantes prêtes à intégrer le marché du travail.

9 novembre 2020 :

Aide financière de 0,3 M$ accordée à Pomelo Santé (Chronometriq) afin de soutenir le développement des compétences de travailleurs à Montréal.

4 novembre 2020 :

Aide financière de 0,3 M$ accordée à CargoM pour soutenir le recrutement dans le secteur du transport et de la logistique.

2 novembre 2020 :

Aide financière de près de 0,3 M$ accordée à Finance Montréal pour la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement de la main-d'œuvre dans le domaine financier de la région métropolitaine de Montréal.

20 octobre 2020 :

Aide financière de près de 0,4 M$ accordée au Service Intégration Travail Outaouais (SITO) pour réaliser un projet permettant à des jeunes de 16 à 30 ans issus de l'immigration de

développer leur autonomie et faciliter leur intégration au marché du travail.

3 septembre 2020 :

Aide financière de 1,8 M$ accordée à l'organisme Déclic afin de soutenir des projets destinés à favoriser l'intégration en emploi des jeunes dans la région de Montréal.

1er septembre 2020 :

Aide financière de 0,1 M$ à l'Association touristique régionale des Îles-de-la-Madeleine pour la formation et le maintien en emploi des travailleurs de ce secteur.

31 août 2020 :

Aide financière de près de 0,5 M$ accordée au CJE des Îles pour un projet visant à favoriser l'intégration en emploi des jeunes de 16 à 30 ans vivant des obstacles importants face au marché du travail.

27 août 2020 :

Aide financière de près de 0,5 M$ accordée à la Chambre de commerce de Charlevoix afin de soutenir un projet favorisant l'embauche de jeunes de 16 à 30 ans.

24 août 2020 :

Aide financière de près de 2,0 M$ accordée pour la formation des employés de l'usine Bridgestone à Joliette.

20 août 2020 :

Aide financière de près de 0,4 M$ accordée au CJE La Bivoie pour un projet visant à soutenir des jeunes dans l'acquisition de compétences.

17 août 2020 :

Aide financière de 0,6 M$ accordée au Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH) pour un projet qui permettra d'accompagner des étudiants vivant avec un handicap dans le cadre d'un stage en entreprise et ainsi préparer leur entrée sur le marché du travail.

6 août 2020 :

Aide financière accordée au CJE des comtés Iberville/Saint-Jean pour permettre à des jeunes de la Montérégie à vivre une expérience de travail.

16 juillet 2020 :

Aide financière de près de 0,8 M$ accordée Alliance Magnésium pour la création et le maintien d'emploi en Estrie.

7 juillet 2020 :

Aide financière de 0,4 M$ accordée pour soutenir la formation en boucherie en Mauricie et au Centre-du-Québec dans le cadre de formation en alternance travail-études. 12 mars 2020 :

Aide financière de 0,1 M$ attribuée à Inclusia afin de soutenir une formation adaptée, en alternance travail-études, en services alimentaires destinée aux personnes handicapées.

4 juin 2020 :

Jetravaille ! Un nouveau service « intelligent » sur Québec.ca pour la relance de l'emploi.

- Le MTESS a lancé Jetravaille!, un nouveau service Web simplifié, gratuit et temporaire qui utilise l'intelligence artificielle pour faciliter la relance de l'emploi dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Jetravaille! permet de jumeler des employeurs et les chercheurs d'emploi, en fonction de leurs besoins, de leurs lieux géographiques, des disponibilités et des compétences recherchées.

21 avril 2020 :

Une plateforme transitoire d'offres d'emploi pour les entreprises prioritaires

- Le Ministère propose une plateforme web transitoire d'affichage d'emplois qui permet aux entreprises qui sont considérées comme des services prioritaires ou qui exercent des activités prioritaires de publier des offres d'emploi et de les faire connaître rapidement aux personnes à la personne à la recherche d'un emploi.

6 avril 2020 :

Le Programmes actions concertés pour le maintien en emploi (PACME)

- Le PACME aide les entreprises à traverser la crise en favorisant le retour au travail de leurs employés par le biais de subventions pour des activités de formation. L'investissement initiale était de 100 M$ pour une durée de 6 mois.
- Fort du succès du PACME, le Ministère a bonifié de 50 M$ l'enveloppe du Programme le 15 mai 2020.

9 mars 2020 :

Soutien financier de 1,9 M$ pour permettre à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.

8 mars 2020 :

Aide financière de 0,7 M$ pour soutenir la mise en place du projet Inclusion des femmes dans le milieu manufacturier afin d'augmenter la présence des femmes dans le secteur manufacturier.

25 février 2020 :

Aide financière de 3,2 M$ au Collectif régional de développement (CRD) du Bas-Saint-Laurent afin de soutenir la mise en place d'un projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

24 février 2020 :

Aide financière de 1,3 M$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.

17 janvier 2020 :

Attribution d'une aide financière de 1,8 M$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.

17 janvier 2020 :

Investissement de 0,6 M$ à la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.

16 janvier 2020 :

Aide financière de 1,0 M$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.

15 janvier 2020 :

Soutien financier de 0,5 M$ pour le projet de partage de la main-d'œuvre Réseau ALIRA (Alliance-Interaction-Ressources humaines-Atypique) afin de permettre à des travailleurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean de prolonger leur période d'emploi et aux entreprises de la région de pourvoir leurs postes disponibles.

9 janvier 2020 :

Aide financière de 1,2 M$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle.

1er novembre 2019 :

Soutien financier de 0,4 M$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorités par la CPMT.

26 septembre 2019 :

Investissement pouvant atteindre 0,2 M$ afin de soutenir un consortium d'entreprises en matière de recrutement d'employés et de formation en soudage-montage.

20 septembre 2019 :

Investissements de 2,1 M$ pour le développement des compétences de 244 travailleuses et travailleurs du secteur de la transformation du bois dans toutes les régions du Québec.

15 août 2019 :

Soutien pour la formation de 134 employés et la stabilisation de 84 emplois dans le domaine de la transformation des produits marins.

- Les Pêcheries Marinard ltée : 0,6 M$
- Les Pêcheries Gaspésiennes inc. : 0,4 M$

15 juillet 2019 :

Aide financière de 23,4 M$, répartie jusqu'en 2023, attribuée à SCALE AI, un pôle d'investissement axé sur l'application de l'intelligence artificielle.

9 juillet 2019 :

Soutien aux entreprises Rodeo FX et Scanline VFX afin de contribuer à la formation de 802 employés, dont 500 nouveaux, dans le secteur des effets visuels et de l'animation.

- Rodeo FX : 2 M$
- Scanline VFX : 0,7 M$

27 juin 2019 :

Aide financière de 1,9 M$ pour la formation des mécaniciens dans la réparation et l'entretien des véhicules électriques.

23 mai 2019 :

Investissements de 2,7 M$ afin de soutenir quatre entreprises montréalaises dans le développement des compétences de leur main-d'œuvre, contribuant à la création de 866 emplois et au maintien de 302 autres :

- Stradigi IA inc. : 2 M$
- Missfresh : 0,3 M $
- TRJ Telecom : 0,3 M$.
- Thinkmax : 0,2 M $

6 mai 2019 :

Soutien pour la formation en alternance travail-études de 278 travailleurs dans les secteurs de la fabrication métallique industrielle et de l’automobile. Il s’agit d’un investissement de 5,2 M$ dans le cadre du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorités par la CPMT.

5 avril 2019 :

Investissement additionnel de 0,8 M$ pour le projet FermEmploi. La deuxième phase de ce projet a débuté en mai 2019 et vise à répondre aux besoins de main-d'œuvre de 80 employeurs du milieu agricole partout au Québec.

5 avril 2019 :

Mise en place d'un programme de formation de courte durée pour former des aide-cuisiniers dans neuf régions du Québec. Il s’agit d’un investissement de 1,1 M$ dans le cadre du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorités par la CPMT.

18 mars 2019 :

Attribution de 2 M$ pour un projet pilote coordonné par le Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).

- Embauche de 28 agents d'intégration au Québec par l'intermédiaire des organismes spécialisés membres du ROSEPH pour accompagner des personnes en situation de handicap dont les besoins d'accompagnement en milieu de travail sont complexes et importants et répondre à leurs besoins et à ceux des employeurs.

5 mars 2019 :

Investissement de 35 M$ d'ici 2022-2023 pour soutenir la formation continue dans l'industrie des produits forestiers :

- 30 M$, soit 6 M$ par année jusqu'en 2022-2023, pour appuyer des projets de formation, de développement des compétences et de gestion des ressources humaines dans ce milieu;

- 5 M$, soit 1 M$ par année jusqu'en 2022-2023, pour développer l'offre de formation continue dans le secteur de la transformation du bois.

25 février 2019 :

Aide financière de près de 3,8 M$ du gouvernement du Québec à Coginov pour le développement d'une plateforme intelligente de gouvernance informationnelle permettant aux entreprises clientes d'implémenter une gouvernance globale de leurs données :

- 3,3 M$ sur 10 ans provenant du ministère de l'Économie et de l'Innovation, par l'entremise du Fonds du développement économique administré par Investissement Québec, afin d'appuyer l'entreprise dans la réalisation de son projet.
- 475 000 $ de la part du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, par l'intermédiaire de la Mesure de formation, pour soutenir le plan de formation de l'entreprise en lien avec le développement de leur plateforme intelligente

22 février 2019 :

Soutenir les entreprises ayant des difficultés de recrutement :

- Attribution d'une aide financière de près de 377 000 $ dans le cadre de ce programme à Simetech Environnement, une filiale de Campor Environnement, pour permettre à 15 employés d'être formés et d'obtenir une attestation d'études professionnelles en nettoyage industriel.

18 février 2019 :

Le Ministère accompagne l'entreprise Dévolutions dans ses projets de croissance :

- Annonce de l'attribution d'une aide financière de 16 500 $ pour couvrir 50 % des frais d'une formation permettant le développement des compétences,
- Accompagner une vingtaine de membres de la direction et des chefs d'équipe en matière de gestion des ressources humaines.

L'exercice financier 2020-2021 débute avec d'importants bouleversements sur le marché du travail en raison de la pandémie de la COVID-19. Le Ministère a agi rapidement pour soutenir les entreprises et les travailleurs.

-

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et de l'information sur le marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 19 mars 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-77

Titre :

Pour chaque programme visant à : 1) soutenir la formation dans les secteurs prioritaires; 2) faciliter la requalification des chômeurs pandémiques ; 3) rehausser les compétences, lister et spécifier; et 4) tout autre programme, pour 2020-2021 :

a) le budget accordé par programme;
b) la part du budget dédiée à la communication;
c) la part du budget dédiée aux plateformes web ;
d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;
e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;
f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;
g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2020-2021;
h) la durée des formations;
i) le type d'attestation délivrée.

Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME)

- En raison des conséquences économiques et financières pour les entreprises et la main-d'œuvre de la pandémie de la COVID-19, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ont développé le Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME). Ce programme offrait un soutien financier axé sur le maintien du lien d'emploi et le développement des compétences des travailleurs pendant la période de ralentissement économique. Il s'adressait aux entreprises dont les activités régulières ont été affectées par la pandémie de la COVID-19. Il était composé de deux volets : soutien direct aux entreprises et soutien par l'entremise des promoteurs collectifs.
- Ce programme temporaire visait à optimiser le fonctionnement des entreprises et du marché du travail en favorisant le développement des compétences des travailleurs et la mise en place de bonnes pratiques en gestion des ressources humaines (GRH).
- Il consistait en une aide directe aux entreprises pour des activités de formation, notamment, sur les lieux de travail, en ligne ou à distance, afin de profiter de la période de ralentissement pour accroître les compétences de la main-d'œuvre et maintenir les travailleurs en emploi et ainsi favoriser la relance économique.

a) le budget accordé par programme;

- Le PACME était doté d'un budget de 150 M$, soit 100 M$ provenant du FDMT pour le volet Entreprises et de 50 M$ provenant du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) pour le volet Promoteurs collectifs.

b) la part du budget dédiée à la communication;

- Aucun budget de communication n'a été alloué au dossier du PACME en 2020-2021. Par conséquent, aucune facture de communication n'a été payée pour ce dossier. Toutes les activités de communication ont consisté à la participation du MTESS et de la CPMT à des webinaires.

c) la part du budget dédiée aux plateformes web ;

- Aucun budget n'a été alloué à la plateforme web. Les informations du programme ont été rendues publiques sur le site gouvernemental Québec.ca.

d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;

- À la suite de l'annonce du ministre, l'ensemble du réseau de Services Québec s'est mobilisé pour offrir ce programme à la clientèle.
- Aucun ETC supplémentaire n'a été requis pour la mise en œuvre du PACME.
- Au printemps 2020, le formulaire EQ-6543 a été produit pour le volet collectif du PACME. Il n'y a pas de coûts liés aux ressources matérielles puisque le formulaire était disponible seulement en version électronique.

e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;

- Ces données ne sont pas disponibles.

f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;

- Ces données ne sont pas disponibles.

g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2020-2021;

- Ces données ne sont pas disponibles.

h) la durée des formations;

- Voir réponse question g.

i) le type d'attestation délivrée.

- Voir réponse question g.

Prévisions pour 2021-2022.

- Le PACME est terminé.

Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF)

- Le 26 novembre 2020, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a fait l'annonce du PARAF qui est entré en vigueur le 30 novembre 2020.
- Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, particulièrement celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie de COVID-19 et qui souhaitent rehausser leurs compétences ou se requalifier afin d'occuper un emploi en demande et dans les secteurs prioritaires.
- Ce programme leur accorde une allocation de requalification de 500 $ par semaine, suivant leur admissibilité à une formation menant à des professions ou métiers en demande, et ce, pour toute la durée de la formation.
- Les personnes intéressées par le PARAF doivent avoir déposé une demande de service d'ici le 30 avril 2021 et rencontrer un agent d'aide à l'emploi d'un bureau de Services Québec. La formation doit, quant à elle, avoir débuté au plus tard le 25 septembre 2021. Les personnes ayant commencé une formation entre le 3 août et le 30 novembre 2020 ont aussi reçu l'allocation de requalification de 500 $ à compter du 30 novembre 2020.

a) le budget accordé par programme;

- Le PARAF est doté d'une enveloppe de 114,6 M$ et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes.

b) la part du budget dédiée à la communication;

- Un budget de 100 000 $ a été alloué pour le PARAF en 2020-2021. En date du 28 février 2021, aucune facture de communication n'a été payée.

c) la part du budget dédiée aux plateformes web ;

- Aucun budget n'a été alloué à la plateforme web. Les informations du programme ont été rendues publiques sur le site gouvernemental Québec.ca.

d) les ressources humaines et les ressources matérielles allouées;

- À la suite de l'annonce du ministre, l'ensemble du réseau de Services Québec s'est mobilisé pour offrir ce programme à la clientèle.
- Aucun ETC supplémentaire n'a été requis pour la mise en œuvre du PARAF.

e) le nombre de personnes ayant bénéficié de ces programmes, ventilé par genre, par âge et par région;

- Les données sont disponibles à l'annexe 1.

f) le nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région;

- Les données sont disponibles à l'annexe 2.

g) le nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2020-2021;

- Les données sont disponibles à l'annexe 3.

h) la durée des formations;

- Sur la base des durées normées des programmes de formation, et sur les participations aux programmes selon le type de formation suivi, la durée moyenne prévue des programmes de formation est d'environ 1 200 heures.

i) le type d'attestation délivrée.

- Les données sont disponibles à l'annexe 4.

Prévisions pour 2021-2022 :

- Le PARAF prendra fin le 30 avril 2021. Néanmoins, les personnes qui ont déposé une demande auront jusqu'au 25 septembre 2021 pour débuter la formation et recevront une allocation de requalification de 500 $ par semaine pour toute la durée de la formation.
- Aucune prévision d'investissements pour 2021-2022 n'était disponible au 19 février 2021. Les engagements reportés vers 2021-2022 étaient de 30 M$.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction générale des communications
Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales
Direction des systèmes ministériels et de la transformation numérique
VALIDATION:
DATE : 8 avril 2021

PARAF - Participants selon la direction régionale de Services Québec, l'âge et le sexe (données au 19 février 2021, en nombre d'individus)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec	**8 726**	**100,00%**

Région		
Bas St Laurent	332	3,80%
Saguenay Lac St Jean	457	5,20%
Capitale Nationale	932	10,70%
Mauricie	346	4,00%
Estrie	489	5,60%
Montréal	1 823	20,90%
Outaouais	258	3,00%
Abitibi Témiscamingue	108	1,20%
Côte Nord	138	1,60%
Nord du Québec	14	0,20%
Gaspésie Les Îles	212	2,40%
Chaudière Appalaches	393	4,50%
Laval	354	4,10%
Lanaudière	594	6,80%
Laurentides	704	8,10%
Montérégie	1 270	14,60%
Centre du Québec	303	3,50%

Sexe		
Femme	4 332	49,60%
Homme	4 394	50,40%

Groupe d`âge		
Moins de 20 ans	261	3,00%
De 20 à 24 ans	1 277	14,60%
De 25 à 29 ans	1 493	17,10%
De 30 à 34 ans	1 311	15,00%
De 35 à 39 ans	1 337	15,30%
De 40 à 44 ans	1 169	13,40%
De 45 à 49 ans	819	9,40%
De 50 à 54 ans	574	6,60%
55 ans et plus	511	5,80%

PARAF - Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien financier, ventilé par genre, par âge, par secteur et par région (données au 19 février 2021, en nombre d'individus avec allocations)

	Nombre	Pourcentage
Ensemble du Québec	**5 181**	**100,00%**

Région		
Bas St Laurent	169	3,30%
Saguenay Lac St Jean	250	4,80%
Capitale Nationale	479	9,20%
Mauricie	184	3,50%
Estrie	328	6,30%
Montréal	1 187	22,80%
Outaouais	178	3,40%
Abitibi Témiscamingue	61	1,20%
Côte Nord	64	1,20%
Nord du Québec	8	0,20%
Gaspésie Les Îles	88	1,70%
Chaudière Appalaches	158	3,00%
Laval	214	4,10%
Lanaudière	379	7,30%
Laurentides	463	8,90%
Montérégie	796	15,30%
Centre du Québec	189	3,60%

Sexe		
Femme	2 939	56,60%
Homme	2 255	43,40%

Groupe d'âge		
Moins de 20 ans	143	2,70%
De 20 à 24 ans	819	15,70%
De 25 à 29 ans	948	18,20%
De 30 à 34 ans	819	15,70%
De 35 à 39 ans	824	15,80%
De 40 à 44 ans	709	13,60%
De 45 à 49 ans	426	8,20%
De 50 à 54 ans	305	5,90%
55 ans et plus	208	4,00%

Secteurs de la formation		
01 - Administration, commerce et informatique	1 895	36,40%
02 - Agriculture et pêches	125	2,40%
03 - Alimentation et tourisme	104	2,00%
04 - Arts	17	0,30%
05 - Bois et matériaux connexes	18	0,30%
06 - Chimie et biologie	46	0,90%
07 - Bâtiment et travaux publics	479	9,20%
08 - Environnement et aménagement du territoire	14	0,30%
09 - Électrotechnique	246	4,70%
10 - Entretien d'équipement motorisé	229	4,40%
11 - Fabrication mécanique	138	2,70%
12 - Foresterie et papier	29	0,60%
13 - Communications et documentation	91	1,80%
14 - Mécanique d'entretien	40	0,80%
15 - Mines et travaux de chantier	50	1,00%
16 - Métallurgie	160	3,10%
17 - Transport	263	5,10%
18 - Cuir, textile et habillement	19	0,40%
19 - Santé	823	15,80%
20 - Services sociaux, éducatifs et juridiques	311	6,00%
21 - Soins esthétiques	46	0,90%
Universitaire	26	0,50%
Inconnu	31	0,60%

PARAF - Nombre de formations admises à l'intérieur de ces programmes, ventilé par région et par secteur économique, pour 2020-2021(données au 19 février 2021, en nombre de participations)

Secteurs de la formation	Participations
01 - Administration, commerce et informatique	2 684
02 - Agriculture et pêches	246
03 - Alimentation et tourisme	187
04 - Arts	23
05 - Bois et matériaux connexes	37
06 - Chimie et biologie	59
07 - Bâtiment et travaux publics	1 102
08 - Environnement et aménagement du territoire	22
09 - Électrotechnique	359
10 - Entretien d'équipement motorisé	305
11 - Fabrication mécanique	224
12 - Foresterie et papier	46
13 - Communications et documentation	147
14 - Mécanique d'entretien	61
15 - Mines et travaux de chantier	330
16 - Métallurgie	364
17 - Transport	708
18 - Cuir, textile et habillement	29
19 - Santé	1 247
20 - Services sociaux, éducatifs et juridiques	512
21 - Soins esthétiques	66
Universitaire	76
Inconnu	43
TOTAL des participations	8877

Région	Participations
Bas St Laurent	343
Saguenay Lac St Jean	466
Capitale Nationale	961
Mauricie	358
Estrie	495
Montréal	1 837
Outaouais	259
Abitibi Témiscamingue	108
Côte Nord	146
Nord du Québec	14
Gaspésie Les Îles	219
Chaudière Appalaches	416
Laval	356
Lanaudière	601
Laurentides	709
Montérégie	1 284
Centre du Québec	305
TOTAL des participations	8877

PARAF - Type d’attestation délivrée (données au 19 février 2021, en nombre de participations)

Selon le type de formation suivie	Participations
Secondaire – DEP	5 481
Secondaire – ASP	11
Secondaire – AEP	526
Collégiale – DEC	205
Collégiale – AEC	2 578
Universitaire	76
Total	8 877

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-78

Titre :
Liste des investissements accordés aux entreprises pour la formation de leurs employés, par secteur, par nombre d'employés et par région, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Les subventions accordées aux entreprises pour la formation de leurs travailleurs se fait principalement par la mesure de formation-volet entreprise.
- En 2020-2021, des activités de formation ont aussi pu être subventionnées dans le cadre du PACME dans le volet Entreprises et dans le volet Promoteurs collectifs. Le dépôt des projets a été accepté :
  - du 15 mars au 25 mai 2020 pour le volet Entreprises;
  - du 15 mars au 15 juin 2020 pour le volet Promoteurs collectifs.
- Les montants investis pour la mesure de formation volet entreprises sont présentés à l'annexe 1, alors que ceux investis pour le volet entreprise du PACME sont présentés à annexe 2.
- Pour le volet Promoteurs collectifs du PACME, les engagements sont de 51,5 M$ en 2020-2021. Les ententes de subvention sont signées par les promoteurs. Les données par code SCIAN, par taille d'entreprise ou par région ne sont pas disponibles. La ventilation du nombre de projets par régions et par secteur d'activité économique est présentée à l'annexe 3.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de compte
VALIDATION :
DATE : 2021-04-06

Mesure de formation volet entreprise

Par code SCIAN pour 2020-2021	Engagements ($)
Code Scian à 2 chiffres	
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 115 537
21 Extraction minière, exploitation et carrière, et extraction de pétrole et de gaz	738 936
22 Services publics	752 109
23 Construction	4 247 561
31-33 Fabrication	33 793 731
41 Commerce de gros	4 975 863
44-45 Commerce de détail	5 473 240
48-49 Transport et entreposage	2 055 493
51 Industrie de l`information et industrie culturelle	4 447 413
52 Finance et assurances	3 292 910
53 Services immobiliers et services de location à bail	1 045 713
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	17 343 442
55 Gestion de sociétés et d`entreprises	1 405 298
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d`assainissement	2 256 084
61 Services d`enseignement	16 318 144
62 Soins de santé et assistance sociale	4 465 572
71 Arts, spectacles et loisirs	2 946 484
72 Services d`hébergement et de restauration	1 523 065
81 Autres services (sauf les administrations publiques	12 150 008
91 Administrations publiques	1 316 794
Total	124 663 407

Par taille de l’entreprise (nombre d’employés)	Engagements ($)
Taille de l`entreprise ou de l`organisme	
Aucun employé	7 280 811
1 à 5 employés	16 096 070
6 à 10 employés	11 548 010
11 à 25 employés	18 469 980
26 à 49 employés	13 968 308
50 à 99 employés	12 221 954
100 à 249 employés	18 007 861
250 à 499 employés	9 678 138
500 à 999 employés	3 899 658
1000 à 2499 employés	2 881 948
2500 employés et +	2 177 860
Inconnue	8 432 803
Total	124 663 407

Par région	Engagements ($)
Région	
Bas - St - Laurent	5 246 759
Saguenay - Lac - St - Jean	4 377 992
Capitale - Nationale	12 704 282
Mauricie	4 223 463
Estrie	4 954 610
Montréal	35 504 052
Outaouais	3 200 147
Abitibi - Témiscamingue	1 840 069
Côte - Nord	1 231 038
Nord - du - Québec	2 595 754
Gaspésie - Les - Îles	2 524 936
Chaudière - Appalaches	6 898 504
Laval	3 546 761
Lanaudière	5 157 119
Laurentides	5 917 274
Montérégie	20 307 158
Centre - du - Québec	3 336 578
Central	1 096 902
Total	124 663 407

Note : Données au 19 février 2021.

PACME volet entreprise

Par code SCIAN pour 2020-2021	Engagements ($)
Code Scian à 2 chiffres	
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 969 525
21 Extraction minière, exploitation et carrière, et extraction de pétrole et de gaz	900 722
22 Services publics	337 083
23 Construction	7 032 475
31-33 Fabrication	30 589 965
41 Commerce de gros	7 315 620
44-45 Commerce de détail	10 070 305
48-49 Transport et entreposage	2 734 859
51 Industrie de l`information et industrie culturelle	6 490 401
52 Finance et assurances	2 502 690
53 Services immobiliers et services de location à bail	1 950 849
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	20 159 335
55 Gestion de sociétés et d`entreprises	2 521 609
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d`assainissement	5 475 819
61 Services d`enseignement	862 105
62 Soins de santé et assistance sociale	5 494 724
71 Arts, spectacles et loisirs	3 460 118
72 Services d`hébergement et de restauration	3 118 722
81 Autres services (sauf les administrations publiques	6 877 995
91 Administrations publiques	487 537
Total	122 352 469

Par taille de l’entreprise (nombre d’employés)	Engagements ($)
Taille de l`entreprise ou de l`organisme	
Aucun employé	2 257 792
1 à 5 employés	16 872 591
6 à 10 employés	17 713 482
11 à 25 employés	25 868 934
26 à 49 employés	20 337 529
50 à 99 employés	16 296 426
100 à 249 employés	13 296 730
250 à 499 employés	4 678 617
500 à 999 employés	2 876 361
1000 à 2499 employés	1 149 816
2500 employés et +	824 929
Inconnue	179 255
Total	122 352 469

Par région	Engagements ($)
Région	
Bas - St - Laurent	5 530 059
Saguenay - Lac - St - Jean	3 406 719
Capitale - Nationale	12 608 990
Mauricie	5 313 336
Estrie	6 705 952
Montréal	18 583 778
Outaouais	3 351 073
Abitibi - Témiscamingue	4 425 804
Côte - Nord	1 215 936
Nord - du - Québec	531 224
Gaspésie - Les - Îles	2 278 177
Chaudière - Appalaches	9 480 475
Laval	2 632 833
Lanaudière	9 759 086
Laurentides	11 102 253
Montérégie	22 382 575
Centre - du - Québec	3 044 191
Central	.
Total	122 352 469

Note : Données au 19 février 2021.

PACME volet promoteurs collectifs

Répartition des projets selon les régions visées - PACME volet collectif- Données au 28 août 2020				
Code région	Région visée	Nombre de projets	Nombre d'entreprises	Nombre de travailleurs visés
1	Bas-Saint-Laurent	3	90	130
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	78	216
3	Capitale-Nationale	10	3 070	3 486
4	Mauricie	17	328	509
5	Estrie	12	318	455
6	Montréal	5	100	105
7	Outaouais	3	50	62
8	Abitibi-Témiscamingue	10	272	367
9	Côte-Nord	6	104	119
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	99	222
12	Chaudière-Appalaches	6	170	3 780
13	Laval	2	27	27
14	Lanaudière	10	401	640
15	Laurentides	25	539	852
16	Montérégie	29	636	790
17	Centre-du-Québec	7	205	240
2 régions et plus	Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-SaintJean, Capitale-Nationale, Mauricie, Estrie, Montréal, Outaouais, ChaudièreAppalaches, Lanaudière, Laurentides, Montérégie et Centre-du-Québec.	1	8	48
2 régions et plus	Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-SaintJean, Capitale-Nationale, Mauricie, Estrie, Montréal, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Laurentides et Montérégie.	4	25	136
2 régions et plus	Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nord-du-Québec	1	170	3 000
2 régions et plus	Bas-Saint-Laurent et Centre-du-Québec	1	4	18
2 régions et plus	Côte-Nord, Abitibi, Saguenay-Lac-St-Jean, Nord-du-Québec	1	6	24
2 régions et plus	Lanaudière et Laurentides	1	112	112
2 régions et plus	Montérégie et Montréal	1	5	2 790
Toutes les régions	Toutes les régions	264	41 942	124 346
Total général		429	48 759	142 474

Répartition des projets selon le secteur d'activité économique - PACME volet promoteurs collectifs - Données au 28 août 2020	
Secteur d'activité économique	Nombre de projets – Volet Promoteurs collectifs
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	12
Extraction minière, de pétrole et de gaz	5
Services d'utilité publique	-
Construction	29
Fabrication	78
Commerce de gros	-
Commerce de détail	24
Transport et entreposage	5
Industrie de l'information et industrie culturelle	-
Finance et assurances	2
Services immobiliers et services de location à bail	2
Services professionnels, scientifiques et techniques	2
Gestion de sociétés et d'entreprises	-
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9
Services d'enseignement	-
Soins de santé et assistance sociale	15
Arts, spectacles et loisirs	43
Services d'hébergement et de restauration	15
Autres services (sauf les administrations publiques)	22
Administrations publiques	-
Multisectoriel	166
Total	429

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-79

Titre :
Liste des ententes et subventions accordées aux entreprises pour la formation de professionnels ou gens de métiers qui ne sont pas leurs employés, par secteur, par région, en spécifiant la durée des ententes, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Le MTESS accorde des subventions aux entreprises pour la formation de leurs travailleurs uniquement.
- Aucune donnée n'est donc disponible pour 2020-2021.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-80

Titre :
Le nombre de prestataires d'aide de dernier recours qui ont également reçu des sommes du gouvernement fédéral dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les remboursements anticipés par le ministère

Exposé et statistiques :

- Le Ministère ne possède pas les données sur le nombre de prestataires qui ont reçu simultanément des prestations d'un programme d'assistance sociale et des sommes du gouvernement fédéral par l'entremise des prestations temporaires mises en place dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux
VALIDATION:
DATE : 7 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-81

Titre :
Fonds d'urgence pour soutenir les organismes communautaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19 annoncé le 21 septembre 2020, les sommes octroyées par bénéficiaire ventilé par région.

Exposé et statistiques :

Une liste des organismes communautaires soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) dans le cadre du Fonds d'urgence lié à la COVID-19 est en annexe. (Données financières au 28 février 2021)

Source : SACAIS
Collaboration : DGSSAC
Date : 9 avril 2021

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SOUTENUS DANS LE CADRE DU FONDS D'URGENCE LIÉ À LA COVID
(Données financières au 28 février 2021)

Région (Numéro)	Région (Nom)	Programme	Organisme	Versé au 28 février 2021
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	FAACA	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	6 290,00 $
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	FAACA	Mouvement Action Chômage Lac-St-Jean	1 800,00 $
3	Capitale-Nationale	FAACA	Comité populaire Saint-Jean-Baptiste	8 941,00 $
5	Estrie	FAACA	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	3 099,00 $
6	Montréal	FAACA	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	60 347,00 $
6	Montréal	FAACA	Fondation Rivières	15 000,00 $
6	Montréal	FAACA	Ligue des droits et libertés	12 719,00 $
6	Montréal	FAACA	Mouvement Action-Chômage de Montréal	2 328,00 $
6	Montréal	FAACA	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	11 250,00 $
9	Côte-Nord	FAACA	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	5 357,00 $
12	Chaudière-Appalaches	FAACA	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	2 100,00 $
15	Laurentides	FAACA	Mouvement Personne d'Abord de Saint-Jérôme et ses environs	1 725,00 $
16	Montérégie	FAACA	Comité logement Rive-Sud	2 831,00 $
16	Montérégie	FAACA	Dynamique des Handicapés de Granby et Région	960,00 $
			DÉPENSE FONDS D'URGENCE COVID	**134 747,00 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-82

Titre :
Dépenses supplémentaires engagées par le ministère en lien avec la crise sanitaire liée à la COVID-19 en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Tableaux des dépenses réelles au 28 février 2021

Dépenses en lien avec la COVID-19	Dépenses au 28 février 2021 (en $)
Rémunération	683 120
Total Rémunération	**683 120**
Fonctionnement	
Programme d'aide temporaire aux travailleurs (PATT)	1 834 417
Agents de sécurité	1 629 502
Achat fournitures, équipements et entretien	647 036
Téléphonie	443 364
Messagerie et courrier	862
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	1 721 847
Autres	912 562
Total fonctionnement	**7 189 590**
Mesures d'Aide financière	
PATT	284 686
Je bénévole	49 410
Total mesures d'aide financière	**334 096**
Fonds spéciaux	
Je travaille (Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	423 857
Programme actions concertées pour le maintien en emploi-PACME (FDMT)	125 500 000
Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation-PARAF (FDMT)	7 160 700
Autres programmes du FDMT déjà existant impactés	17 582 543
Total Fonds spéciaux	**150 667 100**
GRAND TOTAL	**158 873 906**

SOURCE : Direction générale des ressources financières et contractuelles
COLLABORATION : Tous les secteurs du MTESS
VALIDATION:
DATE : 6 avril 2021

1RP82_04-06_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-83

Titre :
Concernant l'accès à l'information :

a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.
b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021
c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.

Par rapport au 31 mars 2020, 3 effectifs supplémentaires ont été affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021. Ces ajouts visaient à combler des postes vacants au sein de l'unité responsable de l'accès à l'information.

b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021

Le Ministère a reçu 300 demandes d'accès à l'information entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021.

c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Le Ministère a répondu à 221 demandes dans le délai prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin, certaines demandes reçues à la fin de l'année financière 2020-2021 seront répondues dans le délai après le 31 mars 2021, mais ne sont pas incluses dans ce nombre.

SOURCE : Secrétariat général adjoint
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-04-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis et prévisions pour l'année 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Il y a eu une entente entre la Direction régionale de Services Québec de Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal concernant un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). Entre le 31 mars 2014 et le 31 octobre 2017, Services Québec a alloué une somme de 339 000 $.

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal
DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69 (Transférée par le ministère du Tourisme)

Titre :
Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Aucune étude, analyse, recherche ou sondage n'ont été faits spécifiquement sur la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour l'année 2020-2021. Toutefois, quelques publications abordent ce sujet, parmi d'autres.

La publication « État d'équilibre du marché du travail : Mise à jour des diagnostics pour 500 professions » (https://www.quebec.ca/emploi/metiers-et-professions/information-sur-le-marche-du-travail/etat-dequilibre-du-marche-du-travail/) présente des projections sur l'apport de ce groupe dans l'offre de main-d'œuvre pour les prochaines années.

De plus, les bulletins mensuels sur le marché du travail (https://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Publications/00-imt-bmt-2021-02.pdf pour celui de février 2021) présente également certains résultats sur la participation au marché du travail des travailleurs expérimentés.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi et du marché du travail
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-03-19

M1RP69_03-24_Tourisme.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-384 (Transférée par le ministère de la Santé et des Services sociaux)

Titre :
Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été annoncée en lien avec le Plan d'action gouvernemental en action communautaire en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 7 avril 2021